



ÉTATS-UNIS
L'INVASION DU CAPITOLE
N'ÉTAIT QUE LE DÉBUT

HOUELLEBECQ — LE PHÉNOMÈNE
VU DE L'ÉTRANGER **OMICRON —**
LE DERNIER VARIANT INQUIÉTANT ?



Courrier international

N° 1627 du 6 au 12 janvier 2022
courrierinternational.com
 France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F CFA, Algérie 550 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre 5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, D.O.M. 5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande Bretagne 4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie 5,20 €, Japon 850 ¥, Maroc 41 DH, Pays-Bas 5,20 €, Portugal Cont. 5,20 €, Russie 670 CHF, T.O.M. 850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

LA PRÉSIDENTENCE DE TROP ?



Le 1^{er} janvier, la France a pris la présidence de l'Union européenne. Emmanuel Macron est sur tous les fronts. Est-ce une bonne nouvelle ? La presse étrangère s'interroge.

M 03183 - 1627 - F: 4,50 €





Ouvrons la science!

Le pouvoir de la connaissance ne vaut que s'il est partagé. Le développement de l'éducation et de la culture générale scientifiques sont essentiels pour renforcer le débat démocratique, résister aux infox et aux manipulations et trouver des réponses durables aux défis des pandémies et du dérèglement climatique.

Le mouvement mondial en faveur de la science ouverte est lancé. En 2021, l'UNESCO a adopté la première recommandation mondiale pour la science ouverte, pour construire une coopération scientifique plus efficace et refonder l'éducation scientifique, dans les écoles, dans les universités et dans la vie quotidienne pour que chacun soit un acteur éclairé des grandes mutations du monde actuel.

L'UNESCO appelle ses États membres à :

- consacrer au moins 1% de leur PIB à la recherche. Aujourd'hui, quatre pays sur cinq consacrent moins de cette proportion à la recherche
- développer des financements favorables à la science ouverte et à s'assurer que toute recherche financée par des fonds publics respecte les valeurs fondamentales de la science ouverte
- investir dans les licences libres, le partage des données et des infrastructures et soutenir les chercheurs à toutes les étapes de leur carrière



Devenez un ambassadeur de la science ouverte
Rejoignez le mouvement
#ScienceOuverte



unesco





LES CHOIX DE "COURRIER"

VIRGINIE LEPETIT

La présidence de trop ?

p.26

Le 1^{er} janvier, la France a pris la tête du Conseil de l'Union européenne. À quatre mois de la présidentielle, en plein rebond épidémique dû au variant Omicron, cette tâche est-elle, comme le suggère **The Economist** dans l'article qui ouvre notre dossier, un cadeau empoisonné pour le président français ? C'est la question que s'est posée la presse européenne. L'hebdomadaire britannique rappelle que le 9 décembre, sous les ors de l'Élysée, Emmanuel Macron proposait une avalanche d'idées derrière un intitulé énigmatique : "Relance, puissance, appartenance". L'Europe, proclamait-il, finalisera une évaluation

commune des menaces sécuritaires, discutera des nouvelles règles encadrant le déficit et la dette, se mettra d'accord sur les clauses environnementales à arrimer aux futurs accords commerciaux, lancera la réforme de Schengen, et plus encore. Il y aura des sommets sur l'océan, sur l'Afrique, sur un nouveau modèle de croissance européen et sur les Balkans occidentaux. Des Balkans occidentaux que ces engagements laissent dubitatifs, rappelle le quotidien slovène **Delo**, tant les grandes déclarations françaises semblent peu se traduire en actes. De fait, nos voisins européens sont parfois perplexes, voire inquiets, face aux grandes envolées françaises. Si le quotidien économique **Dagens Industri** pense que la Suède ferait bien de s'inspirer du volontarisme de la France en ce qui concerne le nucléaire – peut-être bientôt labellisé technologie verte à l'échelle de l'Union européenne si les États membres donnent

leur accord –, la presse allemande, un brin fascinée, ne se lasse pas d'y voir une certaine obstination, voire une obsession, nourrie par l'héritage gaulliste et une certaine vision de la France. C'est encore la presse allemande, et notamment le **Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)**, qui s'inquiète de la dette française qui grandit. Pour la bonne cause, reconnaît-elle : financement de la transition énergétique, "chèque énergie" et "prime inflation" de 100 euros chacun destinés aux ménages les plus modestes... "On ne peut guère en vouloir au président Emmanuel Macron. L'inflation est une plaie pour les citoyens, ils ont rendez-vous aux urnes en avril, et, d'après les derniers sondages, la perte de pouvoir d'achat constitue la première préoccupation des Français – avant la sécurité, l'immigration et même le chômage. N'importe quel chef d'État leur aurait donné un coup de pouce, surtout après le mouvement des 'gilets jaunes'." Mais la FAZ adhère moins

à cette politique quand le président français entend revoir les règles budgétaires, épaulé par Mario Draghi. Une chose est sûre, estime quant à lui le quotidien économique allemand **Handelsblatt**, le pilote de l'UE, c'est la France. Et son objectif premier, précisait Emmanuel Macron le 9 décembre, est de façonner une Europe "puissante dans le monde, pleinement souveraine, libre de ses choix et maître de son destin". "Excusez du peu !" ironise **The Economist**, pour qui "ce zèle europhile retrouvé marque également, officieusement, le coup d'envoi de la campagne pour sa réélection". Ce zèle, ce triple rôle assumé par Emmanuel Macron – président français, président de l'UE et candidat supposé –, c'est ce que nous avons demandé à Ale+Ale d'illustrer sur la couverture de ce numéro. Les dessinateurs italiens l'ont représenté en homme-orchestre soufflant non seulement les étoiles européennes mais aussi le coronavirus, tant la pandémie est présente en France et

ailleurs en Europe et indissociable de la politique que mènent les uns et les autres. Des stratégies bouleversées par la montée en flèche du variant Omicron, la plus contagieuse des versions du Sars-CoV-2 que l'on ait vues à ce jour. Cette actualité, qui imprègne tout ce début d'année, nous avons choisi de la traiter à travers les explications d'un virologue britannique (*lire p. 34*). Il expose l'un des scénarios possibles pour la suite de la pandémie. Omicron pourrait effectivement présager de l'évolution du virus : plus contagieux mais de plus en plus bénin. Au point de s'installer durablement mais plus discrètement dans nos vies. Une lecture un peu ardue, peut-être, mais qui donne de l'espoir. Très bonne année à tous.

En couverture :

E. Macron : Dessin d'Ale+Ale pour **Courrier international**. Portrait d'après photo AP/Sipa. États-Unis : Dessin de **Chappatte**, Suisse.



Sommaire

ASTRONOMIE p.32

James-Webb, une machine à remonter le temps

C'est le plus grand télescope jamais lancé dans l'espace. En traquant les toutes premières étoiles et les traces de vie extraterrestre, il va bouleverser notre vision de l'Univers, relate le **New Scientist**.

ÉTATS-UNIS p.10

L'invasion du Capitole n'était que le début

Les républicains et Trump cherchent déjà à inverser le résultat de la prochaine élection. Et des millions d'électeurs se disent prêts à recourir encore à la violence, alerte le **Los Angeles Times**.

PANDEMIC p.34

Omicron sera-t-il le dernier variant inquiétant ?

Ce variant a augmenté sa capacité à se répliquer sans accroître sa dangerosité. Un scénario qui pourrait devenir dominant dans l'avenir, explique un immunologue britannique dans **The Conversation**.



LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Conversation** (theconversation.com/uk) Londres, en ligne. **Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **Deutsche Welle** (dw.com) Bonn, en ligne. **Domani** Rome, quotidien.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- The Elephant** (theelephant.info) Nairobi, en ligne.
- Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien.
- Maariv** Tel-Aviv, quotidien.
- New Scientist** Londres, hebdomadaire.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- El País** Madrid, quotidien.
- El País América** (elpais.com/america/) Mexico, en ligne.
- Salom** Istanbul, hebdomadaire.
- The Straits Times** Singapour, quotidien.
- Stuff** (stuff.co.nz) Wellington, en ligne.
- Le Temps** Genève, quotidien.
- Die Welt** Berlin, quotidien.

ARCADIO, COSTA RICA.

CAJAS, ÉQUATEUR.



CHILI p.12

Comment une nouvelle gauche a pris le pouvoir

Dans son costume de Pikachu, Giovanna Grandón est devenue l'icône des manifestations de 2019 qui ont fait basculer le pays. Cette conductrice de bus, qui soutient le nouveau président Gabriel Boric, est aujourd'hui l'une des rédactrices du nouveau projet de Constitution.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Ukraine.** Jamais Poutine ne cédera

9. **Controverse.** Contre le tabagisme, faut-il des mesures radicales ?

D'un continent à l'autre

10. **États-Unis.** L'invasion du Capitole n'était que le début

12. **Chili.** Comment une nouvelle gauche a pris le pouvoir

16. **Israël.** La colonisation du Golan est en marche

18. **Afrique du Sud.** Desmond Tutu, le meneur d'âmes

21. **Chine.** Au Xinjiang, le chef change mais l'objectif demeure

22. **Royaume-Uni.** L'Irlande du Nord craint une guerre commerciale "pour rien"

25. **Russie.** Dissolution de Memorial : la société civile sous le choc

À la une

26. **Macron,** la présidence de trop ?

Transversales

32. **Sciences.** James-Webb, une machine à remonter le temps

34. **Pandémie.** Omicron sera-t-il le dernier variant inquiétant ?

36. **Économie.** Ode à l'A380

37. **Signaux.** Dans la ruche aussi on garde ses distances

360°

38. **Portfolio.** Au Guatemala, le deuil sans fin des Ixil

42. **Culture.** Michel Houellebecq prophète en son pays

44. **Plein écran.** L'histoire oubliée des Juifs de Turquie

46. **Histoire.** Quand Néfertiti surgit du sable



SUR NOTRE SITE

États-Unis. L'assaut contre le Capitole, un an après

Comment le pays a-t-il encaissé l'onde de choc du 6 janvier 2021 ? Quelles traces durables a laissé l'invasion de ce symbole de la démocratie des États-Unis ?

Les analyses de la presse américaine.

Vu d'Italie. Pourquoi les Français résistent-ils au télétravail ?

Culture de la présence, temps de travail trop élastique, déséquilibre de la répartition des tâches ménagères et de la charge des enfants... **La Repubblica** recense les raisons pour lesquelles les salariés français rechignent à adopter le télétravail.

Espagne. Le village navarrais qui a la tête dans les étoiles

Au sud de Pampelune, Lerín, une commune de 1 700 habitants, a reçu la certification Starlight. Un label récompensant la qualité de son ciel nocturne, l'équivalent astronomique d'une étoile au *Guide Michelin*. Reportage par **El Mundo**.

L'horoscope de Rob Brezsný Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Science, société, géopolitique...
Les articles les plus marquants de l'année parus dans la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Janvier 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación
ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Béranger Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1616), Annick Rivière (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloil (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1738), Hoda Salby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrathon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérodin, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608) Dialla Konate (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Mury, 45330 Malsherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallet, Camille Dalicieux, Marie Daoudat, Jeanne Fourneau, Marah Ibrahim, Sophie Laurent-Lefèvre, Clara Limouzin, Valentine Morizot, Mahmood Sharif, Isabelle Taudière, Rachel Teysandier, Marie-Laure Theodule, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 3968), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 3863) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 3700) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 3021) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 3884)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Myann-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services vendues au numéro, réassorts 0805 05 147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 015-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, B275, Avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



ACPM



Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions: Ptot: 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100% av ec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart Linvosges posé sur la totalité des abonnés France métropolitaine.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 119 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 149 € au lieu de 269,80 €*

RCO22BA0001

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>

ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnll.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

NOLITA ET DEADLY VALENTINE
PRÉSENTENT

SÉLECTION
FESTIVAL DE
DEAUVILLE
2021



FESTIVAL DE CANNES
CANNES PREMIÈRE
SÉLECTION OFFICIELLE 2021

Film Francophone
D'ANGOULEME

“ÉMOUVANT, BEAU ET SUBTIL.”

LE PARISIEN

Jane
par Charlotte

UN FILM DE
CHARLOTTE GAINSBOURG

AU CINÉMA LE 12 JANVIER

CINE+

Télérama

SENS
CRITIQUE

france
inter



Ukraine. Jamais Poutine ne cédera

Face à la menace d'invasion de l'Ukraine par la Russie, Washington prône le dialogue. Mais le maître du Kremlin se sait en position de force, affirme ce chroniqueur russe.



— **Deutsche Welle** (extraits) Bonn

Dès avant l'entretien téléphonique entre le président russe et son homologue américain, Joe Biden, et aussitôt après, les membres les plus proches du cercle des intimes de Vladimir Poutine, au fait de ses intentions en politique étrangère, se sont livrés à diverses déclarations. Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, ainsi que Iouri Ouchakov, le conseiller de Poutine dans ce domaine, et Anatoli Antonov, ambassadeur russe aux États-Unis, se sont tous focalisés sur un point : Moscou n'est pas disposé à accepter des négociations interminables avec Washington, comme du temps de la guerre froide, et continuera à exiger de l'Occident des "garanties de sécurité" juridiquement contraignantes. Ce qui inclut l'assurance que l'Otan n'admettra plus aucun membre parmi les anciennes républiques de l'Union soviétique (autrement dit, l'Ukraine et la Géorgie), mais aussi la promesse que l'Alliance va réduire ses activités militaires en Europe centrale et dans les pays Baltes. La Russie exige en outre que les États-Unis ne déploient aucun missile à courte et moyenne portée en Europe.

Poutine n'en fait pas mystère : il n'envisagera de retirer les forces armées russes

de la frontière ukrainienne que quand l'Otan aura renoncé à sa promesse d'intégrer l'Ukraine et la Géorgie, promesse formulée lors du sommet de l'Alliance en 2008 à Bucarest.

Après avoir passé plus de vingt ans sur la scène internationale, Poutine sait parfaitement que cela n'arrivera jamais. Annuler l'invitation de Bucarest (aussi controversée soit-elle dans les rangs mêmes des alliés européens) et limiter les déploiements en Europe centrale reviendrait à accorder à Moscou un droit de veto sur la prise de décision de l'Otan. Ce qui signifierait la fin de l'organisation telle que nous la connaissons.

Biden a déjà affirmé qu'il fallait que l'Ukraine règle ses problèmes de corruption avant que sa candidature puisse être prise en compte. Il a également rappelé que les États-Unis ne déploieraient pas d'armes offensives sur le territoire ukrainien. En théorie, il est en outre possible de limiter la coopération militaire américaine avec Kiev, bien que cela risque d'ulcérer le Congrès. En fait, Washington a fait la plupart des concessions possibles à Moscou avant même les pourparlers russo-américains, qui doivent débiter le 10 janvier à Genève. Et pourtant, le Kremlin ne cesse de soumettre des exigences dont il sait qu'elles seront rejetées. Pourquoi ?



OPINION

✓ Sur la cage "Ukraine". Vladimir Poutine : "Je cherche à la protéger de l'emprise maléfique de l'Otan, c'est tout !" Dessin de KAL paru dans *The Economist*, Londres.

Poutine considère que l'Occident, et plus particulièrement l'Union européenne, est affaibli par la pandémie, la mainmise des grandes entreprises sur l'État et le manque de direction cohérente. Biden a commis une erreur quand il a invité Poutine à des discussions directes au lendemain des premiers déploiements de troupes près de la frontière de l'Ukraine. Le geste a été interprété comme un signe de faiblesse par la Russie, comme la preuve que la Maison-Blanche était prête à "marchander" l'Ukraine contre la non-intervention de la Russie dans le bras de fer entre Washington et Pékin, dont est censé dépendre l'équilibre de ce siècle. L'homme fort du Kremlin a par ailleurs été exaspéré par la décision du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, de faire arrêter et de juger pour trahison le meilleur ami ukrainien de Poutine et le chef de file des politiciens prorusses du pays, Viktor Medvedtchouk. De plus, il a enfin compris qu'aucun dirigeant ukrainien ne respecterait jamais les accords de Minsk signés sous la contrainte.

Pour couronner le tout, Poutine estime que la mise en œuvre par les forces ukrainiennes de drones de fabrication turque, de même que leur programme de modernisation navale et le renforcement de leur coopération avec les pays de l'Otan, représente une tendance dangereuse. Du point de vue du Kremlin, cela pourrait à terme permettre à Kiev de lancer une offensive victorieuse dans les zones que les Russes contrôlent dans le Donbass.

Moment idéal. Les autorités russes pensent que le moment est non seulement idéal pour formuler des exigences inflexibles, mais qu'il est exceptionnel. L'Allemagne est gouvernée par les sociaux-démocrates, favorables à la Russie et qui refusent d'abandonner le gazoduc Nord Stream 2. La France se retrouve au beau milieu d'une campagne présidentielle sulfureuse, un des candidats les plus en vue assurant qu'il retirera son pays de l'Otan et lèvera les sanctions contre le Kremlin. Les États-Unis sont dirigés par un président dont le gouvernement est partagé entre les tenants réalistes de la doctrine de "la Chine d'abord" et les internationalistes qui appellent à "ne pas oublier la Russie". L'Ukraine elle-même est affaiblie par une instabilité politique chronique et gravement fragilisée par la lenteur de sa réaction à la pandémie.

Il reste un élément à prendre en compte : en tant que chef des armées, Poutine ne peut s'offrir le luxe de déplacer les forces

La finlandisation, une solution pour Kiev ?

●●● "Actuellement, dans les cercles des politologues, on entend de plus en plus souvent dire que la Fédération de Russie souhaiterait, et que les partenaires occidentaux de l'Ukraine seraient d'accord, une finlandisation de notre pays", commente *Oukraïnsky Tyjden*. Occasion pour l'hebdomadaire ukrainien de revenir sur le concept de "finlandisation", inventé dans les années 1950 pour décrire la neutralité de la Finlande entre l'Otan et l'URSS. Après avoir résisté à l'invasion soviétique en 1940 et en 1944, "lors des traités de paix qui ont suivi avec l'URSS, [...] le pays a fait l'objet de limitations en politique internationale. Il lui a été interdit de rejoindre l'un ou l'autre bloc". Mais "la Finlande a préservé son indépendance et sa souveraineté". L'Ukraine serait "dans une situation différente", car "les Russes n'ont jamais considéré les Finlandais comme des gens proches d'eux". Le Kremlin se préparerait à "l'engloutissement progressif de notre pays dans la composition de la Fédération de Russie. Pour l'Ukraine, la finlandisation serait un euphémisme masquant notre capitulation et notre liquidation en tant qu'État indépendant et souverain."

russes lors de déploiements massifs et coûteux dans le seul but d'obtenir des conversations téléphoniques avec le président américain. Cela donne de lui une image d'indécision et de faiblesse. La Russie n'est pas une démocratie, aussi est-il essentiel pour ses responsables que leurs soutiens les plus importants continuent à les suivre. Cela vaut entre autres pour les généraux, qui sont l'un des principaux instruments de la stabilité du régime.

C'est à dessein que Poutine se dépeint comme le dos au mur, parce qu'il fait tout pour déclencher un conflit avec l'Ukraine. Manifestement, cette éventualité est pour lui une nécessité stratégique et historique. Alors, oubliez les sommets Kennedy-Khrouchtchev et Brejnev-Nixon. La Russie de Poutine s'estime bien plus désespérée, et bien plus libre de ses actes, que les Soviétiques.

— **Konstantin Eggert**
Publié le 31 décembre 2021

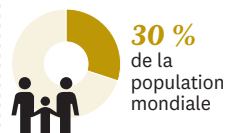
LA CARTE
DE LA SEMAINE



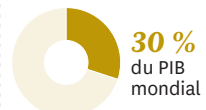
Un géant du libre-échange

15 pays réunis dans le Partenariat régional économique global

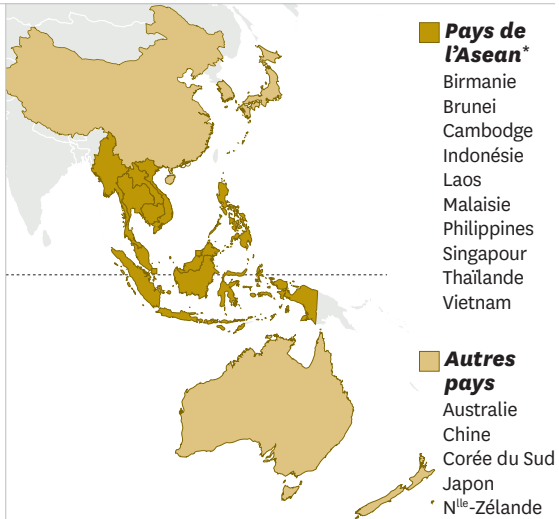
Population cumulée :
2,2 milliards
de personnes



PIB cumulé :
26 200 milliards
de dollars



C'est plus que l'Accord
de libre-échange États-Unis-
Mexique-Canada (28 %) ou
l'Union européenne (18 %).



* Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

SOURCE : REGIONAL COMPREHENSIVE ECONOMIC PARTNERSHIP (RCEP)

COMMERCE — “Un accord en Asie-Pacifique qui crée la plus grande zone de libre-échange du monde est entré en vigueur le 1^{er} janvier, inaugurant ainsi une nouvelle phase d'intégration économique régionale”, annonce le magazine **Nikkei Asia**. Quinze pays, parmi lesquels les pays de l'Asean et les mastodontes chinois, japonais et coréen, sont désormais réunis au sein d'un Partenariat économique régional global (Regional Comprehensive Economic Partnership, RCEP). Impliquant la levée des taxes sur plus de 90 % des biens vendus dans la zone, cet accord devrait faire croître les exportations de 2 % dans la région (+ 41,8 milliards de dollars). Les principaux gagnants, note *Nikkei*, seront le Japon, la Chine et la Corée du Sud.

Coup de fouet ?

VENEZUELA — Le président Nicolás Maduro a assuré le 1^{er} janvier que la production pétrolière du pays frisait actuellement le million de barils par jour et a promis de doubler ce chiffre en 2022, rapporte **Infobae**. La production vénézuélienne, qui atteignait 3,2 millions de barils quotidiens en 2008, “était descendue à 400 000 en juillet 2020, soit le niveau des années 1930-1940”, écrit le site. Nicolás Maduro attribue la chute de la production aux sanctions américaines contre son régime, mais les spécialistes du secteur dénoncent la gestion erratique de Petróleos de Venezuela, le géant national, depuis la présidence d'Hugo Chávez, auquel Maduro a succédé.

Le Parlement part en fumée



AFRIQUE DU SUD — “Qui a fait ça ?” se demandait **The Citizen** le 3 janvier au lendemain de l'incendie du Parlement au

Cap. “Était-ce un acte criminel, de l'incompétence, de la négligence ou simplement la métaphore du laisser-aller du gouvernement depuis des années ?” Des dizaines de pompiers ont lutté pendant des heures contre le feu qui a pris dans l'aile d'origine, bâtie en 1885, avant de se propager au bâtiment qui abrite l'Assemblée nationale. Un homme, présent à l'intérieur, a été arrêté et devrait être entendu par les enquêteurs.

ÉTATS-UNIS

Une sanction “rare” dans la Silicon Valley

Souvent comparée à Steve Jobs, Elizabeth Holmes, qui promettait de révolutionner les tests sanguins avec son entreprise Theranos, a été condamnée pour fraude. Cela servira-t-il pour autant de leçon dans le monde des start-up ?

C'est un “*verdict rare*” dans le monde de la tech, remarque le **New York Times**. L'étoile déchue de la Silicon Valley Elizabeth Holmes, qui promettait de révolutionner les tests sanguins avec sa start-up Theranos, a été condamnée le 3 janvier pour fraude par un tribunal de Californie, après plus de trois mois d'un procès très médiatisé.

Le jury l'a reconnue coupable d'escroquerie envers des investisseurs mais l'a acquittée de certains chefs d'accusation et n'a pu se mettre d'accord sur d'autres faits qui lui étaient reprochés. Elizabeth Holmes risque plusieurs dizaines d'années de prison. La peine sera prononcée à une date ultérieure par le tribunal fédéral. “Il est presque certain qu'elle fera appel, un processus qui peut prendre des années”, note le **Wall Street Journal**.

L'entreprise d'Elizabeth Holmes promettait des diagnostics plus rapides et moins chers que ceux des laboratoires traditionnels, grâce à des méthodes présentées comme révolutionnaires, permettant des tests multiples avec une toute petite quantité de sang. Mais en 2015, le **Wall Street Journal** avait publié une enquête accablante, révélant le manque de fiabilité des technologies de la start-up.

Quelle que soit la peine prononcée contre l'ex-PDG, ce procès aura “permis d'ouvrir une fenêtre sur le monde secret des start-up de la Silicon Valley, offrant un rare aperçu

pas lorsqu'elle affecte la santé de personnes réelles”. Mais le site spécialisé remarque aussi que la sanction est ambiguë car Elizabeth Holmes a été déclarée non coupable des chefs d'accusation concernant la fraude à l'encontre de patients.

“L'affaire soulève la question importante de savoir si ce cas servira de leçon aux investisseurs à l'avenir”, remarque de son côté le journaliste du **Los Angeles Times** Michael Hiltzik. “Je vous parie que non” car la culture qui règne dans la Silicon Valley “encourage les entrepreneurs à promettre aux investisseurs des châ-

teaux en Espagne et des richesses illimitées, sans quoi ils ne pourraient jamais mettre un pied dans la porte”.

En d'autres termes, ces “promesses exagérées font partie du jeu”. Pour Hiltzik, les “investisseurs sont aujourd'hui toujours à la recherche de la prochaine grande innovation, toujours sensibles aux arguments superficiellement persuasifs avancés par des intrigants sûrs d'eux-mêmes car ils redoutent toujours autant de rester sur le carreau pendant que d'autres s'enrichissent”.

— **Courrier international**



En 2015, le “Wall Street Journal” avait publié une enquête révélant le manque de fiabilité des technologies de la start-up.

d'un lieu où les PDG sont peu souvent jugés devant les tribunaux et où les entreprises parviennent souvent à éviter des conséquences juridiques”, estime le **Washington Post**.

Pour **TechCrunch**, “le verdict du procès envoie le message aux entrepreneurs du monde de la tech qu'il n'est pas acceptable de mentir à propos de leur technologie – surtout



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

“La chute d'Elizabeth Holmes ‘la magnifique’” : retrouvez sur notre site l'analyse publiée par le **New York Times** dans laquelle David Streitfeld compare la fondatrice de Theranos au héros de Fitzgerald “Gatsby le magnifique” et dénonce les faux-semblants de la Silicon Valley.

“Les victimes entendues”



ÉTATS-UNIS — Le 30 décembre, Ghislaine Maxwell, ancienne compagne du financier américain

Jeffrey Epstein, a été reconnue “coupable” de trafic sexuel de mineures, comme le titre en une **The Miami Herald**: “Après avoir été ignorées pendant des décennies, les victimes du prédateur sexuel peuvent finalement dire qu’elles ont été entendues”, se félicite le journal, dont les enquêtes avaient contribué à l’arrestation d’Epstein en 2019. Le jury a considéré que la riche héritière britannique “avait joué un rôle clé en recrutant et en amadonnant des adolescentes destinées à être agressées sexuellement par le financier de Palm Beach”, la station balnéaire de Floride où Epstein possédait une résidence.

Plus proche du “soleil artificiel”

CHINE — Précisément 1 056 secondes, soit 17 minutes et 36 secondes à 70 millions de degrés Celsius : c’est le nouveau record de durée établi, le 30 décembre, par le tokamak supraconducteur expérimental avancé (East), élaboré à Hefei dans la province orientale d’Anhui. “Ces installations sont surnommées ‘soleils artificiels’ car elles imitent la réaction de fusion nucléaire qui se produit au cœur du Soleil, en utilisant de l’hydrogène et du deutérium comme combustibles”, explique le **South China Morning Post**. La fusion nucléaire

est présentée comme le graal “pour un avenir énergétique neutre en carbone”. Mais cela risque de prendre encore des années avant qu’on y parvienne.

Capitalisation record

ÉTATS-UNIS — Apple est devenu le 3 janvier la première entreprise américaine à atteindre la barre symbolique des 3 000 milliards de dollars en Bourse. “L’énorme succès d’Apple est dû en grande partie à l’iPhone, qui a révolutionné l’industrie des smartphones et reste une poule aux œufs d’or pour l’entreprise”, analyse **The Verge**.

Exportations interdites



INDONÉSIE — “La crise arrive, interdiction d’exporter”, avertit **Koran Tempo** en une le 3 janvier. Un message assorti

d’un dessin représentant une barge chargée de charbon, tirée par un remorqueur vers le large mais retenue à l’aide d’une corde par le président Joko Widodo. Premier exportateur mondial de charbon, l’archipel a interdit toute vente vers l’étranger pour janvier. Jakarta redoute une pénurie alors que la demande en électricité augmente. Bien que les industriels soient tenus de fournir 25 % de leur production au marché intérieur, ils sont tentés d’en exporter un maximum, le prix de vente de 70 dollars la tonne à l’intérieur du pays étant de moitié inférieur au prix de référence mondial.

↓ Dessin de Riber paru dans **Sydsvenskan**, Stockholm.

HONG KONG

L’hiver de la presse indépendante

En six mois, trois médias indépendants ont fermé leurs portes. Ils ont été frappés par la répression ou effrayés par les risques désormais encourus.

Après la disparition d’**Apple Daily**, principal quotidien d’opposition hongkongais, en juin dernier, puis la fermeture du site d’information **Lichang** (**Stand News**), précipitée par des arrestations dans ses rangs à la fin de décembre, le site **Zhongxinwen** (**CitizenNews**) a annoncé cesser ses activités le 3 janvier, par crainte de ne pouvoir évaluer correctement les risques encourus à chaque publication.

Le grand quotidien hongkongais **Ming Pao**, qui modère généralement ses penchants pro-Pékin par des positions affirmées en faveur de la liberté de la presse, donne à voir sur une pleine page de une l’étendue de son embarras. Il demeure l’un des rares journaux hongkongais à tenter une couverture fournie et équilibrée de l’événement, en commençant par l’établissement des faits. “Le 29 décembre, plusieurs responsables éditoriaux, anciens et actuels, du site d’information indépendant **Lichang** ont été arrêtés, accusés de sédition, ce qui a entraîné la fermeture du site. Le 3 janvier, c’était au tour de **Zhongxinwen**, créé en 2017 par des journalistes d’investigation, d’annoncer sa fermeture”, raconte **Ming Pao**.

Après une perquisition par la police de sécurité nationale des locaux du site pro-démocratie **Lichang**, sept personnes ont été arrêtées. L’ancien rédacteur en chef **Chung Pui-kuen**, l’actuel rédacteur en chef **Patrick Lam**, l’ancienne députée **Margaret Ng** et la chanteuse et militante des droits LGBT **Denise Ho** sont accusés de “conspiration en vue de publication séditieuse”. Conséquence de ces arrestations, le site a cessé toutes ses activités. Dans une page d’adieu aux lecteurs, **Lichang** rappelle avoir été créé en décembre 2014 en tant que site “indépendant, défendant la démocratie, les droits de l’homme, la liberté, l’État de droit et la justice comme valeurs cardinales de Hong Kong”.

Désormais, il y a trop d’incertitudes sur ce qui peut ou non être retenu comme publication illégale.

Quelques jours plus tard, la situation a ébranlé leurs confrères du **Zhongxinwen**. Ancien président de l’Association des journalistes, l’éditorialiste **Chris Yeung** “avait commenté la fermeture de **Lichang** en estimant que la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong “était une épée de Damoclès”, rappelle **Ming Pao**. L’arrestation des sept membres de la rédaction de **Lichang** implique désormais trop d’incertitudes sur ce qui peut ou non être retenu comme publication illégale, indique **Yeung**, d’où la décision de fermer **Zhongxinwen**. “En pleine tempête, nous devons préserver en priorité la sécurité des personnes qui sont sur le navire”, expliquent les responsables dans une déclaration.

Dans ce contexte, les médias hongkongais “pourraient se montrer très conservateurs, et jouer la sécurité en coopérant avec la ligne la plus fortement orientée”, note **Bruce Lui**, journaliste de télévision et enseignant au département de journalisme de l’Université baptiste de Hong Kong, cité dans un autre article de **Ming Pao**. **Alice Mok**, ancienne représentante de la Fédération des syndicats de Hong Kong (pro-Pékin) au Conseil législatif, lui répond dans le journal : “La liberté de la presse n’a pas été écrasée à Hong Kong.”

— **Courrier international**

6,3

MILLIARDS DE DOLLARS, c’est le chiffre d’affaires du Canal de Suez en 2021 annoncé le 2 janvier. Un “record sans précédent”, précise le site d’information **Egypt Independent**. Et ce malgré l’échouement du porte-conteneurs **Ever Given** en mars et l’arrêt de la navigation pendant six jours. Le passage entre la mer Rouge et la mer Méditerranée, dans l’est de l’Égypte, a été emprunté l’an dernier par 20 694 navires, contre 18 830 en 2020, soit une “hausse de 10 %”.



CONTROVERSE



Contre le tabagisme, faut-il des mesures radicales ?

À travers son plan Smokefree 2025, dévoilé le 9 décembre, la Nouvelle-Zélande ambitionne de compter bientôt moins de 5 % de fumeurs, et surtout d'engendrer des générations entières de non-fumeurs. Mais les méthodes pour y parvenir divisent.

OUI

C'est l'option la plus prometteuse

—Stuff Wellington

Le passé est comme un pays étranger où les règles du jeu sont différentes. Les gens qui ont regardé *Get Back*, la fascinante série documentaire de Peter Jackson sur les Beatles, auront vu un étrange avertissement s'afficher sur leur écran. "Ce film présente des personnes tenant des propos explicites, aborde des thèmes adultes et l'on peut y voir des fumeurs. Il est destiné à un public averti."

Un autre message prévient que la série ne comporte pas seulement du langage grossier, mais également des "scènes de tabagisme". Peter Jackson a dû convaincre Disney de ne pas couper les propos grossiers. Le groupe a également accepté que des images de cigarettes et de cigares puissent apparaître dans un film sur le rock et l'on peut donc voir les Beatles tirer quelques bouffées.

Le fait qu'un tel avertissement soit désormais parfaitement normal alors qu'il aurait arraché des cris de surprise aux spectateurs il y a seulement dix ans montre à quel point l'opinion change vite sur la question du tabac. À une époque, on s'inquiétait des scènes de sexe et des armes à feu. Aujourd'hui, on se préoccupe des cigarettes.

Chaque année en Nouvelle-Zélande, le tabac tue entre 4 500 et 5 000 personnes.

D'autres indices témoignent de l'écrasante victoire des opposants au tabac. Le projet de loi Smokefree 2025 de la ministre associée à la Santé, Ayesha Verrall, pourrait faire de la Nouvelle-Zélande un pays pionnier dans la lutte contre le tabagisme. Et il suscite peu de controverse.

Tout le monde semble être d'accord pour dire que le tabagisme doit disparaître. Le tabac tue encore entre 4 500 et 5 000 personnes chaque année en Nouvelle-Zélande. Le seul débat porte sur la manière d'éradiquer sa consommation le plus vite possible.

Le projet de Verrall propose plusieurs mesures ambitieuses. Le nombre de

commerces autorisés à vendre du tabac devra passer de 5 000-8 000 à l'heure actuelle à seulement un dixième de ce chiffre. Un encadrement plus strict du marché est une bonne approche, préférable en tout cas à l'interdiction pure et dure. Les 500 commerces autorisés vendront des produits à faible teneur en nicotine afin de réduire l'attractivité du tabac. Si certains fumeurs décideront d'arrêter ou de passer au vapotage, d'autres pourraient être incités à fumer davantage ou à rechercher illégalement des produits plus fortement dosés.

Le troisième axe de cette nouvelle stratégie est le plus audacieux. Le gouvernement est préoccupé par le tabagisme chez les adolescents, notamment les Maoris, qui fument cinq fois plus que les étudiants non maoris. L'augmentation de l'âge minimal légal pour acheter du tabac - 25 ans - semble tomber sous le sens. Ainsi que le souligne le plan du gouvernement, "le cerveau est pleinement développé à l'âge de 25 ans et il est démontré que les individus ont moins de risques de commencer à fumer après 24 ans".

On pourrait donc songer à relever l'âge légal à 21 ou 25 ans, immédiatement ou graduellement. Mais les pouvoirs publics veulent tenter quelque chose d'encore plus radical et qui peut même sembler étrange. Au lieu de simplement agir sur l'âge minimal légal, le gouvernement veut protéger toute une génération des dangers du tabac. L'âge minimal légal pour acheter des cigarettes augmentera donc d'un an chaque année, de manière à créer une barrière infranchissable entre ceux qui sont autorisés à acheter du tabac et ceux qui ne le pourront jamais légalement.

Cette délimitation ne paraît pas si étrange si l'on pense à un fumeur âgé de 17 ans et à un autre de 18. Mais à la fin, il pourra paraître bizarre qu'une personne de 58 ans puisse légalement acheter son paquet de cigarettes tandis que son ami de 57 ans devra patienter dehors.

Le gouvernement est conscient des questions que soulève la mise en œuvre concrète de ce projet, notamment pour les travailleurs migrants ou les touristes. Mais c'est aussi l'option la plus prometteuse pour sortir le tabagisme de la normalité sur le long terme. La dernière génération de fumeurs vit peut-être ses dernières heures. Cela ressemble à de la science-fiction, mais cela pourrait bien devenir une réalité.—

Publié le 11 décembre 2021

NON

Criminaliser n'est pas la solution

—The Guardian (extraits) Londres

Il fut un temps où je vivais avec un végétarien militant qui avait grandi près d'un abattoir. Je me souviens comment il me racontait, le regard perdu dans le vague, que le sang ruisselait jusqu'au terrain de jeu du quartier. Il n'avait pas touché un morceau de viande depuis cette époque. Bon nombre de végétariens ou végans disent en substance la même chose : si vous saviez ce qui se passe à l'intérieur (ou même à l'extérieur) d'un abattoir, vous ne mangeriez plus que des substituts. De la même manière, si vous voulez arrêter de fumer, je vous recommanderais de regarder quelqu'un passer par toutes les étapes d'un cancer du poumon.

Ayant vu de mes yeux les conséquences effroyables de ce cancer, vous pensez peut-être que je suis favorable au projet du gouvernement néo-zélandais d'interdire le tabac pour les prochaines générations. L'âge légal pour s'en griller une augmentera chaque année, ce qui signifie qu'en 2073 une personne de 61 ans pourra s'acheter des cigarettes mais pas son voisin de 60 ans. Mais alors que les autorités prévoient également un durcissement des mesures contre le tabagisme au Royaume-Uni, une question se pose : y a-t-il un exemple dans l'histoire où la criminalisation d'une substance a été un succès ?

Les Américains n'ont jamais cessé de vouloir boire pendant la prohibition. Ils ont donc continué à le faire. La seule différence était qu'ils se fournissaient auprès d'Al Capone et consorts plutôt que dans des commerces autorisés et payant des impôts. D'ailleurs, à propos des États-Unis, il semble que leur guerre contre les drogues soit vraiment exemplaire : incarcérations de masse, essentiellement d'hommes noirs, violences policières et toxicomanes par milliers. Selon une étude du National Institute on Drug Abuse, près de 50 000 Américains sont morts d'une overdose d'opioïdes en 2019.

Mais revenons à l'hémisphère Sud. Il est difficile pour moi de ne pas soutenir le gouvernement néo-zélandais dans ce

désir si légitime de frapper l'industrie du tabac là où cela fait mal. Le problème est que la criminalisation n'est pas la solution. Si les gens veulent fumer, ils fumeront et ils achèteront leurs cigarettes auprès de n'importe quel revendeur.

Autant je suis convaincue que tout le monde devrait arrêter de fumer, autant j'estime qu'avant d'interdire des substances que les gens consomment pour rendre supportable un quotidien particulièrement insupportable, il faut mettre en place des mesures radicales pour améliorer leurs conditions de vie. Même en Nouvelle-Zélande, nation pourtant dotée de protections sociales décentes, la pauvreté est en hausse (notamment parmi les minorités ethniques). Vous ne pouvez pas interdire le tabac si vous ne créez pas d'abord une société où les conditions de

Comme pour le sucre et l'alcool, il vaut mieux laisser la consommation de cigarettes diminuer naturellement.

vie n'obligent pas les gens à fumer. De la même manière que vous ne pouvez pas interdire des drogues et penser que les gens n'en consomment plus alors que leur existence est si difficile.

Je pense que, comme le sucre et l'alcool, il vaut mieux laisser la consommation de cigarettes diminuer naturellement que tenter de l'éradiquer trop tôt. Les fabricants de sucreries et de sodas proposent déjà des versions allégées en sucre de leurs produits. La cigarette a déjà moins la cote chez les plus jeunes que chez les aînés. Selon une étude de GlobalData menée cette année, 38 % de la population mondiale n'a jamais fumé, et ce chiffre atteint les 68 % pour la génération Z [née entre 1997 et 2010]. Laissons les "zoomers" montrer la voie et ils feront tout ce qu'il faut pour faire disparaître le tabac.

Et ne lésinez pas sur les campagnes de prévention avec des images choc. La vidéo de la British Heart Foundation montrant de la graisse sortant d'une artère de fumeur hante toujours mes cauchemars. Mais si sous l'effet du stress, de l'ennui et d'une insatisfaction générale, les gens ressentent le besoin de fumer et que vous n'avez rien de mieux à leur proposer, laissez-les donc fumer.

—Eleanor Margolis

Publié le 11 décembre 2021

d'un
continent
à l'autre.
amériques



Moyen-Orient...	16
Afrique.....	18
Asie.....	21
Europe.....	22

États-Unis. L'invasion du Capitole n'était que le début

L'assaut d'il y a un an n'était pas un accident. Les républicains et Trump cherchent les moyens d'inverser le résultat de la prochaine élection. Et des millions d'électeurs, persuadés d'avoir été volés, se disent prêts à recourir de nouveau à la violence.

—Los Angeles Times
(extraits) Los Angeles

Le 6 janvier 2021, quand les partisans de Donald Trump ont pris d'assaut le Capitole pour tenter d'empêcher l'élection de Joe Biden, l'insurrection apparaissait comme une curieuse anomalie, une éruption hors norme attisée par des extrémistes pro-Trump et des milices d'extrême droite. Mais depuis, le mouvement qui a engendré ce soulèvement s'est avéré plus vaste, plus durable et tout aussi inquiétant que les violences de ce jour chaotique.

Les événements du 6 janvier sont la plus grande attaque qu'ait subie le Capitole depuis que l'armée britannique a détruit le bâtiment pendant la guerre anglo-américaine de 1812. L'une des émeutières, Ashli Babbitt, est morte pendant l'assaut, abattue par un policier du Capitole : elle cherchait à enfoncer une porte qui menait à l'hémicycle de la Chambre des représentants. Trois autres putschistes sont morts, deux de causes naturelles et une d'intoxication aux amphétamines, selon l'autopsie.

✓ Dessin de Chappatte paru dans Der Spiegel, Hambourg.

Des vidéos montrent que les émeutiers s'en sont pris aux agents de police avec des bâtons, des battes, des pistolets à impulsion électrique et du spray pour éloigner les ours. Dans la foule, certains ont proféré des menaces, notamment contre le vice-président Mike Pence et la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi. Un agent de la police du Capitole, Brian Sicknick, a subi un AVC et est décédé le lendemain de l'affrontement ; deux hommes sont accusés de l'avoir agressé avec des bombes aérosols. Quatre policiers se sont suicidés au cours des mois suivant l'assaut.

Accusations infondées. La Justice fédérale a inculpé plus de 710 personnes pour des infractions commises pendant l'assaut, dont plus de 220 sont accusées d'avoir agressé ou entravé des policiers, selon le ministère de la Justice. [Plus de 70 émeutiers ont été jugés, dont près de la moitié ont été condamnés à de la prison, selon les chiffres de la radio NPR.]

Ces violences, qui ont perturbé pendant des heures le décompte des grands électeurs prévu par la Constitution, n'étaient pas si fortuites que ça. Et elles pourraient se reproduire, si l'on en croit les spécialistes du terrorisme.

“65 millions d'Américains sont convaincus que Joe Biden est un président illégitime.”

Robert A. Pape,
SPÉCIALISTE DU TERRORISME

Le 6 janvier [2021], Trump a affirmé aux manifestants rassemblés devant la Maison-Blanche que son vice-président pouvait s'opposer à la certification du nombre de grands électeurs attribués à Joe Biden : “Si Mike Pence fait ce qu'il faut, nous gagnons l'élection.” C'est faux : le vice-président n'a pas ce pouvoir. Mais un grand nombre des manifestants espérait qu'en exerçant une pression suffisante sur Mike Pence, il céderait aux injonctions du président sortant.

Cette ultime tentative a couronné des semaines d'efforts visant à invalider les résultats électoraux. Trump et ses avocats ont intenté plus de 60 procès pour annuler la victoire de Biden dans les États disputés. Ils ont perdu



tous ces recours sauf un, relativement anodin, qui ne présupait aucune fraude et ne concernait que quelques milliers de votes seulement, en Pennsylvanie. Trump a aussi fait pression sur plus de 30 élus et fonctionnaires en leur demandant d'invalider les résultats de leur État. Il a supplié le garant des élections en Géorgie, le républicain Brad Raffensperger, de "trouver 11 780 voix" afin d'effacer l'avance de Biden ; lui aussi a refusé.

Depuis janvier, de nouveaux éléments ont confirmé que ces accusations de fraude étaient infondées. Un "audit" chaotique mandaté par le Parti républicain dans le plus grand comté d'Arizona a conclu, en septembre, que Biden avait remporté encore plus de votes qu'au premier décompte. Ce qui n'a pas empêché Trump de continuer à prêcher ses allégations fallacieuses. "L'audit judiciaire dit qu'on a gagné, a-t-il clamé à ses supporters le soir de l'annonce. [Biden] n'a pas remporté l'Arizona ; il a perdu."

Malgré tout, Trump a obtenu une victoire non négligeable : il a convaincu des millions d'électeurs du Parti républicain que l'élection de 2020 leur avait été volée. Selon un sondage réalisé pour CNN en septembre, 78 % des républicains estiment que la victoire de Biden était illégitime.

Lors de ses meetings postélectorales, Trump a constamment martelé à ses sympathisants que toute victoire des démocrates était forcément frauduleuse. "Impossible qu'ils gagnent des élections sans tricher", a-t-il déclaré à Phoenix en juillet. Si les républicains perdent des scrutins serrés aux élections de mi-mandat en 2022, et si Trump ou un autre candidat républicain perd la présidentielle en 2024, un vaste contingent d'électeurs est d'avance persuadé que la seule explication est l'existence de fraude. Et certains sont prêts à faire appel à la violence pour inverser le résultat.

"Environ 65 millions d'Américains sont convaincus que Joe Biden a manipulé l'élection et qu'il est un président illégitime", souligne Robert A. Pape, spécialiste du terrorisme à l'université de Chicago. Ça fait beaucoup de monde." Sur ces 65 millions de personnes, il précise qu'environ 21 millions jugent la violence justifiée pour

rétablir Trump à la présidence, d'après des sondages menés par l'institut de recherche de Robert Pape, le Chicago Project on Security and Threats. D'après lui, ce chiffre correspond à "l'ensemble des recrues potentielles" en cas de nouvelle insurrection. "Nous savons qu'un faible pourcentage de personnes prônant la violence agira réellement. Il est donc important d'estimer l'ampleur totale du groupe."

"C'est comme un feu de forêt, poursuit-il. Ce type d'incendie est fréquemment déclenché par la foudre, qui existera toujours. Ce qui compte, c'est la quantité de bois sec qui jonche le sol quand la foudre frappe. Il faut prêter attention au petit bois plus qu'à l'étincelle."

Des lois sont adoptées pour maîtriser à l'avenir l'organisation des élections et le comptage des voix.

Les recherches de Robert Pape concluent aussi que sur les centaines de personnes arrêtées et inculpées depuis l'assaut du 6 janvier, la majorité n'appartient pas à des milices et n'est pas composée d'hurluberlus marginaux. "Plus de la moitié sont des entrepreneurs, des cadres ou des employés en col blanc - des médecins, des avocats, des comptables, détaille-t-il. Seuls 14 % sont membres de milices. Autrement dit, près de 90 % ne le sont pas. Ce sont des citoyens lambda plus que des groupuscules extrémistes."

Position d'arbitre. Pendant ce temps, Trump et ses sympathisants préparent activement le terrain en vue de contester le résultat de futures élections. Ils changent les règles : ils adoptent des lois pour que les assemblées législatives des États à majorité républicaine prennent la main sur l'organisation des élections et le comptage des votes. Ils espèrent aussi occuper la position de l'arbitre. Dans au moins cinq États décisifs, des républicains pro-Trump - autant de candidats qui clament que le scrutin de 2020 était frauduleux - cherchent à se faire élire au poste autrefois obscur de responsable électoral. [Tandis que des responsables qui ont rejeté les demandes de Trump, comme Brad Raffensperger en Géorgie,

sont chassés de leur poste, défiés par un concurrent pro-Trump ou privés de leurs attributions.]

En 2024, si l'occasion se présente, Trump ou un autre candidat ayant tiré les leçons de 2020 réussira peut-être plus efficacement à invalider les résultats, éventuellement avec l'aide d'une majorité républicaine à la Chambre des représentants. Il est possible, bien sûr, qu'ils remportent la prochaine élection à la loyale, en récoltant plus de votes que leur adversaire. Mais en cas d'échec, ils ont un plan B ; et celui-ci semble déjà avalisé par de nombreux électeurs. Pour défendre cette cause, les sympathisants les plus extrémistes sont prêts à se remettre en route vers le Capitole.

Il fut un temps où le jour des élections était pour les Américains une manifestation de cohésion nationale, l'apogée d'une compétition âpre mais pacifique qui aboutissait au discours courtois du perdant. L'expression, au fond, d'une foi partagée dans le système démocratique.

Aujourd'hui, à cause de l'ancien président et de ses complices, les prochains scrutins aux États-Unis risquent dangereusement de virer à l'agitation et à l'instabilité ; peut-être même de déclencher à nouveau une insurrection. Elle ne prendra pas forcément la même forme que celle du 6 janvier. La police du Capitole sera sans doute mieux préparée la prochaine fois. Mais la campagne de désinformation de Trump rend d'ores et déjà les violences postélectorales plus probables. Le 6 janvier n'était peut-être qu'une répétition générale.

— Doyle McManus

Publié le 30 novembre 2021

SOURCE



LOS ANGELES TIMES

Los Angeles, États-Unis

Quotidien

latimes.com

Créé en 1881, c'est le plus à gauche des quotidiens à fort tirage du pays et le spécialiste des sujets de société et de l'industrie du divertissement. Il a été vendu en 2018 à un milliardaire des biotechnologies, Patrick Soon-Shiong, qui ambitionne 5 millions d'abonnés numériques.

Chronologie

3 novembre 2020 —

Élection présidentielle. Le résultat est serré dans plusieurs États et Joe Biden est déclaré vainqueur le 7 novembre par plusieurs grands médias. Il a remporté 7 millions de voix de plus que Donald Trump.

14 décembre — 306 grands électeurs votent pour Joe Biden, contre 232 pour Donald Trump.

6 janvier 2021 — Le Congrès se réunit pour certifier le vote du collège électoral. Un rassemblement pro-Trump est organisé dans un parc près de la Maison-Blanche. Donald Trump intervient et encourage ses partisans à marcher sur le Capitole. Une foule se dirige vers le bâtiment puis y pénètre en début d'après-midi. Le Capitole est sécurisé dans la soirée et Biden est officiellement déclaré vainqueur.

13 janvier — La Chambre des représentants met en accusation Donald Trump une seconde fois (impeachment). Il sera acquitté par le Sénat le 13 février.

20 janvier — Investiture de Joe Biden.

1^{er} juillet. Mise en place d'une commission d'enquête sur le 6 janvier à la Chambre des représentants.

23 décembre — *The Washington Post* rapporte que la commission envisage de recommander l'ouverture de poursuites pénales contre Trump.

Le mot : "Anocratie"

●●● Aujourd'hui, les États-Unis ne sont plus tout à fait une démocratie, affirme la politologue Barbara F. Walter. Ils seraient devenus une "anocratie", un statut intermédiaire entre la démocratie et l'État autocratique dans une échelle créée par le Center for Systemic Peace, un think

tank américain. Selon cette professeure de l'université de Californie, le pays avait toujours obtenu un score proche du maximum sur cette échelle qui va de -10 à +10 ; mais à la fin de la présidence Trump, sa note est tombée à +5. "Un pays qui atteint ce seuil [...] peut se retrouver entraîné dans un conflit", alerte Barbara Walter, qui publie ce mois-ci *How Civil Wars Start* ("Comment débutent les guerres civiles"). Membre d'un comité consultatif de la CIA sur "l'instabilité politique" à travers le monde, la politologue "a appliqué ses méthodes prédictives à notre pays", explique un chroniqueur du *Washington Post* qui a pu lire l'ouvrage avant parution. Et son message est alarmant : "Nous sommes plus proches d'une guerre civile qu'aucun de nous n'aimerait le croire."

À la une



LE COMLOT DES RÉPUBLICAINS

"Le 6 janvier n'était qu'un entraînement" : c'est le titre à la une du dernier numéro de *The Atlantic*.

Le prestigieux magazine américain sonne l'alarme en publiant notamment un article fleuve sur les efforts des républicains pour contrôler le résultat de la prochaine élection. "Si le complot réussit, avertit le journaliste Barton Gellman, les voix des électeurs américains ne décideront pas du président en 2024. Des milliers de votes seront écartés, voire des millions [...]. Le perdant sera reconnu comme le président élu."



← **Giovanna Grandón alias “Tante Pikachu” en campagne pour les élections constituintes, le 13 mai 2021, à Santiago, au Chili.**

Photo Esteban Felix/AP Photo/SIPA

obtenu 10 000 abonnés Instagram en moins d'une semaine. Lors d'une manifestation ultérieure, un écriteau affichait : “Si Pikachu est tombé et a continué à danser, on ne va pas s'arrêter de défilé”.

Les manifestations se sont poursuivies pendant des semaines, devenant parfois violentes. Des manifestants ont essayé des tirs [de balles en

Depuis trente ans, la Constitution était le point de mire de la grogne sociale.

caoutchouc, à l'origine de nombreux éborgnements] et ont été chassés à coups de gaz lacrymogène – des centaines d'entre eux ont été blessés. La police chilienne a été condamnée partout dans le monde pour ces violences.

“Tía Pikachu” (tante Pikachu), comme Grandón a fini par être surnommée, n'en a pas moins continué à danser. Elle a eu beau avoir été douchée par les canons à eau et avoir reçu une balle en caoutchouc dans le pied (sa chaussure a été trouée), elle a continué à participer aux mobilisations. Un jour qu'elle marchait dans la rue avec un ami vêtu d'un costume de dinosaure gonflable, six policiers antiémeute l'ont plaquée au sol et l'ont aspergée de spray au poivre. Elle a dû acheter quatre nouveaux costumes de Pikachu, car ils ont été détériorés les uns après les autres “par les pacos [carabiniers]”.

Pour tenter de mettre fin au mouvement, le gouvernement chilien a promis de changer la Constitution, si décriée. Depuis trente ans, elle était le point de mire de la grogne sociale : à cause d'elle, les gouvernements de gauche avaient du mal à faire passer de nouvelles lois. “Cette Constitution a été conçue dans le péché”, dénonce Rossana Castiglioni, une universitaire de Santiago, afin d'expliquer l'hostilité de nombreux Chiliens envers la loi fondamentale.

Chili. Comment une nouvelle gauche a pris le pouvoir



FOCUS

Dans son costume de Pikachu, Giovanna Grandón est devenue l'icône des manifestations de 2019 qui ont fait basculer le pays. Cette conductrice de bus, qui soutient le nouveau président Gabriel Boric, est aujourd'hui l'une des rédactrices du projet de Constitution “pour bâtir un nouveau Chili”.

—**The Economist** (extraits)
Londres

Quand Giovanna Grandón, 46 ans, conductrice de bus, a revêtu un costume de Pikachu et s'est mise à se dandiner dans les rues de Santiago [lors des manifestations], elle n'imaginait pas à quel point sa vie allait changer. C'était il y a deux ans. Quelques semaines auparavant, Diego, son fils de 7 ans, avait accidentellement déclenché une série d'événements qui allaient rendre sa mère célèbre et faire d'elle l'un des 155 constituants du Chili.

Un soir, Diego avait joué avec le téléphone de son père, tandis que

ses parents dinaient avec des amis. Il avait alors commandé pour plus de 700 dollars de gadgets et de produits dérivés Pokémon, pour la plupart à l'effigie de Pikachu, le personnage de la franchise de Nintendo. Ses parents ont revendu presque tous ces articles à leurs voisins, mais ils ont décidé d'en garder un : un déguisement de Pikachu gonflable. Ils pourraient le porter pour Halloween.

“Apporter de la joie”. Sa mère n'a pas pu attendre si longtemps. Six jours avant Halloween, elle s'est dit que Pikachu ferait un costume idéal pour aller manifester : le 25 octobre 2019, plus

de 1 million de personnes défilaient dans les rues de Santiago pour protester contre le gouvernement. Le déclencheur de la mobilisation, la plus importante de l'histoire du pays, avait été une augmentation du prix du ticket de métro, même si le mécontentement grondait depuis des années.

Le Chili a renoué avec la démocratie en 1990, après les seize ans de dictature d'Augusto Pinochet. Mais ces dernières années, la confiance dans les institutions était en chute libre, en particulier parmi les jeunes. Des scandales de corruption avaient discrédité les politiques ; bien des Chiliens avaient le sentiment

que les autorités ne faisaient pas grand-chose pour remédier aux graves inégalités. Malgré la croissance économique du pays, cette situation a été aggravée par la privatisation excessive de l'enseignement, du système de retraite et de la santé publique.

Grandón voulait “apporter un peu de joie” aux manifestations, et elle a réussi son coup : les vidéos où on la voit danser dans son costume de Pikachu, au son des casseroles, sont devenues virales, notamment celle où elle trébuche sur le bord d'un trottoir avant de se relever. Des centaines de milliers de gens ont regardé la séquence sur YouTube et elle a

✓ Gabriel Boric, président du Chili. Dessin de Cajas paru dans *El Comercio*, Quito.

Emballée à l'idée des réformes, Grandón a mis à profit sa toute nouvelle célébrité pour rameuter des partisans en faveur d'une Constitution populaire. Elle a peint en jaune son bus de ramassage scolaire et fixé à l'avant un musée de Pikachu, puis elle a parcouru le pays pour visiter les soupes populaires, les écoles, les places des villes et des villages, où ses fans venaient à sa rencontre, souvent déguisés.

En octobre 2020, lors d'un référendum, plus des trois quarts des électeurs ont voté en faveur d'une nouvelle Constitution [mais avec 50 % d'abstention].

Dans un premier temps, quand l'un de ses amis lui suggère de se présenter aux élections constituantes de 2021, qui allaient réécrire l'avenir du Chili, elle refuse. "Je lui ai dit : 'Non, je ne suis pas instruite, j'ai grandi dans un squat, les gens comme moi ne se mêlent pas de politique', expliquait-elle. Mais il m'a répondu que justement j'apporterai la sagesse de la rue." Elle décide alors de se lancer et s'inscrit sur la Liste du peuple [Lista del Pueblo, extrême gauche], une coalition de candidats indépendants.

Sacrifices. Elle décrit sa campagne comme "un appel à changer le système. Il n'est pas normal que les plus défavorisés votent pour les plus riches et les plus instruits, il faut au contraire que les pauvres votent pour les pauvres, pour quelqu'un comme moi, qui connais la vraie vie au Chili." Et d'ajouter : "Les gens ne veulent plus des mêmes responsabilités politiques qu'avant."

La modeste maison à deux niveaux où vivent Grandón et sa famille est située à Peñalolén, un quartier pauvre de Santiago, à une heure en voiture du palais Pereira, où siège la Convention constitutionnelle [assemblée constituante].

La famille habite là depuis dix ans. Grandón et son mari Jorge étaient au collège ensemble ; ils se sont mariés alors qu'ils étaient encore collégiens, sans rien dire à leurs parents. Ils n'ont révélé leur secret qu'au bout d'un an.

Giorgina et Jorge ont longtemps travaillé sept jours par semaine, entre 5 heures du matin et 10 heures du soir (ils finissaient à 6 heures les week-ends). "Ce sont les sacrifices que doivent faire les pauvres", constate → 14

Avec Gabriel Boric, la "génération sans peur" à la présidence

À 35 ans, le nouveau président est le porte-flambeau d'une jeunesse qui n'a pas connu les dictatures sud-américaines et a été un des meneurs de la révolte sociale de 2019.

—El País América (extraits) Mexico

La première fois que quelqu'un a demandé à Gabriel Boric d'être candidat à l'élection présidentielle, il a refusé. "Je n'ai pas du tout assez d'expérience, j'ai encore beaucoup à apprendre, notamment sur le fonctionnement de l'État", a-t-il déclaré à ses camarades du Frente Amplio ["Front large"], qui lui avaient proposé de se présenter aux primaires de la coalition de gauche Apruebo Dignidad ["J'approuve la dignité"]. Mais en l'absence d'une figure sortant du lot dans son parti, il a finalement accepté.

Et en juillet 2021, il a triomphé aux primaires : il a rassemblé 60 % des voix, soit plus d'1 million de votes. Et il s'en est tout aussi bien sorti par la suite.

Représentant d'une gauche qui n'a pas vécu les horreurs de la dictature de Pinochet, Gabriel Boric est devenu le 19 décembre 2021, à 35 ans, le plus jeune président de l'histoire du Chili en recueillant près de 56 % des voix.



PORTRAIT

Le jour de son triomphe aux primaires, Boric a cité lors de son discours une célèbre phrase de Salvador Allende, le président socialiste qui a été assassiné, en 1973, au palais présidentiel par les putschistes : "Bientôt s'ouvriront à nouveau les larges avenues qu'emprunteront l'homme et la femme libres pour bâtir une société meilleure."

Ce n'était pas un hasard. Durant sa campagne, Boric a remis à l'honneur la mémoire du gouvernement socialiste des années 1970, mais il s'est désolidarisé des partis traditionnels qui ont mené la transition démocratique à compter de 1990. Il a ainsi confirmé l'irruption dans l'élite politique de la "génération sans peur", celle qui a entendu parler de la dictature de la bouche de ses parents ou dans les manuels scolaires. Cette nouvelle génération de gauche, issue des milieux lycéens et universitaires, s'en est pris au cœur même de la transition chilienne. Elle l'a accusée de ne pas avoir coupé les ponts avec le néolibéralisme qu'a imposé au Chili le gouvernement militaire [de Pinochet], où l'État est très peu présent et les services publics de qualité font défaut.

Le "Cohen-Bendit 2.0". Gabriel Boric est né en 1986 à Punta Arenas, en Patagonie, dans une famille de la classe moyenne aisée. Son père militait pour la démocratie chrétienne. Boric a découvert la politique au lycée. "Il a ensuite étudié le droit à Santiago et, en 2009, explique Claudia Heiss, qui dirige le cursus de sciences politiques à l'université du Chili, il a fait limoger le doyen de l'université, qui était accusé de plagiat et de malversation. C'était sans précédent." En 2011, Boric a

pris la tête, avec d'autres leaders étudiants, des manifestations qui exigeaient l'amélioration du système scolaire public.

"Boric est une sorte de version 2.0 de Daniel Cohn-Bendit, juge Eugenio Tironi, professeur à l'Université catholique. Il a fait l'équivalent de Mai 68 en 2011, mais au lieu de s'installer dans une communauté hippie, il a créé un parti." Et d'ajouter : "Boric intègre le système politique, mais il ne fait pas carrière dans un parti traditionnel et il crée [en 2017] une formation appelée Frente Amplio. Elle met d'abord en échec le Parti communiste aux primaires, puis elle passe au second tour [le 21 novembre] et réorganise alors tout le centre gauche." Pour finalement remporter la présidence. En 2014, Boric a prêté serment comme député. Il disait alors que "le Parlement chilien ne représente pas la diversité sociale, mais une élite de Santiago, une élite machiste et bien sûr nantie". En octobre 2019, il est de nouveau descendu dans la rue pour participer à la révolte qui a fait tanguer le gouvernement de Sebastián Piñera. C'est alors que s'est produite la rupture, le grand saut vers la politique.

Pragmatique. Boric a entretenu au Parlement un dialogue avec le sénateur de droite Juan Antonio Coloma et il est convenu, pour sortir de la crise, de renouveler la Constitution de Pinochet, en vigueur depuis 1980. Sa décision, qui était personnelle, a poussé Frente Amplio à signer le 15 novembre 2019 un accord avec toutes les forces politiques, entérinant l'élection d'une assemblée constituante.

"C'est ce qui l'a propulsé dans le rôle de candidat présidentiel, explique Claudia Heiss. Il a montré qu'il était capable de faire des choix qui déplaisent à sa base." De fait, cette décision l'a éloigné du Parti communiste, qui n'a pas rejoint le pacte. À ce moment-là, de nombreux étudiants qui lui étaient fidèles l'ont considéré comme un "traître". Boric s'est éloigné de l'équipe dirigeante de Frente Amplio, pour y revenir par la suite lors de sa candidature à la présidentielle.

Boric s'est alors révélé sous son jour pragmatique. Dans l'entre-deux-tours, il s'est rapproché des leaders de la Concertation [coalition de la gauche et du centre, au pouvoir de 1990 à 2010] qu'il avait tant insultés, dans l'espoir de rallier les électeurs du centre, qui se sont révélés essentiels à son triomphe contre son adversaire d'extrême droite, José Antonio Kast. Boric a mis une chemise et une veste de costume, il s'est entretenu avec l'ancien président de centre gauche Ricardo Lagos, a décroché le soutien du Parti démocrate-chrétien et du Parti socialiste, et il a été adoubé publiquement par l'ancienne présidente socialiste Michelle Bachelet. Ses électeurs n'ont plus été des "camarades", mais "les Chiliens et les Chiliennes". Le 19 décembre, il est devenu président du Chili.

—Federico Rivas Molina
Publié le 20 décembre 2021





13 ← Grandón. Pendant deux ans, ils ont vécu dans une cabane au sol en terre battue, dans le jardin de leur belle-famille.

Puis le couple a décidé d'investir toutes ses économies dans l'achat de deux cars scolaires. Chacun d'eux en conduisait un, et la mère de Giovanna surveillait les enfants à bord.

Endettement. Cette activité rapportait environ 1 million de pesos par mois [1000 euros], un revenu supérieur au salaire minimum, mais un peu juste pour une famille de six personnes. Avec cet argent, les Grandón ont néanmoins réussi à ajouter un étage à leur maison et à installer une clôture autour de leur jardin. Giovanna Grandón a construit elle-même les équipements de la cuisine, et tous les meubles et la décoration – les lampes turques, le canapé couleur crème, les tables basses en verre et les petits paniers en osier – proviennent du marché aux puces où elle travaillait autrefois avec son mari.

Comme beaucoup d'autres Chiliens, le couple est endetté. Ils ont récemment souscrit un prêt de 6000 euros pour payer les rendez-vous médicaux et les cours de soutien de leurs deux fils, en difficulté scolaire, et financer les frais d'université de leur fille de 26 ans. Au Chili, l'enseignement privé est très prisé, même chez les familles les moins aisées, car l'offre publique est de piètre qualité.

Au cours des dernières décennies, la classe moyenne chilienne s'est fortement développée, mais la situation reste fragile : la maladie ou la perte d'un emploi peuvent suffire à replonger une famille dans la pauvreté. Lorsque les écoles ont fermé au plus fort de la pandémie, l'activité des Grandón a été sérieusement mise à mal. Les autorités sont venues saisir leurs biens, car ils n'avaient pas pu payer leurs factures d'électricité à temps. Pour réunir

Contexte

Un président sans majorité

●●● Le 11 mars, quand il prendra ses fonctions, Gabriel Boric "n'aura de majorité ni à la Chambre des députés ni au Sénat, et cela créera sans aucun doute une série de difficultés", souligne le quotidien chilien **La Tercera**. "Il sera impossible qu'il puisse mettre en œuvre son programme de gouvernement tel que nous le connaissons", estime Marco Moreno, directeur de l'École de gouvernement et de communication de l'université centrale du Chili, cité par le journal. À la suite des élections du 21 novembre, la droite et la gauche détiendront chacune une moitié des sièges au Sénat. À la chambre basse, la coalition de Gabriel Boric devra nouer des alliances avec le centre gauche, d'un poids équivalent, et il lui faudra même quelques députés supplémentaires pour atteindre la majorité. Le futur président a déclaré que cet équilibre "invit[ait] et oblige[ait]" au dialogue, ajoutant : "Notre projet, c'est davantage de démocratie", rapporte **El País América**.

l'argent nécessaire, Giovanna et son mari ont dû prélever une partie des économies destinées à leur retraite. Aujourd'hui encore, leurs revenus n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise sanitaire, car certains parents refusent de voir leurs enfants retourner à l'école – et donc dans les bus du couple – par crainte du Covid-19.

"Ici, il n'y a aucune perspective, il faut se tuer à la tâche pour s'en sortir."

Giovanna Grandón,
ÉLUE DE LA CONVENTION

Il y a deux ans, les Grandón étaient tellement épuisés par la situation qu'ils ont envisagé de quitter le pays pour s'installer en Uruguay, qui est en quelque sorte la Suisse de l'Amérique latine – l'un des pays les plus riches et les plus égalitaires de la région. "Ici, il n'y a aucune perspective, il faut se tuer à la tâche pour s'en sortir", regrette Giovanna Grandón. *En Uruguay, nous n'avons jamais vu personne dormir dans la rue.*"

Il a fallu de nombreuses années pour que Giovanna Grandón fasse le lien entre ses difficultés personnelles et la politique. Avant 2019, elle n'avait voté qu'une seule fois dans sa vie. "Je ne m'intéressais pas vraiment à la politique. Je devais me concentrer sur le travail, le quotidien." Et elle n'était pas la seule que la politique laissait indifférente. D'après une enquête des Nations unies, entre 1990 et 2016, le Chili a accusé la plus forte chute mondiale du taux de participation électorale – derrière Madagascar. Ce sont les manifestations – et la réaction de la classe politique à ces événements – qui ont fait comprendre à la conductrice de bus qu'"il y a[vait] un espoir de voir enfin bouger les choses".

Giovanna Grandón n'est pas la seule membre de la Convention constitutionnelle sans aucune expérience politique. Plus de la moitié des 155 sièges sont occupés par des candidats indépendants, tandis que les partis traditionnels n'en ont remporté que 62. La communauté amérindienne, qui représente environ 12 % de la population, compte quant à elle 17 élus

au sein de l'assemblée constituante. Aux côtés de Giovanna Grandón siègent notamment un joueur d'échecs professionnel, un homme-grenouille, un mécanicien, un chaman et un créateur de costumes. Le Parlement chilien avait par ailleurs stipulé que la Convention devait compter autant d'hommes que de femmes.

Lancée le 4 juillet dernier, la Convention a connu des débuts mouvementés. "Personne, à gauche, ne cherchait à établir le contact avec la droite", témoigne Patricio Fernández, un constituant de centre gauche. *Ils n'échangeaient même pas un regard. C'était comme si la droite était empoisonnée.* Mais les élus de la Convention ont fini par faire connaissance, et l'atmosphère s'est peu à peu détendue. Fernández a même vu certains constituants indépendants de gauche déjeuner avec leurs homologues de droite.

Violences. La Convention a encore huit mois devant elle pour mettre un point final à son projet de Constitution, qui sera ensuite soumis à référendum. Mais Giovanna Grandón craint que les électeurs ne soient plus dans la même disposition qu'il y a quelques mois. "Le référendum sur la Constitution a suscité l'euphorie, mais les manifestations ne rassemblent plus grand monde aujourd'hui."

Ces derniers temps, Giovanna Grandón délaisse son costume de Pikachu au profit de vêtements ordinaires. Elle semble aussi avoir perdu une partie de sa popularité. Notre entretien dans son bus a été interrompu par les cris d'un vieil homme : "Bureaucrates, menteurs, vendus, crétins ! On n'a pas besoin de technocrates, de cyniques, d'hypocrites, de pinochetistas comme vous !" En octobre dernier, Grandón a organisé une rencontre avec les électeurs à Santiago. Dans la foule, des participants lui ont jeté des pierres et craché dessus, l'accusant de

trahir la cause en acceptant de travailler main dans la main avec la droite. "C'est de la jalousie", philosophe la conductrice de bus. La situation est pire pour son mari et sa fille, qui gèrent ses comptes sur les réseaux sociaux et voient des commentaires terribles. "On m'a traité de tous les noms. Je reçois beaucoup de 'va te faire foutre' et de 'vieille salope'."

Giovanna Grandón s'assurera que les dirigeants chiliens respectent le travail de la Convention.

Elle soupçonne la propagande de la droite d'avoir nui à la réputation de la Convention constitutionnelle. La Liste du peuple, avec laquelle elle s'était présentée à l'origine, a également été secouée par plusieurs scandales : l'un de ses chefs de file a prétendu souffrir d'un cancer et le candidat de la coalition à l'élection présidentielle a été disqualifié pour fraude électorale. Aujourd'hui, Giovanna Grandón n'appartient plus à aucune formation politique [on peut la considérer comme proche du candidat de gauche, Gabriel Boric, élu président le 19 décembre]. Giovanna Grandón considère que sa mission consiste à s'assurer que les dirigeants chiliens respectent le travail de la Convention. "S'ils ne mettent pas en pratique ce que nous avons écrit, nous poursuivrons le combat en invoquant la loi." Bien que le projet de Constitution suscite quelques critiques véhémentes, Grandón reste persuadée que l'immense majorité des Chiliens désirent un changement – et souhaite voir le pays se débarrasser enfin de l'héritage de sa longue période de dictature. "[Beaucoup de Chiliens] n'ont pas une vie privilégiée comme les gens de droite. Nous sommes une majorité à vouloir bâtir un nouveau pays."

— Ana Lankes

Publié le 2 décembre 2021



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** Courrier international

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Israël. La colonisation du Golan est en marche

L'État hébreu a approuvé le 26 décembre un plan historique visant à doubler en cinq ans le nombre de colons sur ce territoire syrien annexé en 1981. Une décision controversée, condamnée en Syrie et dans le monde arabe.



C'est une décision historique qui vise à renforcer un peu plus la présence de l'État d'Israël dans le territoire stratégique et disputé du plateau du Golan, au nord du pays. Elle a suscité de vives réactions en Syrie et ailleurs dans le monde arabe et risque d'envenimer davantage des relations tendues entre Tel-Aviv et Damas.

Lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement israélien, qui s'est déplacé pour l'occasion, le 26 décembre, au kibboutz Mevo Hama, sur le plateau du Golan syrien, l'État hébreu a approuvé un plan "colossal" qui vise à doubler en cinq ans le nombre de colons dans cette région stratégique, a souligné le quotidien israélien **Ha'Aretz**, et à le porter ainsi à 50 000 habitants. Riche en eau et venteux, le Golan surplombe la Galilée et le

lac de Tibériade du côté contrôlé par Israël, et commande la route vers Damas du côté syrien. Environ 25 000 colons israéliens vivent aujourd'hui aux côtés de près de 23 000 Druzes, membres d'une communauté musulmane hétérodoxe, qui, bien qu'ayant le statut de résidents en Israël, se considèrent toujours comme Syriens. Ces dernières années, Israël a multiplié les initiatives visant à intégrer la population druze dans le fonctionnement politique interne et à exploiter les ressources naturelles du plateau.

En octobre 2018, et pour la première fois depuis 1981, l'État hébreu avait ainsi décidé d'organiser des élections municipales dans les quatre principaux villages syriens annexés (Majdal Shams, Bukata, Masada et Ein Qinya), un scrutin largement

boycotté par les habitants druzes. Un projet de construction d'éoliennes dans ces villages a été mis en place par les autorités israéliennes. Il a également été rejeté par la population locale.

Pour atteindre l'objectif démographique fixé, le plan prévoit la construction de 7 300 habitations dans les colonies existantes, notamment à Katzrin, la principale colonie israélienne de ce territoire syrien occupé par l'État hébreu depuis 1967, lors de la guerre israélo-arabe, et annexé en 1981. Deux nouvelles colonies seront également créées, Assif et Matar, accueillant 6 000 habitations.

Pour Israël, "le contrôle de cette chaîne de montagnes est essentiel pour sa sécurité, en particulier compte tenu de la guerre civile syrienne et du risque accru d'une agression militaire iranienne", affirme le quotidien conservateur **The Jerusalem Post**. L'annonce de ce projet, dont

le coût s'élève à 1 milliard de shekels (environ 280 millions d'euros), a suscité une vague de condamnations aussi bien à l'intérieur d'Israël que dans la presse syrienne et, plus largement, arabe.

"C'est un territoire syrien", a notamment tweeté le député arabe israélien Ahmad Tibi. "Les colonies font partie des armes de l'occupation [...] mais, qu'elles soient anciennes ou nouvelles, elles finiront toutes par disparaître, [...] et le Golan retournera inévitablement dans le giron de la mère patrie", a affirmé pour sa part au quotidien syrien **Al-Watan** Sidqi Al-Maqt, un habitant du Golan relâché par Israël en 2019 après presque trente ans de détention pour espionnage au profit de Damas.

"Les habitants du Golan occupé assurent la poursuite de la lutte pour faire échouer les projets de colonisation israéliens", a titré le soir de l'annonce de la décision israélienne le quotidien syrien **Al-Baath**, accusant Israël de chercher à "modifier le statut démographique, géographique et juridique" du plateau du Golan. "Le peuple du Golan, qui pendant plus d'un demi-siècle n'a pas abandonné son identité arabe syrienne, ne se rendra pas aujourd'hui et poursuivra son combat pour faire tomber ce projet colonial."

Le site panarabe **Rai Al-Youm** a déploré un "plan sans précédent pour judaïser le Golan", imputant l'élan israélien au soutien inconditionnel de Washington sur ce dossier. L'ex-président américain Donald Trump avait signé en mars 2019 un décret reconnaissant

↳ Dessin de Javier Aguilar paru dans **La Vanguardia**, Barcelone.

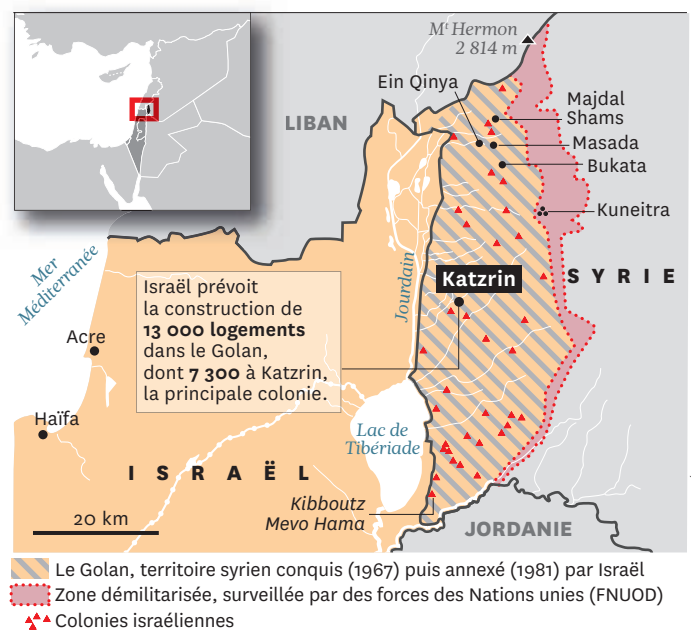
la souveraineté d'Israël sur le territoire du Golan, à rebours de la position des États-Unis depuis des décennies.

Si certains espéraient une révision voire une annulation de ce décret par le gouvernement de Joe Biden, la politique du président démocrate semble pour l'instant s'inscrire dans la continuité de celle de son prédécesseur, le secrétaire d'État américain Antony Blinken ayant affirmé en février 2021 que le Golan était "très important pour la sécurité d'Israël".

En octobre dernier, le gouvernement Biden avait pourtant exprimé son opposition aux plans d'expansion des colonies d'Israël en Cisjordanie, affirmant qu'ils compromettaient "les perspectives d'une solution à deux États" dans une rare critique du gouvernement israélien.

Le plan de colonisation de l'État hébreu suscite aussi l'inquiétude des organisations environnementales de la région et de certains habitants qui redoutent les conséquences que pourraient avoir ces nouvelles constructions sur la biodiversité. "La faible densité de la population et sa concentration en une seule communauté urbaine entourée d'un habitat rural permettent l'existence d'espaces naturels", explique l'organisation Les Gardiens du Golan dans une note adressée au gouvernement israélien. "Une colonisation incontrôlée et un développement irresponsable entraîneront leur destruction."

— **Courrier international**



L'État hébreu doit-il composer avec Assad ?

Pour ce journaliste israélien, le rétablissement des liens entre certains pays du Golfe alliés d'Israël et le régime syrien est une "opportunité" à saisir par Israël.

—Maariv (extraits) Tel-Aviv

En novembre, l'aviation israélienne a mis à profit un ciel inhabituellement dégagé pour mener à bien plusieurs raids contre des objectifs iraniens en Syrie.

Simultanément, une autre fenêtre d'opportunité s'est peut-être ouverte pour Israël. En effet, le président syrien, Bachar El-Assad, semble se montrer de plus en plus mal à l'aise face à la présence iranienne massive dans son pays. Cette opportunité vaut la peine d'être testée et il n'y a qu'une seule façon de le faire : parler avec Assad, directement ou indirectement.

En mai dernier, onze ans après le déclenchement de la guerre civile, un processus qualifié d'"élection présidentielle" s'est déroulé en Syrie et, sans surprise, Assad a été réélu avec plus de 95 % des voix. Ce scrutin caricatural a évidemment été accueilli avec sarcasme en Israël. Mais ne nous y trompons pas : il n'est pas improbable qu'Assad voie sincèrement dans sa réélection une sorte de résurrection [jeu de mots avec "Baath", "Résurrection", le nom du parti unique au pouvoir à Damas depuis mars 1963] et qu'il soit convaincu que son peuple, du moins ce qu'il en reste, le considère comme son dirigeant légitime, à défaut d'alternative.

Après le scrutin, Assad a manifesté la volonté de réaffirmer son pouvoir. Lucide, il sait pertinemment qu'il ne reprendra le contrôle ni de la région semi-autonome kurde [au nord-est], ni de la "zone de sécurité" occupée par les Turcs [au nord], ni de l'enclave rebelle d'Idlib [au nord-ouest], en dépit des frappes qu'y mène sans discontinuer l'aviation russe.

Pour le président syrien, l'enjeu prioritaire est de

conserver et consolider son emprise sur l'ouest de la Syrie : la région côtière alaouite et l'axe Deraa-Damas-Homs-Hama-Alep.

Nous [Israéliens] devrions nous garder de nous moquer de la réélection "grotesque" de Bachar El-Assad. Car ce à quoi nous assistons est tout simplement un miracle : après une décennie de boycott total, les responsables politiques du monde arabo-sunnite ont repris langue avec Damas.

C'est Mohammed ben Zayed, prince héritier et futur président des Émirats arabes unis, qui a donné le signal en envoyant dans la capitale syrienne son propre frère, le ministre des Affaires étrangères, Abdallah ben Zayed. Cette initiative a été immédiatement suivie par un entretien téléphonique entre Bachar El-Assad et le roi Abdallah II de Jordanie, une première en dix ans.

Dans le même temps, Assad a ostensiblement manifesté une volonté de réduire la marge de manœuvre iranienne dans les territoires qu'il contrôle officiellement. Il fait mine d'exprimer une impatience croissante face à la politique de "chiisation" menée en Syrie par les Gardiens de la révolution.

À en croire les médias officiels syriens, un point de non-retour aurait été franchi à la mi-novembre avec le renvoi en Iran de Javad Ghaffari, commandant iranien de la Force Al-Qods ["Force de Jérusalem"] en Syrie, soupçonné d'être à la tête d'un fructueux marché noir.

Fondée ou pas, cette accusation a, quoi qu'il en soit, permis à Assad de se débarrasser de façon opportunément ostentatoire de l'un des principaux architectes iraniens de la bataille, du massacre et de la reconquête d'Alep [2012-2016].

Réalisme. Ajoutons à cela le fait que les frappes menées par l'aviation israélienne contre des objectifs iraniens débouchent systématiquement sur de lourds dégâts collatéraux dans les rangs des forces syriennes, ce qui fait évidemment douter la population syrienne, toutes origines confondues, de la souveraineté du régime sur son propre territoire et alimente un fort sentiment anti-iranien.

Avec le retour en grâce du criminel de guerre alaouite dans le monde arabo-sunnite, de plus en plus de responsables militaires israéliens estiment que

s'ouvre face à Israël une fenêtre d'opportunité.

Selon toutes les estimations, la Syrie a besoin d'investissements à hauteur de 300 milliards de dollars pour restaurer ses infrastructures économiques. Seules les pétromonarchies arabes du Golfe sont capables de mobiliser de telles sommes, mais aucun de ces États n'a envie de voir cet argent bénéficier à Téhéran et à ses supplétifs locaux.

C'est ce qu'Assad

semble avoir compris et c'est notamment pour cela qu'une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour Israël. Évidemment, il n'est pas question de mansuétude ou de discours de paix. Il s'agit là d'un mélange d'intérêts financiers et d'enjeux stratégiques. Les accords conclus depuis 2020 entre Israël et les principaux États du Golfe devraient inciter ces derniers à investir dans les zones d'où les forces iraniennes et pro-iraniennes pourraient être contraintes de se retirer. Cela ne pourra évidemment se faire que pas à pas.

Nous devons être réalistes et lucides : en l'absence d'une administration américaine efficace et crédible dans la région, nos seuls

Il s'agit là d'un mélange d'intérêts financiers et d'enjeux stratégiques.

partenaires et médiateurs sont la Russie et le Conseil de coopération du Golfe. Certes, ce ne seront pas les voix qui manqueront en Israël pour s'insurger contre une coopération officielle entre l'État hébreu et un régime qui n'a pas hésité à mener des attaques à l'arme chimique contre sa propre population civile et qui participe à l'armement du Hezbollah libanais pour le compte de la République islamique d'Iran. Mais Israël doit regarder la réalité en face.

Soutenir la politique de normalisation syrienne menée par les États du Golfe et la Jordanie est, à ce jour, la seule carte dont nous disposons pour espérer, qui sait, faire sortir la Syrie de l'axe chiite et, in fine, pourquoi pas, rompre la chaîne iranienne d'approvisionnement du Hezbollah.

Il ne fait aucun doute que Bachar El-Assad est d'ores et déjà l'un des pires criminels contre l'humanité du XXI^e siècle. Néanmoins, le désir de son régime de réintégrer la communauté internationale et d'être considéré à nouveau comme un leader légitime pourrait être rapidement capitalisé par Israël et permettre une percée stratégique vitale.

Les Occidentaux se boucheront sans doute le nez. Mais

Attaque sur le port syrien de Lattaquié

●●● À deux reprises, en décembre, des avions de combat israéliens ont mené des frappes contre le port stratégique de Lattaquié, en Syrie, par lequel transite une importante quantité de marchandises en provenance d'Iran.

"L'agression israélienne [le 28 décembre] a causé d'importants dommages matériels", a déclaré le ministère de la Défense syrien dans un communiqué, les missiles ayant visé un complexe où sont stockés des réservoirs de pétrole et des pièces détachées pour machines et véhicules. Le 7 décembre, l'armée israélienne avait déjà mené des frappes contre une cargaison d'armes iraniennes dans le port de Lattaquié. Il s'agissait de la première attaque contre ce port depuis le début de la guerre, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Depuis le début du conflit syrien en 2011, Israël a mené des centaines de frappes aériennes sur le territoire syrien, ciblant des positions gouvernementales ainsi que des forces soutenues par l'Iran et des combattants du Hezbollah libanais, pro-Téhéran.

une occasion sans précédent depuis une décennie s'offre à Israël : permettre à Damas de contenir le djihadisme sunnite tout en relâchant progressivement son alliance stratégique avec l'Iran. Pour évaluer la réalité de cette fenêtre d'opportunité, nous n'avons d'autre choix que de mettre à profit nos relations désormais officielles avec les pays du Golfe pour reprendre langue avec Damas.

—Alon Ben David

Publié le 26 novembre 2021



✍ Bachar El-Assad.

Dessin de Medi, Albanie.



afrique

✍ Desmond Tutu. Dessin de
Maarten Wolterink, Pays-Bas.



CARTOON MOVEMENT

—Daily Maverick (extraits)
Johannesburg

Toujours sur la brèche, l'archevêque anglican émérite [à la retraite] Desmond Mpilo Tutu est mort dimanche [26 décembre]. Il avait survécu à une santé délicate, au cancer, à de fréquentes hospitalisations, et tout récemment, en octobre [2021], à de fausses rumeurs sur sa mort colportées par certains médias.

Dans les derniers temps, il avait affirmé que l'euthanasie nous permettrait de quitter la terre mère dans la dignité, ce qui avait été jugé par beaucoup comme contraire à la foi chrétienne.

Un départ discret n'aurait guère été dans le style de Tutu, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 1984 pour son rôle en tant que personnalité rassembleuse dans le combat non violent pour la libération en Afrique du Sud. L'évêque n'a eu de cesse de représenter ses concitoyens en tant que président de la Commission vérité et réconciliation en 1996. Grâce à ses dons d'orateur, il a dénoncé avec passion les exactions de l'État sud-africain.

Jusqu'au bout, il n'aura pas ménagé ses efforts. Lundi, il exhortait le monde à pardonner; mardi, il aurait préféré aller en enfer que dans un paradis homophobe; mercredi, il appelait au respect de l'État de droit; et vendredi, il nous incitait à prendre en main la gestion de la terre.

Tout au long de sa vie, Tutu a donné de la voix pour protester. Et pour cette raison même, il a été en butte à des critiques

Afrique du Sud. Desmond Tutu, le meneur d'âmes

Instituteur, prêtre, évêque, architecte d'une réconciliation nationale sur les cendres de l'apartheid et enfin Prix Nobel de la paix... Desmond Tutu, disparu à la fin de décembre, a eu mille vies et une seule constante : l'égalité absolue des êtres humains.

acerbes. Ses appels réitérés au pardon et à la réconciliation laissent un goût amer à ceux qui l'ont qualifié de traître pour avoir invité à la clémence envers les bénéficiaires de l'apartheid, même si plus tard il souhaitait que l'on taxe les Blancs à titre de dédommagement tardif.

Pour beaucoup, le fait qu'il ait plaidé auprès des victimes et de leurs familles pour qu'elles pardonnent les auteurs des pires crimes contre l'humanité relevait de la mise en scène.

Son insistance à proposer la candidature de Frederik de Klerk [de 1989 à 1994, il fut le dernier président d'Afrique du Sud avant la fin de l'apartheid, président du Parti national (NP)], pour qu'il partage le prix Nobel

de la paix avec Nelson Mandela, ne lui a pas non plus valu que des amis – malgré ses regrets ultérieurs quand de Klerk a nié être au courant de l'existence d'escadrons de la mort.

J'ai attendu presque un an pour obtenir une interview de Tutu en 2008, après avoir lu *The Open Road*, le livre de Pico Iyer sur sa sainteté le 14^e dalaï-lama, qui évoque la profonde amitié qui unissait ces deux célébrités spirituelles.

Tutu se considérait comme un guérisseur blessé, ce qui renvoie à la conception jungienne [Carl Gustav Jung est un médecin psychiatre suisse disciple de Freud] d'un processus de guérison rendu possible par la plongée dans les ténèbres de l'histoire

personnelle, afin de refaire un tout avec ce qui a été brisé. La quête de réparation aura été un thème cher à Desmond Tutu tout au long de sa vie, son parcours spirituel étant inséparable de son combat pour la justice.

Je voulais comprendre son concept de guérison. Je ne tenais pas à aborder avec lui la question du pardon. Je voulais que Tutu me parle de sa foi. Le dalaï-lama avait déclaré que Tutu et lui avaient une même conception de la spiritualité; seuls leurs créateurs étaient différents. Pourtant, Tutu m'a fait des réponses toutes faites à propos de la linéarité de la perspective chrétienne, par opposition à la notion bouddhiste de la libération des cycles de la vie et de la mort. Il a évoqué "notre interdépendance humaine" et la manière dont les Blancs se déshumanisaient en déshumanisant les Noirs. Il croyait aux conséquences de l'action et à ce qu'il appelait "la perfectibilité de l'âme humaine".

Profondes blessures. Cet homme menu, boiteux, à l'air un peu comique, n'avait pas pu réaliser son ambition de devenir médecin. Il a renoncé à sa carrière d'instituteur pour protester contre l'entrée en vigueur du Bantu Education Act [loi adoptée en 1953 qui instituait un système d'éducation ségrégué en fonction de la couleur de peau des élèves], qui a entraîné une dégradation du niveau de l'enseignement des Noirs, puis il s'est tourné vers la prêtrise.

Il finit par participer à la lutte pour la libération, en raison d'un vide du pouvoir : Steve Biko, le leader du Mouvement de la conscience noire (BCM), avait été assassiné en détention [figure de la lutte anti-apartheid, Steve Biko meurt en détention le 12 septembre 1977, officiellement des suites d'une grève de la faim].

Le Parti nationaliste voulait faire emprisonner Tutu, et le Congrès national africain (ANC) sur le terrain estimait que ses campagnes de désobéissance civile et de désinvestissement [des Occidentaux dans l'économie sud-africaine] étaient contre-révolutionnaires.

Né le 7 octobre 1931 à Klerksdorp, dans ce qui était alors le Transvaal [région située dans le nord-est de l'Afrique du Sud], de Zachariah Zililo Tutu, un locuteur du xhosa, et d'Aletta Dorothea Mavoertsek Matlhare, une femme motswana, Tutu a vécu une enfance marquée par le racisme et la violence structurelle.

Son père, instituteur, était obligé, pour arrondir son maigre salaire, de travailler comme "garçon livreur" pour un magasin d'alcool. Il battait sa femme. Tutu a écrit à propos de l'amour inconditionnel qui l'a façonné, mais il se rappelait aussi "les sentiments mêlés [qu'il éprouvait] en repensant à [son] père, du fait des actes de violence paternels qui revenaient à [sa] mémoire".

Il s'en est longtemps voulu d'avoir refusé de parler à son père avant sa mort. Les

moqueries racistes qu'il subissait dans la rue et les scènes d'humiliation de son père par des Blancs, scènes dont il a été témoin, lui ont laissé de profondes blessures, qui allaient mettre toute une vie à cicatrifier.

Pendant son enfance, Tutu a échappé de peu à la mort, par deux fois : d'abord la polio, puis la tuberculose. Il recevait les fréquentes visites d'un prêtre anglican anglais anti-apartheid, le père Trevor Huddleston, qui l'a ensuite fait venir dans sa paroisse en tant qu'enfant de chœur.

Bien entendu, je ne croyais pas Tutu quand il se disait choqué de découvrir que les dirigeants démocratiques [post-apartheid] d'Afrique du Sud laissaient la révolution dévorer ses enfants : il avait été directement témoin des mesures liberticides et des ravages post-coloniaux [en Afrique]. Traversant le continent dans les années 1970 [et 1980], il avait vu combien les leaders bafouaient les droits de leurs citoyens. Le périple panafricain qu'il a effectué en tant que directeur africain du Fonds d'éducation théologique (TEF) du Conseil sud-africain des Églises, à partir de Bromley (Angleterre), entre 1972 et 1975, est un aspect peu connu de la biographie de Tutu.

“Nous serons libres.” Ce que l'archevêque a appris ces années-là – sur l'incapacité des gouvernements à régler les divisions interethniques héritées du passé colonial et sur la nécessité d'une justice non rétributive – devait constituer un modèle de résolution des conflits au-delà du continent africain.

Les menaces de vengeance proférées au lendemain de la tentative de coup d'État par la majorité hutue contre la minorité dirigeante tutsie au Rwanda en 1972 ont convaincu Tutu de la nécessité d'une justice “restaurative” [non rétributive]. Dans un discours de 1995, il appelait les Rwandais à “mettre fin au cycle des tueries” après le génocide, et il exprimait sa “solidarité en tant qu'Africain, en tant qu'être humain, et surtout en tant que chrétien”.

Son travail avec le TEF l'a rapproché de la théologie de la libération noire, un mouvement ayant des points de convergence avec la conscience noire, à laquelle il avait été sensibilisé à [l'université de] Fort Hare. Les principes de la justice non rétributive et de l'*ubuntu* [issu de langues bantoues du sud de l'Afrique, le mot désigne une notion proche des concepts d'humanité et de fraternité], au cœur de la vie traditionnelle des Noirs, devaient constituer les pierres angulaires de sa philosophie.

Parfois, Tutu était furieux contre son Dieu. Il lui reprochait de laisser souffrir les Noirs, et pourtant il était inspiré par Lui dans sa révolte contre le racisme. Il comprenait que Dieu n'exigeait pas la perfection, mais souhaitait l'intervention humaine dans la transfiguration du monde. Dénonçant l'accablant bilan du continent en matière

de droits de l'homme au Zaïre (devenu la République démocratique du Congo) en 1989, Tutu lançait : “*Notre Dieu est un dieu qui prend parti. Notre Dieu est un dieu qui prend le parti des opprimés, des pauvres. Nous disons aux dirigeants injustes, partout dans le monde: ‘Prenez garde ! Méfiez-vous ! Prenez garde en Afrique du Sud, prenez garde où que vous soyez. Nous serons libres, c'est une certitude.’*”

Contradictions. Les attaques de Tutu contre les leaders n'étaient pas d'inspiration divine, et c'est très bien ainsi. Non sans humour, Tutu n'a pas hésité à qualifier les électeurs de Mbeki [Thabo Mbeki, président de l'Afrique du Sud de 1999 à 2008] de “*bétail obséquieux*”, et il a dit combien il détesterait devoir admettre que son président était Jacob Zuma lorsqu'il marcherait dans une rue de New York. Mais quand le président Barack Obama a invité son homologue sud-africain à New York pour lui remettre un prix, l'archevêque n'a pas vu d'inconvénient à se montrer dans la rue en compagnie de Zuma.

Personne n'attendait de lui qu'il soit un archevêque rigide ou ennuyé, et son incapacité assumée à se taire face aux injustices forçait le respect, même s'il disait n'être qu'un “*ventriloque pour des causes*”.

En septembre 2012, Tutu fulminait dans *The Observer* contre un ordre mondial aberrant, où un va-t-en-guerre tel que l'ancien Premier ministre Tony Blair pouvait tenir des propos bellicistes dans des sommets de dirigeants, tout en recommandant par exemple que le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, soit jugé à La Haye, et que Ben Laden soit tué.

Parallèlement, dans le *New Statesman*, Nelson Jones analysait “*le soft power [pouvoir de convaincre, influence] bien particulier*” de Tutu, qui, d'après lui, “*ne devait pas grand-chose à un quelconque poste officiel mais tout à sa personnalité, son image de sainteté et son statut de coqueluche des médias*”.

Cela étant, Tutu était conscient des dangers de l'orgueil, il savait que le manque de confiance en soi peut déboucher sur l'arrogance. Il avouait “*une terrible faiblesse, très humaine, qui est de vouloir par-dessus tout qu'on [l']aime – ce désir d'être aimé peut virer à l'obsession et on peut faire presque n'importe quoi pour obtenir l'approbation des autres*”.

Le Dieu de Tutu a certainement approuvé l'appel final de l'archevêque à une mort douce. Il serait futile de vouloir prendre toute la mesure d'un tel homme. Ce qui compte, en définitive, c'est qu'il n'a jamais dévié de ses engagements.

— **Maureen Isaacson***

Publié le 26 décembre 2021

*Maureen Isaacson est une journaliste et écrivaine indépendante qui collabore souvent au *Daily Maverick*. On lui doit la biographie *The Wounded Healer* (“Le Guérisseur blessé”, non traduite), parue aux éditions Zed Books en 2014.

Quatre décennies d'apartheid

●●● L'apartheid, mot afrikaans qui signifie “séparation”, est un système de ségrégation et d'inégalités des droits d'une population selon des critères prétendument de races. En Afrique du Sud, il est instauré en 1948, après la victoire du Parti national aux élections législatives. S'ensuivent plusieurs lois qui interdisent les mariages dits interraciaux, définissent des lieux d'habitation séparés et une ségrégation dans les établissements publics, et classifient la population en quatre groupes (Blancs, Noirs, Métis, Indiens).

La répression des manifestations d'opposants à ce système est brutale, comme lors des massacres de Shaperville le 21 mars 1960 et de Soweto le 16 juin 1976. Le 12 juin 1964, Nelson Mandela, chef de l'ANC (Congrès national africain), parti qui lutte contre le système raciste, est condamné à la prison. Il y restera

vingt-sept ans, avant d'être libéré le 11 février 1990, quelques jours après l'annonce par le président Frederik de Klerk, le 2 février 1990, de la légalisation de l'ANC. Les lois raciales sont abolies le 30 juin 1991, et, le 9 mai 1994, Nelson Mandela est élu à la tête du pays. En 1995 est créée la Commission vérité et réconciliation, qui doit recenser les violations des droits de l'homme commises durant l'apartheid. Desmond Tutu la présidera pendant trois ans.

SOURCE



DAILY MAVERICK

Johannesburg, Afrique du Sud
dailymaverick.co.za

Le *Daily Maverick* est un webzine audacieux, décalé et réactif. Il est devenu l'un des sites phares de la presse sud-africaine.

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier international

Quelles études après un Bac +3/4 ?

LE SALON DES MASTERS & MS SAMS

SAMEDI 29 JANVIER 2022

Paris Event Center - Paris 19^e

INSCRIPTION GRATUITE
SAMS.GROUPELEMONDE.FR

SOUDAN

Une révolution au féminin

Malgré le coup d'État militaire d'octobre 2021, les Soudanais continuent à manifester, et en particulier les femmes. Cette militante rappelle leur rôle important dans la transition du pays vers un gouvernement civil.



CARTOON MOVEMENT

—**The Elephant** (extraits)
Nairobi

Il n'y a rien de plus difficile au monde que de perdre un enfant. Il n'y a rien de plus difficile que de perdre nos enfants à cause des trahisons, de l'ignorance, des crimes et de la myopie de certains, et c'est ce qui se produit aujourd'hui au Soudan. Les balles de l'armée soudanaise tuent des dizaines de jeunes Soudanaises et Soudanais.

Au milieu de cette tragédie, rappelons l'importance du rôle des femmes dans la transition du pays vers un gouvernement civil. Depuis les prémices de la révolution, les Soudanaises ont brillamment contribué au renversement du régime de Bachir. On estime qu'elles représentaient au moins 60 % des manifestants des mouvements de protestation.

Au milieu des années 1990, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), plus de 35 % des foyers soudanais avaient comme chef de famille une femme.

Faisons un bond en avant : aujourd'hui, le nombre de foyers

dirigés par une femme a probablement doublé, si ce n'est plus. Tout en exécutant la majeure partie des tâches domestiques et en subvenant aux besoins des leurs, elles ont en outre, depuis 2019, accompli de grands progrès pour affirmer leur rôle au sein du foyer mais aussi de la sphère publique.

Si ce gouvernement militaire [installé par le coup d'État du 25 octobre 2021 mené par l'armée soudanaise contre le gouvernement de transition] est amené à rester au pouvoir, les Soudanaises

seront reléguées dans un coin très sombre de la société. Nous savons tous que la période transitoire de la révolution soudanaise n'a pas été idéale, nous sommes pleinement conscients de la multitude de défis et de contraintes auxquels s'est heurté le pays, mais nous comprenons aussi les causes de ces difficultés, à commencer par l'injustice de l'accord politique qui a permis à d'anciens membres du régime d'Omar Al-Bachir de rester au pouvoir. [Le président Omar Al-Bachir a dirigé le pays après

Démission du Premier ministre

●●● Le Premier ministre Abdallah Hamdok a démissionné le 2 janvier, moins de deux mois après avoir pris la tête du gouvernement. Critiqué, qualifié parfois de traître pour avoir passé un accord politique avec l'armée, il a reculé devant les manifestations. *«Malgré tout ce qui a été fait pour parvenir à un consensus, cela ne s'est pas produit»*, a-t-il indiqué dans un discours télévisé. Avec cette démission, le scénario d'un retour à un gouvernement civil semble désormais illusoire. Depuis le coup d'État du 25 octobre 2021, les manifestations ont perduré malgré la répression brutale de l'armée et le verrouillage des communications et de la capitale, Khartoum. Les manifestants réclament le retour des militaires *«dans leur caserne»*, défiant le chef de l'armée, le général Abdel Fattah Al-Burhan.

✍ Dessin d'Ahmed Falah, Norvège.

un coup d'État, en 1989. Il a été renversé par l'armée en avril 2019 après des manifestations massives. L'armée a fini par accepter un accord de partage du pouvoir avec les civils dans un gouvernement de transition.]

Cette faction du gouvernement de transition n'a jamais eu d'autre objectif que de maintenir le Soudan captif des mêmes cycles de violence et de pauvreté qui l'empêchent depuis si longtemps de parvenir à la paix et à la stabilité. Et, même s'il n'y a pas eu de progrès clair en direction d'une réforme juridique et institutionnelle permettant l'égalité des sexes au Soudan, on ne peut nier les progrès accomplis par l'ensemble du peuple soudanais, femmes et hommes, tout au long de cette période de transition.

Défendre ses droits. En particulier, les Soudanaises sont parvenues à accroître et à consolider leur présence dans l'espace public. Elles ont fondé des équipes sportives, elles se sont impliquées dans des activités artistiques et ont ouvert la voie à l'exercice de métiers réservés aux hommes sous le précédent régime, des métiers comme agent de police de la route, technicien, mécanicien automobile, menuisier et chauffeur de bus publics.

Les voix des femmes soudanaises se sont élevées sur toutes les plateformes et, par leur participation à des protestations et à des marches pacifiques, elles ont défendu leurs droits. Aujourd'hui, en ces heures critiques de l'histoire du Soudan, les femmes se battent en première ligne pour empêcher leur pays d'entrer dans une nouvelle période sombre.

Si, après ce coup d'État, l'armée parvient à prendre le contrôle du pays, les femmes seront emportées dans un nouveau cycle d'obscurantisme et de violence qui pourrait être bien pire que celui de l'ère Bachir. Le Soudan n'a toujours pas signé ou ratifié un seul des protocoles et instruments internationaux qui permettraient d'améliorer le statut des femmes.

Du reste, le Soudan possède encore des lois autorisant les violences sexistes et assurant l'impunité des auteurs de ces violences. Les femmes continuent de se faire arrêter pour *«transgressions morales»*, malgré

l'abrogation de la loi sur l'ordre public. Les châtiments sont durs : flagellation, peine de prison et, parfois, peine de mort.

Les femmes et les filles pauvres, les déplacées internes, les réfugiées et les femmes qui vivent dans des zones de conflit armé restent les plus vulnérables et les plus susceptibles d'être victimes de ces sanctions et de la violence organisée.

Les raisons pour lesquelles les Soudanaises ont massivement participé à la révolution sont les mêmes que celles pour lesquelles elles participent aujourd'hui à la résistance contre ce funeste coup d'État. Nous sommes tout à fait conscients du fait que l'existence d'un gouvernement militaire, en particulier avec ces fondamentalistes et ces chefs de guerre à la barre, mettra gravement en danger les droits et la sécurité des femmes. L'histoire montre que la présence de groupes armés dans des zones civiles s'accompagne généralement d'une hausse des violences sexistes et sexuelles.

Les Soudanaises ont parfaitement conscience que le respect de leurs droits et leur accès à la justice sont conditionnés à la présence d'un gouvernement civil et démocratique.

Seul un tel gouvernement leur permettra de participer aux réformes juridiques et politiques qui contribueront à un véritable changement. En attendant, les femmes du Soudan se battent en première ligne pour empêcher qu'on ne fasse reculer leurs droits et qu'on minimise la valeur de leur contribution à la société.

—**Hala Al-Karib**

Publié le 10 décembre 2021

SOURCE



THE ELEPHANT

Nairobi, Kenya

theelephant.info

Fondé par le journaliste, dessinateur et écrivain kényan Patrick Gathara, *The Elephant* est consacré à l'actualité et à l'analyse des questions internationales et politiques en Afrique. Il accueille aussi des contributions d'acteurs de la société civile comme la militante soudanaise Hala Al-Karib, qui signe l'article ci-dessus.



Asie

Chine. Au Xinjiang, le chef change mais l'objectif demeure

Pékin a annoncé le départ de Chen Quanguo, plus haut dirigeant du Xinjiang et maître d'œuvre de la répression. Un désaveu ? Pas vraiment. Ce dernier pourrait être promu, et son héritage est loin d'être renié par son successeur.

—The Straits Times Singapour

De Pékin

Le 25 décembre, on a appris que Chen Quanguo, le secrétaire du Parti communiste au Xinjiang, quittait son poste après cinq années de répression dans cette région. Certains observateurs de la Chine en ont conclu que Pékin assouplissait enfin ses positions.

En 2016, les autorités chinoises avaient muté Chen depuis le Tibet – où il avait également gouverné d'une main de fer – vers la Région autonome du Xinjiang (RAX), afin qu'il y applique des méthodes aussi dures, voire plus dures encore, après les attentats terroristes survenus dans cette région du nord-ouest de la Chine. [En 2009, des émeutes à Urumqi, la capitale de la RAX, ont fait de nombreuses victimes parmi l'ethnie Han. La région a connu une vague d'attentats entre 2012 et 2014.]

L'impression d'un assouplissement était renforcée par le choix de son successeur – Ma Xingrui, 62 ans, gouverneur de la province du Guangdong (sud de la Chine), à l'économie florissante. Pékin cherchait-il ainsi à laisser entendre que [les actions de Chen] avaient suffi à mettre fin aux forces déstabilisatrices du Xinjiang ? Étant donné son expérience à la tête du Guangdong, moteur de la croissance économique chinoise, Ma n'est-il pas la bonne personne pour développer l'économie du Xinjiang, riche en ressources ?

Le départ de Chen n'est en fait pas une si bonne nouvelle que cela pour ceux qui sont opposés à ses méthodes draconiennes. Une source bien informée du parti affirme que ce dirigeant de 66 ans pourrait conserver son siège au bureau politique du parti et être nommé haut responsable de la sécurité avant le 20^e congrès, qui se tiendra l'année prochaine, ou à l'occasion de celui-ci. Il serait alors à la tête de la police, des services de renseignements et de la justice.

“Le principal mérite de Chen Quanguo est d'avoir lutté contre le terrorisme et d'avoir

rétabli la stabilité au Xinjiang”, a déclaré cette même source au *Straits Times*, en demandant à conserver l'anonymat. Selon la chaîne de télévision chinoise anglophone CGTN, Pékin a déclaré la guerre au terrorisme, au séparatisme et à l'extrémisme religieux, faisant valoir que des milliers d'attentats terroristes perpétrés par des islamistes entre 1990 et 2016 avaient tué “un grand nombre d'innocents et des centaines de policiers” dans toute la Chine. “Le Xinjiang est maintenant sûr pour les touristes (nationaux), grâce à Chen Quanguo”, a ajouté cette source.

Peu après sa nomination, Ma a indiqué qu'il poursuivrait la politique inflexible mise en œuvre par son prédécesseur.

De tous les secrétaires de parti au niveau provincial en Chine, Chen est le plus connu à l'étranger. Il s'est taillé une triste réputation en Occident dès 2011, après avoir été nommé chef du parti au Tibet. Pendant les cinq années durant lesquelles il a été en poste dans cette région, on a vu se multiplier les immolations de moines et de religieuses bouddhistes, dont des mineurs, qui protestaient contre ses mesures radicales. Chen n'en a pas moins été perçu par les autorités de Pékin comme un élément faisant du bon travail au Tibet.

En août 2016, il a été envoyé au Xinjiang. Il y a mené une politique tout aussi radicale qu'au Tibet, faisant construire ce que les gouvernements occidentaux qualifient de camps d'internement, où des membres des minorités musulmanes sont détenus et subissent un endoctrinement. Il a été récompensé lors du 19^e congrès en octobre 2017, en obtenant un siège fort convoité au bureau politique du parti, qui ne comprend que 25 membres. En juillet 2020, il est devenu le plus haut responsable politique chinois à être inscrit sur une liste

noire par les États-Unis. Donald Trump, alors président, a imposé des restrictions de visa à Chen, à trois autres responsables du Xinjiang, ainsi qu'aux membres de leurs familles, pour avoir commis un “génocide” contre les Ouïgours et des minorités ethniques musulmanes du Xinjiang. La Chine rejette ces accusations, décrivant les camps comme des “centres de formation professionnelle”.

Certes, certains commentateurs politiques estiment qu'il existe une probabilité, même faible, que Chen devienne membre du bureau politique l'année prochaine. S'il était relégué à un poste de vice-président du Parlement ou de son organe consultatif sans véritable pouvoir en 2023, les États-Unis et l'Union européenne pourraient se réjouir du succès de leurs sanctions.

En attendant, le nouveau dirigeant du Xinjiang, Ma, devra trouver un juste équilibre entre la lutte antiterroriste et la relance de l'économie du Xinjiang, notamment en s'appuyant sur le projet des nouvelles routes de la soie. Peu après sa nomination, Ma a indiqué qu'il poursuivrait la même politique inflexible mise en œuvre par son prédécesseur et s'est engagé à “consolider l'objectif à long terme de stabilité sociale dans

le Xinjiang sans jamais permettre la moindre régression de cette stabilité chèrement acquise”

Pourtant, son parcours ne garantit pas qu'il soit capable de diriger d'une main de fer la région. Cet ingénieur en aérospatiale qui s'est ensuite lancé dans la politique a fait ses armes dans le secteur scientifique, en tant que directeur de l'Administration spatiale nationale chinoise. Il a supervisé le programme spatial chinois. Il a également dirigé la première mission d'exploration lunaire chinoise.

En janvier 2017, Ma est devenu le premier non-natif de la province du Guangdong [la locomotive économique de la Chine, au fort particularisme linguistique et culturel] à y être nommé au poste de gouverneur en plus de trente ans. De nombreuses questions se posent : Ma, [déjà membre du Comité central du parti] qui a toutes les chances de rejoindre le bureau politique l'année prochaine, se montrera-t-il plus bienveillant ? Et sera-t-il capable de gagner la confiance des minorités ethniques du Xinjiang tout en évitant les excès de son prédécesseur ? Une tâche herculéenne l'attend.

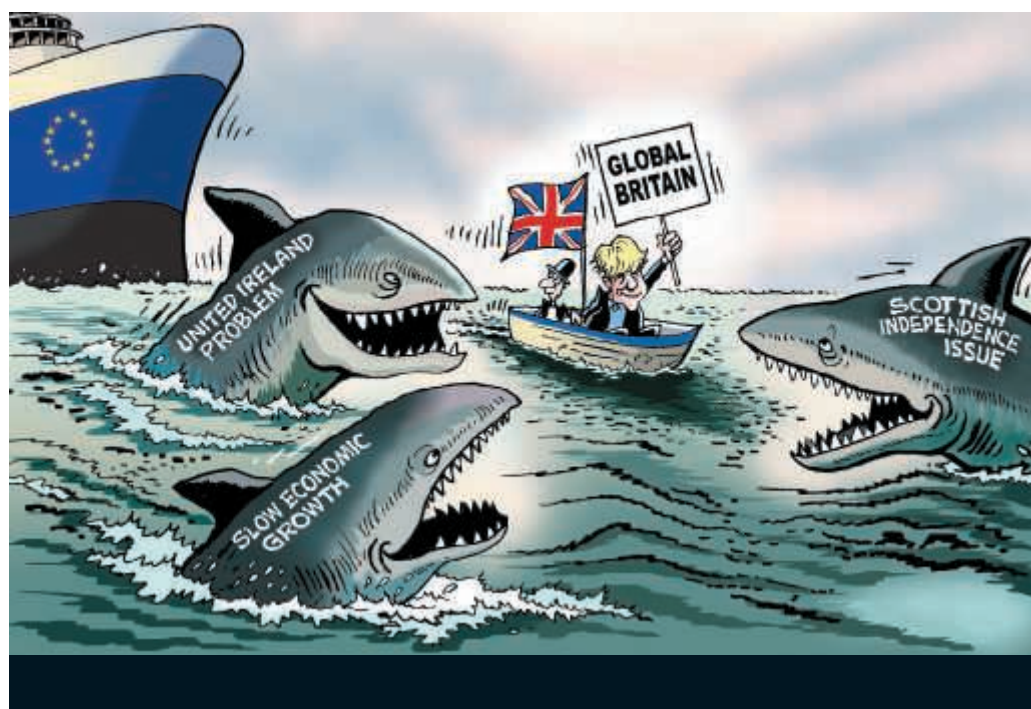
—Benjamin Lim Kang
Publié le 29 décembre 2021



europe

Royaume-Uni. L'Irlande du Nord craint une guerre commerciale "pour rien"

Un an après la mise en œuvre du Brexit, Londres et Bruxelles s'écharpent toujours à propos du statut de la région, qui continue de respecter certaines règles européennes. La fragile économie locale, stimulée par l'essor de l'industrie du cinéma et de la télévision, redoute d'en faire les frais.



—The Observer Londres

Les bars sont pleins, les restaurants refusent les clients qui n'ont pas réservé et, à en juger par le nombre de personnes chargées de sacs, la saison des achats de Noël a commencé. Belfast a connu de nombreuses crises au fil des décennies et apparemment tout va bien aujourd'hui.

En ce jeudi soir de novembre, la capitale de l'Irlande du Nord ressemble à n'importe quelle autre grande ville britannique, avec un secteur de l'hôtellerie florissant et beaucoup d'argent changeant de mains. S'il n'y avait pas l'accent, on se croirait à Leeds ou Manchester. Mais, comme à Leeds et à Manchester, des cicatrices sont visibles à quelques pas du centre-ville. Et à Belfast, elles ont été laissées non seulement par le déclin industriel, mais aussi

par les Troubles, le conflit nord-irlandais de 1968-1998 entre nationalistes proréunification de l'île et autorités britanniques. Le mur de Berlin est peut-être tombé, mais pas le "mur de la paix" qui sépare les quartiers de Shankill (unioniste) et de Falls (nationaliste).

Le Brexit a ajouté un degré de complexité supplémentaire à l'environnement politique déjà très tendu en Irlande du Nord. Le protocole négocié par Londres et Bruxelles évitait la création d'une frontière dure entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande, en instaurant plutôt une barrière douanière entre la

Le Brexit a ajouté un degré de complexité supplémentaire à l'environnement politique déjà tendu.

Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord dans la mer d'Irlande. [La région continue de respecter certaines règles du marché unique européen et doit donc soumettre à des contrôles les biens arrivant de Grande-Bretagne.]

Si le but était de protéger le processus de paix, ça n'a pas fonctionné. Les politiciens unionistes, fidèles à la couronne britannique, affirment que l'interprétation stricte du protocole faite par l'UE fragilise l'intégrité territoriale du Royaume-Uni [des heurts ont même éclaté à ce sujet au printemps 2021], et le gouvernement britannique menace depuis plusieurs semaines d'invoquer l'article 16, qui permet de suspendre unilatéralement et immédiatement le protocole nord-irlandais. Cela pourrait déclencher une véritable guerre commerciale, avec des effets dévastateurs sur les

entreprises qui ressentent déjà les effets des tensions.

"Pour l'instant, les choses ne vont pas trop mal, déclare le président de Marks & Spencer, Archie Norman. Il y a des contraintes douanières mais elles sont gérables. La situation est bien meilleure qu'en République d'Irlande ou en Europe continentale, où nous avons annoncé une restructuration de notre activité alimentaire." Norman insiste sur le fait qu'il n'y a pas de problème de sécurité alimentaire : "Nos normes alimentaires sont plus strictes que les normes européennes. La chose la plus sensée serait de définir une équivalence entre produits sans transiger sur nos normes. Si nous les changeons, nous en informerions l'UE, qui déciderait alors ce qu'il conviendrait de faire."

"L'aspect économique est relativement insignifiant comparé au reste, poursuit-il. Il y a à peu près autant d'habitants en Irlande du Nord que dans le Hertfordshire [un comté situé aux portes de Londres]. Bien sûr, ce dossier a une grande importance politique, mais le fait que des produits provenant du reste du Royaume-Uni arrivent ici ou non ne pose de gros problèmes à personne. Nous risquons d'entrer en guerre pour rien."

Une terre de séries. Le ministre chargé de l'Irlande du Nord, Brandon Lewis, souhaite un accord qui offrirait aux exportateurs le meilleur des deux mondes : l'accès sans entraves au marché unique européen et au marché interne britannique. "Les conditions sont réunies pour activer l'article 16, déclare-t-il, mais nous ne voulons pas le faire. Nous préférierions de loin parvenir à un accord avec l'UE, ce qui serait possible avec un processus de mise en œuvre du protocole différent." Pour Lewis, le débat public sur l'Irlande du Nord se concentre sur le Brexit et le conflit nord-irlandais, et il est difficile de "s'en détacher" afin que les entreprises et les personnes puissent voir des opportunités qui sont bien réelles : "On ne parle que du protocole et de l'héritage du passé, lance-t-il. Mais il y a une autre histoire en train de s'écrire aujourd'hui."

Un chapitre de cette "autre histoire" est l'essor de l'industrie du cinéma et de la télévision en Irlande du Nord, qui a débuté avec la série *Game of Thrones* (GoT). Ce qui avait commencé par quelques prises de vues en 2010 a débouché sur huit saisons d'une saga

qui a rencontré un succès phénoménal et agi comme un aimant pour d'autres productions. "Nous avons beaucoup investi dans l'épisode pilote, commente Richard Williams, directeur général de Northern Ireland Screen, l'organisme chargé de promouvoir l'industrie télévisuelle locale. Nous avons pris un risque et cela a payé." GoT a ouvert la voie : après cette réussite sont venues, entre autres, la série policière de la BBC *Line of Duty*, *Derry Girls*, *Dalgliesh* (une nouvelle minisérie basée sur le roman *Histoire de Tom Jones*,

"Les contraintes douanières sont gérables. Les choses ne vont pas trop mal."

Archie Norman, PRÉSIDENT DE MARKS & SPENCER

enfant trouvé, de Henry Fielding) et *The Northman*, un nouveau film de vengeance viking avec Nicole Kidman. Belfast compte désormais trois studios de cinéma et Williams affirme que le succès de cette industrie est un "exemple éclatant de ce à quoi l'accord du Vendredi saint, qui a mis fin aux Troubles, devait ouvrir la voie".

La société d'ingénierie PAC Group, dans le nord de Belfast, n'a peut-être pas le glamour d'un nouveau film de Nicole Kidman mais elle est, à sa manière, une icône de l'économie nord-irlandaise : de petite taille (45 employés), elle a connu une croissance rapide après le confinement et se heurte aujourd'hui à des difficultés d'approvisionnement. "L'activité reprend, déclare Darren Leslie, l'un des fondateurs et directeur du développement commercial de l'entreprise. Tout le monde est à fond. La charge de travail a explosé. Mais nous avons du mal à trouver les bons employés et à les garder."

L'Irlande du Nord est, plus que toute autre région du Royaume-Uni, une terre de contrastes. Elle compte de loin la plus grande proportion d'emplois dans le secteur public, ce qui n'a pas empêché Queen's University, à Belfast, de devenir l'université qui a incubé le plus grand nombre de nouvelles entreprises et de créer un impressionnant pôle de cybersécurité grâce à vingt-cinq ans de partenariat public-privé. C'est aussi la région la

plus pauvre du Royaume-Uni, et la plus heureuse. John Turner, professeur de finance à Queen's, pense que le niveau de bonheur élevé en Irlande du Nord s'explique par un capital sociétal important : "Les gens ont traversé les Troubles et ont su faire face à l'adversité. Cela les a rendus un peu plus résilients."

Pour Graham Brownlow, professeur à l'école de commerce de Queen's, l'Irlande du Nord a trois types de difficultés économiques : premièrement, elle suit le modèle économique britannique et partage ses problèmes. Deuxièmement, les fragilités du Royaume-Uni, comme la faible productivité et les maigres investissements en recherche et développement, sont amplifiées en Irlande du Nord. Enfin, le pays a aussi ses propres problèmes : le protocole, la frontière avec la République d'Irlande et le fait que l'accord du Vendredi saint ne prend pas vraiment en compte la nécessité de mener de front

la reconstruction économique et la réconciliation politique. "Beaucoup de gens pensent avoir la solution miracle, par exemple appliquer le même faible taux d'imposition sur les entreprises qu'en République d'Irlande, mais il n'y en a pas", ajoute-t-il.

Clientélisme. Les Troubles ont freiné l'économie, entraînant une baisse des investissements et du commerce. Les dépenses publiques ont comblé le fossé et ont été intégrées dans les "bénéfices de la paix" à la suite de l'accord du Vendredi saint. Mais depuis la partition de l'Irlande, en 1921, l'économie est aussi entravée par l'instabilité politique. Au début des années 1960, le ministre des Finances a même fait pression pour fermer les chantiers navals Harland & Wolff, d'où est sorti le *Titanic*, dans le cadre d'une restructuration économique.

Les liens étroits entre la classe politique et les milieux d'affaires favorisent le clientélisme.

Le système éducatif reste très divisé, avec des écoles catholiques et protestantes. L'Irlande du Nord compte la plus grande proportion de NEET [pour "not in employment, education or training"], les jeunes Britanniques sans emploi, ne poursuivant pas d'études et ne suivant pas de formation. Les petites entreprises ont tendance à rester petites.

Owen Reidy, secrétaire général adjoint de l'Irish Congress of Trade Unions [Congrès des syndicats irlandais], déplore l'absence de stratégie à long terme et pointe du doigt les politiciens locaux, qui ne cessent de se chamailler et surestiment leur importance : "Nous sommes un petit territoire en marge de l'Europe, dit-il. On cherche trop à regarder vers le sud, vers l'est ou vers l'autre côté de l'Atlantique. Certains se tournent vers papa à Londres, d'autres vers maman à Dublin. Mais papa et maman ne sont plus très intéressés."

—Larry Elliott

Publié le 27 novembre 2021

Chronologie

LA LONGUE MARCHÉ VERS LE BREXIT

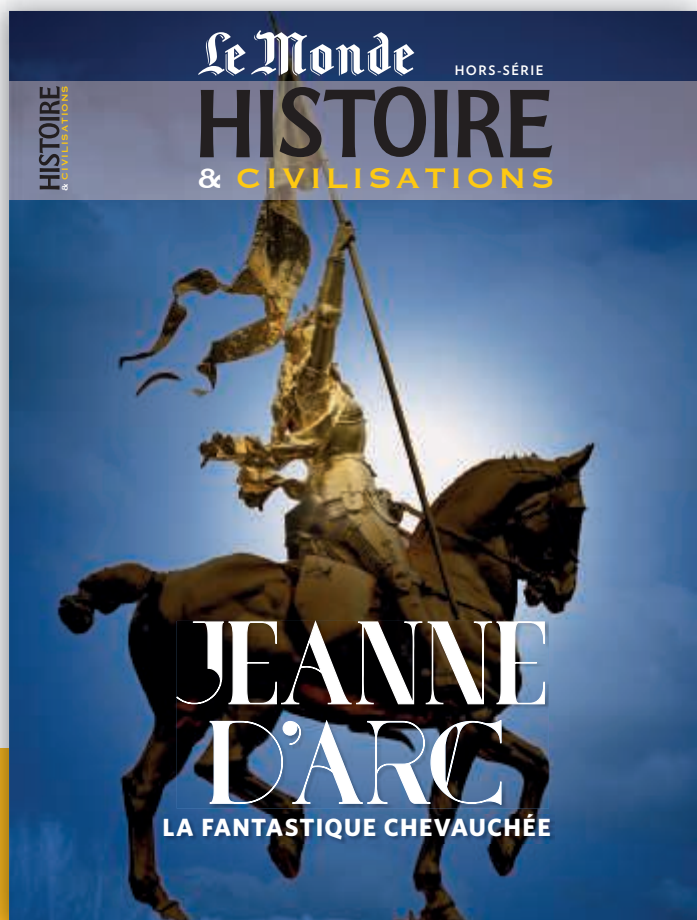
23 juin 2016 — À l'occasion d'un référendum, 51,9 % des électeurs britanniques choisissent la sortie de l'Union européenne.

31 janvier 2020 — Au terme de trois années de négociations, d'abord sous la houlette de Theresa May puis de Boris Johnson à partir de juillet 2019, le Royaume-Uni quitte l'Union européenne. S'ouvre alors une période de transition de onze mois au cours de laquelle le pays continue de suivre les règles européennes mais n'a plus son mot à dire au sein des institutions.

1^{er} janvier 2021 — Le Royaume-Uni devient officiellement un pays tiers. Le protocole nord-irlandais entre en vigueur : pour éviter le retour d'une frontière dure avec la République d'Irlande, la région reste dans le marché unique européen pour les échanges de biens.

1^{er} janvier 2022 — À partir de cette date, des déclarations de douanes complètes sont exigées pour toutes les marchandises en provenance de l'Union européenne. Londres avait accordé une période de grâce aux entreprises britanniques afin de faciliter leur adaptation à la vie en dehors du marché unique.

NOUVEAU



Redécouvrir Jeanne d'Arc

Et si la Pucelle, ce personnage de l'histoire de France objet de toutes les passions, maintes fois récupérée, méritait un nouveau coup de dépoussiérage radical ?

Jeune femme morte à 19 ans brûlée vive à Rouen après une chevauchée fantastique qui galvanise son siècle, Jeanne d'Arc n'appartient pas au passé : elle regarde au contraire vers l'hyper-modernité et ses interrogations. Prophète féminin et guerrière novatrice, vêtue en homme, elle se joue des frontières de genre comme elle brouille les frontières sociales.

À l'époque, elle finit par gêner comme elle gêne encore aujourd'hui. Pour la comprendre, il faut pourtant s'immerger dans un Moyen Âge profond et son dédale de représentations symboliques, un Moyen Âge qui a peu de rapport avec les images d'Épinal.

Ce voyage dans le passé est servi par une iconographie souvent inattendue. Comme Jeanne.

JEANNE D'ARC la fantastique chevauchée
UN HORS-SÉRIE DE 244 PAGES - 14,50€
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ITALIE

Les mafieux les plus cultivés de tous les temps

Condamnés à perpétuité, les anciens chefs de la Cosa Nostra sicilienne profitent de leur temps en prison pour lire et s'instruire.



—Domani Rome

Il existe une mafia qui ne ressemble guère à celle que nous connaissons depuis toujours, vulgaire et ignorante. La mafia du passé, c'était celle des petits mots cryptiques et bourrés de fautes écrits par Bernardo Provenzano. Ou encore celle de Totò Riina, qui se vantait de ne pas être allé au-delà du CM2. Dans les repaires des mafieux ordinaires, les limiers trouvaient toujours une bible. Et pour le chapitre littérature, c'était souvent tout.

Mais les boss qui ont grandi à l'ombre du clan historique des Corleonesi n'ont pas pris exemple sur leurs prédécesseurs. Au contraire, ils ont trouvé refuge dans la culture.

Enfermés pendant un quart de siècle dans des cellules, ils se sont retrouvés seuls avec Fiodor Dostoïevski et ses *Frères Karamazov*, Léon Tolstoï, Italo Svevo, Boris Pasternak, Luigi Pirandello, les philosophes

allemands, les théologiens protestants, Virgile et Emmanuel Kant. Et c'est ainsi, en cellule d'isolement, qu'est née la génération de mafiosi la plus cultivée de tous les temps.

Avides de savoir, les fils du 41 bis [article de la loi italienne qui détermine un régime carcéral strict pour les chefs mafieux] devorent tout ce qui est imprimé sur du papier. Ils fréquentent assidûment les bibliothèques pénitentiaires, ils pressent chaque jour leurs avocats de convaincre les procureurs et les agents de probation de leur accorder des autorisations spéciales et des avantages divers, joignant à leurs requêtes attestations et crédits universitaires. À l'image de Filippo Graviano, qui a récemment demandé une autorisation de sortie, en joignant à sa requête la licence qu'il a obtenue en économie, ainsi qu'un certificat de présence à un cours de finance.

Alors que dehors, on lit de moins en moins, dedans, on

dévore les bouquins. Les hommes de la vieille Coupole font des études, ils s'immergent dans l'histoire et les mystères de la religion – déclenchant des salves de 20/20 et de mentions dans les disciplines humanistes. La loi qui a fermé pour toujours les portes de leurs cellules leur a ouvert en grand celles de l'instruction.

L'histoire de Giuseppe Grassonelli [condamné à perpétuité en 1992 pour plusieurs meurtres] en dit long. Envoyé pour la première fois dans la prison de l'île de Pianosa, le 15 novembre 1992, il trouve sous le matelas de sa couchette un exemplaire de *Guerre et Paix*. Il se met à le lire, mais, ne comprenant pas ce qui est écrit, il fond en larmes de désespoir.

C'est alors que pour se sauver de l'enfer de la perpétuité, il décide de se lancer corps et âme dans les études. Au bout de quinze ans d'isolement, il a accouché d'un mémoire : "Les mouvements révolutionnaires napolitains de 1799 et les soulèvements dans les provinces du royaume", d'un premier diplôme en lettres, et, bientôt, d'un second en philosophie.

À signaler aussi, le cas du mafieux Gaspare Spatuzza. Il savait à peine tracer sa signature. Aujourd'hui, il s'habille toujours en noir, comme les prêtres, et dans sa bibliothèque figurent *Crime et Châtiment*, les volumes de philosophie de Giovanni Reale et les écrits de Joe Dispenza sur la physique quantique.

Dissous à l'acide. Pourtant, la dernière fois qu'il avait été aperçu hors de sa maison d'arrêt, c'était du côté de Misilmeri, une bourgade de la province de Palerme où, avec un acolyte, il avait fait disparaître un homme dans de l'acide. Son complice a raconté aux magistrats chaque détail de l'homicide et, à propos de Spatuzza, ceci : "Aussitôt après le meurtre, il a eu faim et m'a demandé d'aller lui acheter quelque chose à manger, puis il a mordu dans son sandwich. D'une main il mangeait, de l'autre il touillait." D'une main il tenait son sandwich, de l'autre il faisait tourner une cuillère en bois dans la baignoire où se dissolvait le cadavre. Un passé macabre. Mais aux dires de tous ceux qui connaissent les tourments de sa première vie, Gaspare est devenu un autre homme.

Mais qu'est-ce qui pousse ainsi les mafiosi, outre le tour de vis de l'article 41 bis, à se lancer dans des études ? Les experts en la matière en sont convaincus : perpète ou pas perpète, qu'importe, le peuple de la Cosa Nostra est convaincu que le jour viendra où il sera de nouveau libre.

Le phénomène n'est d'ailleurs pas si récent. En 2002, déjà, la presse trompait la nouvelle que Pietro Aglieri, membre des Corleonesi, avait obtenu les félicitations du jury pour son examen sur l'histoire du christianisme. Dans la prison de Rebibbia [à Rome], il a aussi eu droit aux compliments des trois professeurs de la commission.

Enfermés, ils se sont retrouvés seuls avec Dostoïevski, Tolstoï, Pirandello ou encore Virgile et Kant.

Rien de sorcier pour le plus philosophe de tous les mafiosi siciliens. En proie à une crise mystique, il vivait dans une tanière où il avait fait construire un autel et, à l'époque où il était recherché, il recevait quasi quotidiennement la visite d'un frère de l'ordre des Carmes déchaux.

Quel autre que lui serait capable de lire en cavale toute l'œuvre d'Edith Stein, cette carmélite et philosophe allemande morte en 1942 à Auschwitz ? Pietro Aglieri était un intellectuel mafieux avant la lettre.

Tout comme l'est, si les faits qui lui sont attribués sont vrais, l'imprévisible Matteo Messina Denaro [en cavale depuis vingt-sept ans], protagoniste d'un échange épistolaire retentissant avec l'ex-maire de Castelvetrano, Antonino Vaccarino. Les deux hommes parlent de l'existence, d'éthique, de politique. Le boss de Trapani rappelait dans chaque lettre ces mots de Jorge Amado : "La justice ne peut s'abaisser davantage qu'en marchant bras dessus bras dessous avec la politique."

Un raffinement de pensée qui tranche avec la prose de Provenzano dans les petits mots qu'il adressait à ses amis : "Tu peu dire, au toi copain, qu'on est au printemps, lui il doit connaître, sil peut trouver un endroit ou elle pousse, ce légume qui sappelle Chicorée, impeu de Semence, quand elle montra en

graines, et mla garder ? Ils la vendent en sachets, c'est pas celle la naturelle qu'on connaît, je veut la naturelle, je veut les Semences." Des messages qui ont été retrouvés, et qui ont même valu à Provenzano les moqueries de son prédécesseur à la tête de la Cosa Nostra, Totò Riina : "C'est une bonne personne, même s'il est un peu trop écrivain."

Reste que la culture ne change pas toujours l'homme. Par exemple, Cesare Lupo, mafieux du quartier palermitain de Brancaccio, a décroché une licence pendant sa détention. Problème, celle-ci avait pour thème : "Les extorsions". Il a voulu arroser son diplôme au champagne, mais le directeur de la prison ne lui a concédé qu'un Coca-Cola. Sachez que Cesare Lupo était un si profond connaisseur des extorsions qu'à peine libéré il a été de nouveau arrêté pour ce même délit.

Trente ans après les tueries, les chefs de la Cosa Nostra se retrouvent donc tous diplômés. Peut-être se sont-ils inspirés du vieux Luciano Liggio, le premier de tous les détenus mafieux à avoir eu des livres dans sa cellule ? Entendu dans les années 1970 par la Commission parlementaire antimafia, il se vantait de son savoir : "J'ai lu des livres sur tout, l'histoire, la philosophie, l'éducation. Les classiques. J'ai lu Charles Dickens et Benedetto Croce." Puis, faisant comprendre que jamais il ne signerait une confession, il avait murmuré, sibyllin : "Mais celui que j'admire le plus, c'est Socrate. Car, comme moi, il n'a jamais rien écrit."

—Attilio Bolzoni

Publié le 25 novembre 2021

SOURCE



DOMANI

Rome, Italie

Quotidien

editorialedomani.it

Fondé par Carlo De Benedetti,

ancien propriétaire du groupe

La Repubblica, le quotidien

Domani est le dernier-né

dans la galaxie des journaux

de centre gauche italiens.

Disponible en kiosque depuis

septembre 2020, ce quotidien

propose des analyses politiques

et des sujets de société, parfois

sous forme de longs formats.

RUSSIE

Dissolution de Memorial: la société civile sous le choc

Cette ONG travaillait depuis trente ans à la réhabilitation des victimes des répressions stalinienne et à la défense des droits humains.

Le 28 décembre, la Cour suprême de Russie a annoncé la dissolution de l'ONG russe Memorial International. Fondée en 1989 sous l'impulsion du physicien, dissident et défenseur des droits humains Andreï Sakharov (Prix Nobel de la paix en 1975), l'association œuvrait à rétablir et préserver la mémoire des victimes des répressions de l'ère soviétique, et son Centre de défense des droits humains, dissout lui aussi, à développer la société civile et l'État de droit.

Le parquet général avait demandé la liquidation de Memorial pour "infraction systématique" à la loi sur les "agents de l'étranger". Cette loi impose aux organisations russes qui bénéficient de financements étrangers et qui ont des activités publiques pouvant être considérées comme politiques d'apposer sur leur site et leurs publications la mention "agent de l'étranger". Memorial, portée au registre des "agents de l'étranger" en 2016, aurait omis de le faire. L'association a par ailleurs été jugée coupable de "déformer la mémoire de la Grande Guerre patriotique [1941-1945], chercher à créer une image mensongère de l'URSS comme État terroriste", et de "tenter de blanchir et réhabiliter des criminels et collaborateurs nazis, parce que quelqu'un [de l'étranger] la paie pour cela".

Memorial a affirmé que, si des erreurs avaient pu être commises, tous ces noms avaient été effacés des listes depuis longtemps. Concernant la mention "agent de l'étranger", comme le rapporte le quotidien RBC, la juriste de Memorial, Tatiana Glouchkova, a défendu le fait que, depuis cinq ans, l'association s'était efforcée de satisfaire à toutes les exigences de la loi,

mais que ce n'était pas toujours possible. Et que, quoi qu'il en soit, la sanction était "disproportionnée", car "l'omission de cette mention ne pouvait justifier la dissolution".

"Erreur fatidique". Deux Prix Nobel de la paix russes - l'ancien président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev (1990) et le rédacteur en chef du journal d'opposition *Novaïa Gazeta*, Dmitri Mouratov (2021) - se sont élevés contre la dissolution de l'association. "Depuis longtemps, Memorial s'emploie à restaurer la justice historique et la poursuite de son travail répond aux intérêts du pays", ont-ils déclaré, rapporte le site **Lenta.ru**. "La décision de la Cour suprême est un crachat au visage de toutes les victimes des répressions. Mon grand-père a été fusillé en 1937. C'était un simple paysan, mais il fallait remplir le plan contre les 'ennemis du peuple'. L'État vient d'échouer à l'examen de sa propre histoire. Une erreur fatidique !" a dénoncé Sergueï Mironov, le leader du parti Russie juste, cité par la **Nezavissimaja Gazeta**.

L'avocat Henri Reznik a annoncé que la défense contesterait le verdict "par toutes les voies possibles". Car, à ses yeux, "Memorial n'est pas une organisation, pas même un mouvement. C'est, pour les citoyens, une exigence de vérité sur le passé tragique de la Russie. Et liquider ce 'besoin vital', personne n'y parviendra". Le tabloïd **Moskovski Komsomolets** prédit pour sa part que "ce procès entrera dans l'histoire. Tôt ou tard, l'histoire de Memorial reviendra en ce même lieu - la Cour suprême. Car, comme nous l'apprend la 'grande' histoire, toute répression politique débouche sur une réhabilitation, et les périodes de violence d'État sur le dégrisement et le dégel".

— **Courrier international**

↓ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.



Revue de presse

Courrier international

abonnez-vous pour **1 an** - 52 numéros

119 € au lieu de ~~218,80 €*~~

45% DE RÉDUCTION



L'accès illimité à l'édition abonnés du site Internet et au Réveil Courier



EN CADEAU

Valeur 9,90€

L'agenda 2022 de Courrier international



Bon d'abonnement

À retourner accompagné de votre règlement à :
Courrier international - Service abonnements - A2100
62066 Arras Cedex 9

Oui, je m'abonne pour 119 € (1 an, 52 numéros) au lieu de ~~218,80 €*~~ + **en cadeau** l'agenda 2022 de Courrier international.

Mes coordonnées

RCO22BA1627

Madame Monsieur

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : [][][][][][] Ville :

Je règle par chèque à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/2021auto3> ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

*Prix de vente au numéro. Offre valable jusqu'au 30/06/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter.

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

à la une

MACRON LA PRÉSIDENTENCE DE TROP ?

La France a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne le 1^{er} janvier. Un rôle qui lui a échu en lieu et place du Royaume-Uni, désormais hors de l'UE. À quatre mois de la présidentielle, en plein rebond épidémique dû au variant Omicron, cette tâche est-elle, comme le suggère *The Economist*, un cadeau empoisonné pour le président français, mais surtout pour l'UE ? Ou bien Paris va-t-il en profiter pour avancer ses pions dans d'importants dossiers, comme le pacte de stabilité ou la labellisation verte de l'électricité nucléaire ? Une chose est sûre, vu d'Allemagne, le pilote de l'UE est bel et bien la France.



Le cadeau empoisonné

Présider à la fois l'Union européenne et la France, tout en faisant campagne pour sa réélection. Sera-ce trop pour Emmanuel Macron ?

—The Economist (extraits) Londres

Quand il a lorgné sous le sapin, cette année, Emmanuel Macron a vu que le Père Noël* lui avait laissé un cadeau aux dimensions inhabituelles, dans un paquet clinquant, aguicheur mais biscornu. À l'intérieur, l'année à venir. Car 2022 s'accompagnera d'un double défi. À compter de janvier et pour six mois, la France prend les rênes du "jamboree" tournant de l'Union européenne, la présidence du Conseil de l'UE. Seulement voilà, Emmanuel Macron doit aussi faire campagne pour sa réélection à l'Élysée, en avril. Gouverner l'Europe – c'est sans doute comme ça qu'on dira, au pays – en même temps que l'Hexagone, c'est un peu la concrétisation d'un rêve pour Macron. Pour le reste des Européens, ce cadeau fait au président pourrait s'avérer aussi bruyant, déconcertant et assommant qu'une trompette en plastique.

Ce n'est pas la première fois que la présidence tournante coïncide avec une échéance électorale en France. En 1995, un François Mitterrand mal en point avait assuré la présidence pendant quatre mois avant de passer le relais à son successeur, Jacques Chirac, pour les deux mois restants. Des bataillons de bureaucrates assurent la transition. De nos jours, la présidence interministérielle tournante de l'UE est d'ordre essentiellement procédural. La plupart des sujets qui seront abordés en 2022 – la réglementation des Big Tech, la lutte contre l'incitation à la haine sur Internet, l'instauration d'une taxe carbone aux frontières, le salaire minimum européen – sont en chantier à Bruxelles depuis plusieurs mois déjà.

Mais Emmanuel Macron n'est pas homme à laisser la procédure desservir ses ambitions. Le 9 décembre dernier, sous les ors de l'Élysée, il proposait une avalanche d'idées derrière un intitulé énigmatique : "Relance, puissance, appartenance". L'Europe, proclamait-il, finalisera une évaluation commune des menaces sécuritaires, discutera des nouvelles règles encadrant le déficit et la dette, se mettra d'accord sur les clauses environnementales à arrimer aux futurs accords commerciaux, lancera la réforme de Schengen,

et plus encore. Il y aura des sommets sur l'océan, sur l'Afrique, sur un nouveau modèle de croissance européen et sur les Balkans occidentaux. L'objectif premier, précisait-il, est de façonner une Europe "puissante dans le monde, pleinement souveraine, libre de ses choix et maître de son destin". Excusez du peu.

Débat européen infléchi. Ceux qui pensaient que Macron en rabattrait sur sa "grande vision" en ont été pour leurs frais. Quelques jours plus tôt, un rapport officiel, publié sous la direction de Thierry Chopin, de l'Institut Jacques Delors, recommandait "plus d'humilité" et moins d'emphase : selon sa formule, "plus de Robert Schuman, moins de Victor Hugo". Les Européens n'aiment pas se faire mener à la baguette par les Français. Beaucoup les soupçonnent de masquer leur intérêt national derrière le drapeau européen. Ce sont pourtant ses hautes ambitions européennes qui ont propulsé Macron à l'Élysée en 2017, lequel a d'ailleurs prononcé un discours marquant [sur sa vision de l'Europe] à la Sorbonne. Ce zèle europhile retrouvé marque également, officieusement, le coup d'envoi de la campagne pour sa réélection.

EMMANUEL MACRON ASPIRE À RENFORCER LA CAPACITÉ DE L'UE À CONSTRUIRE PLUS, DÉCIDER PLUS ET SE DÉFENDRE MIEUX.

Pour comprendre comment ces deux séquences politiques peuvent s'influencer l'une l'autre, prenons l'exemple de Douai, posée au milieu des grandes plaines agricoles, en bordure de bassin minier. À l'orée de cette ville industrielle, à proximité d'une grosse usine géométrique Renault, démarrera bientôt le chantier d'une "gigafactory" qui fabriquera des batteries pour les véhicules électriques. Avec 200 millions d'euros de subsides publiques, versés au titre du pacte vert européen, et un investissement du secteur privé à hauteur de 2 milliards d'euros, l'usine devrait fournir du travail à plus de 2 000 ouvriers à l'horizon 2030.



Vu d'Allemagne

Bataille au sommet

● Pour Handelsblatt, à l'heure où Paris prend les rênes de l'Union européenne, le pays le plus puissant de l'UE n'est pas celui que l'on croit. "Le cœur du pouvoir politique européen s'est déplacé vers Paris au cours des dernières années, observe le journal économique allemand. Macron lance de nouvelles initiatives, Berlin réagit – et à la fin, les Français sont en position de trancher." Le président français se distingue sur des dossiers aussi variés que le nucléaire, la réforme du pacte de stabilité européen ou encore la transition écologique. Il a déjà réussi à convaincre l'Allemagne de financer le plan de relance anti-Covid via des emprunts européens communs – ce que le pays avait toujours refusé. Le contexte favorable à la France. Les crises climatique et sanitaire ont remis au goût du jour l'interventionnisme étatique si cher à l'Élysée. Depuis le Brexit, Berlin a perdu un allié favorable à l'économie de marché. Sur le développement de l'industrie des puces électroniques en Europe, prôné par la France, seuls les Pays-Bas ont mis en garde contre le "dirigisme" des Français. Selon Handelsblatt, la situation est aussi le fruit de l'attitude "attentiste" d'Angela Merkel. Mais elle risque d'empirer avec le nouveau gouvernement allemand. La présidence française de l'UE sera le premier test pour la nouvelle équipe dirigeante.

Pour Emmanuel Macron, qui s'est rendu sur place voilà six mois, la gigafactory incarne la vision qu'il a développée à la Sorbonne, celle de la "souveraineté européenne" ou de l'"autonomie stratégique", soit le renforcement de la capacité de l'UE à construire plus, décider plus et se défendre mieux. À l'époque, Emmanuel Macron faisait figure de doux rêveur, de protectionniste, voire pire encore. Mais le débat européen s'est infléchi depuis. Même la nouvelle coalition au pouvoir en Allemagne, sous la houlette du chancelier Olaf Scholz, appelle de ses vœux une "souveraineté stratégique", un concept qui fusionne – comme par hasard – deux des termes employés par Macron. C'est à Douai, pour ainsi dire, que la vision européenne de ce dernier fera ses premiers tours de roue. → 28

SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
economist.com

Grande institution de la presse britannique, The Economist, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale.

Ouvertement libéral, il défend l'immigration, le libre-échange, la mondialisation et le libéralisme culturel. Imprimé dans six pays, 85 % de ses ventes se font à l'extérieur du Royaume-Uni.

← Dessin de James Ferguson, paru dans le Financial Times, Londres.

27 ← L'usine est un moyen de renforcer l'image de Douai et de mettre à l'honneur sa culture industrielle, se félicite Frédéric Chéreau, son maire PS. Le besoin d'emplois est criant. On parle d'une "vallée électrique". Mais le projet met aussi deux problèmes au jour pour Macron. D'abord, l'investisseur, Envision AESC, est sino-japonais : les batteries seront made in France, mais on entrevoit ici les limites de l'autosuffisance européenne. Ensuite, les électeurs pourraient faire preuve d'ingratitude à l'égard d'un président centriste. En 2017, Douai l'avait bien soutenu au second tour, mais lui avait préféré au premier Marine Le Pen et Mélenchon. Ce n'est pas dans ces régions industrielles en déclin que Macron est le plus à son aise, même si beaucoup de nouvelles usines sont sorties de terre sous sa présidence. L'Union européenne, confie le maire de Douai, est vue comme "un mal nécessaire", et non pas comme une entité stimulante ou réconfortante. Veni, veni, Emmanuel !

Propagande électorale. De fait, il est de plus en plus délicat pour Emmanuel Macron de faire campagne sur l'Europe. À en croire les sondages, son principal adversaire serait Marine Le Pen. Lui prend fait et cause pour l'UE, elle la tourne en dérision. Aucune confusion n'est ici possible. Mais la candidature à droite d'une europhile, l'ancienne ministre du Budget Valérie Pécresse, vient brouiller les cartes. Les sondages lui donnent en effet de bonnes chances de se retrouver face à Macron au second tour. L'un prédit même qu'elle pourrait le battre. L'Europe n'est pas entre eux une pomme de discorde, mais Macron sera tenté de s'en servir pour mettre au jour les dissensions internes des Républicains sur le sujet, qui l'ont déjà aidé à siphonner tant de voix à droite en 2017 et que Valérie Pécresse s'évertuera à dissimuler. Mais ce sera plus difficile.

Ce cadeau fait au président comporte d'autres risques. Pendant qu'Emmanuel Macron sillonnera la France et que les chaînes d'information lui colleront l'étiquette de "président de l'Europe*", les autres candidats dénonceront une propagande électorale. En le voyant pousser les projets qui lui tiennent à cœur, comme la réforme de la réglementation fiscale européenne, les autres pays auront du mal à voir dans la France un truchement désintéressé, d'autant qu'elle-même enfonce les règles budgétaires. Les petits pays se méfient. Ils se souviennent que le dernier grand pays aux manettes, l'Allemagne, a fait passer, à la toute fin 2020, un pacte d'investissement controversé avec la Chine.

Reste que ce cadeau fait à Macron pourrait être exactement celui dont il rêvait. Un succès à l'échelle européenne pourrait en effet l'aider à décrocher la victoire en France. Mais ni l'un ni l'autre ne sont garantis. Et le président pourrait finir par regretter de ne pas avoir simplement commandé une paire de chaussettes. —

Publié le 18 décembre 2021

* En français dans le texte.

Vu

d'Italie

MOINS EUROPHILES QUE LEUR PRÉSIDENT

Alors qu'en Allemagne et en Italie sentiment national et sentiment européen "semblent aller de pair", les Français paraissent "moins proeuropéens que leur président", constate le **Corriere della Sera**, sur la base d'un sondage Ifop pour EuropaNova. "Certes, ses sympathisants sont des proeuropéens convaincus, mais chez les autres Français l'opposition au chef de l'État s'exprime aussi par un rejet de son cheval de bataille, l'Europe." Ce qui pourrait bouleverser les calculs du président, "qui mise sur la relance de l'Union européenne, notamment comme levier de sa proche réélection". La polémique récente sur le déploiement du drapeau européen sous l'Arc de Triomphe semble confirmer l'analyse du quotidien italien.

UNE DIPLOMATIE QUI LAISSE PARFOIS PERPLEXE

La diplomatie française est-elle prête pour six mois de négociations ardues ? Le style Macron ne rassure pas forcément la presse étrangère.

L'année 2022 doit être celle d'un tournant européen", a lancé Emmanuel Macron le 31 décembre. Il s'agit de rendre "l'Europe puissante dans le monde, pleinement souveraine, libre de ses choix et maître de son destin". L'autonomie stratégique, le pacte de stabilité, Schengen ou encore la régulation des géants du numérique figurent parmi les mots-clés de la présidence de l'UE. Et si, avec la France, c'est un grand pays européen qui prend la présidence tournante, avec son président, c'est un proeuropéen convaincu qui ambitionne de "galvaniser l'UE, ne serait-ce que symboliquement", constate la **Süddeutsche Zeitung**. Selon le quotidien de Munich, il s'agit d'une tâche "qui requiert davantage de ténacité diplomatique et d'efficacité que de visions grandiloquentes". Ces derniers mois, la diplomatie française n'a pas fait que convaincre.

À commencer par le Royaume-Uni, où l'Élysée a laissé la presse perplexe devant les multiples polémiques sur les licences de pêche, le Brexit, AstraZeneca ou le drame des migrants : "La France semble avoir perdu ce grand art d'apaiser les tensions", écrivait en décembre **Spiked**. Le gouvernement français se plaît à jeter de l'huile sur chaque feu. Il réagit à tout conflit potentiel en haussant le ton, en se lançant dans une guerre des mots et en brandissant des menaces. La moindre manœuvre diplomatique suffit à ce que les responsables français claquent la porte en faisant la gueule*."

Dans la lointaine Australie – également cible de la colère présidentielle pour avoir annulé le contrat des sous-marins cet automne –, le quotidien **The Age** revient lui aussi sur un Emmanuel Macron qui ne répugne pas aux prises de bec sur la scène internationale, avançant que cette attitude aurait un motif électoral : "La stratégie électorale de Macron peut se résumer à vouloir croiser le fer partout pour prouver que le président se bat pour la France dans l'arène internationale."

Pour **Sky** en Italie, cela n'a rien d'extraordinaire. "En politique étrangère, comme c'est souvent le cas en France, il y a une grande différence entre les discours du président et les résultats obtenus en réalité. À l'instar de ses prédécesseurs les plus charismatiques, Macron considère toujours la France comme une puissance mondiale." Aux États-Unis enfin, le **Washington Examiner** soupçonne que, derrière le terme d'"autonomie stratégique" des Vingt-Sept cher aux Français se dissimule plutôt une "autocratie stratégique" franco-allemande. Cependant, quoi qu'il arrive, malgré tout le volontarisme que l'on attribue à Macron, la tâche ne sera pas facile compte tenu des divisions entre les États membres, estime l'**Irish Times**, qui résume ainsi la constellation européenne : "Force inexorable, voici un objet immuable."

— **Courrier international**

* En français dans le texte.

Message flou adressé aux Balkans

● En présentant, le 9 décembre, les priorités de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (où Paris succède



Vu de Slovaquie

à la Slovaquie), Emmanuel Macron a fait la part belle aux Balkans occidentaux, note le quotidien slovène **Delo**.

"[L'Europe doit] lutter, a-t-il déclaré, contre les interférences, contre les manipulations, qui sont le fait de plusieurs puissances régionales qui cherchent, à travers les Balkans, à déstabiliser l'Europe." D'où la nécessité pour l'UE de s'y engager et d'y investir davantage.

Que peut bien faire la France dans les Balkans occidentaux, alors que la Bosnie-Herzégovine est secouée par sa plus grande crise politique depuis trente ans, s'interroge le quotidien slovène. Pour Jean-Arnault Dérens, directeur du site **Courrier des Balkans**, cité par **Delo**, la France affiche

depuis deux ans une volonté de réinscrire les Balkans occidentaux dans les priorités de sa diplomatie. Certes, Paris

a renforcé sa présence économique dans la région, en témoigne le projet de métro à Belgrade et la vente de Rafale à la Croatie, rappelle le journal slovène, mais des actions récentes laissent à penser que tout n'est pas si clair. "En octobre 2019, la France et les Pays-Bas ont bloqué le début des négociations d'adhésion de la Macédoine du Nord et de l'Albanie. Paris s'oppose également à la libéralisation des visas pour le Kosovo", explique Jean-Arnault Dérens.

Contrairement à l'Allemagne, dont la politique dans les Balkans occidentaux a été limpide et cohérente, la France n'a jamais eu de position claire sur l'idée de la redéfinition des frontières, que ce soit au Kosovo ou ailleurs, estime-t-il.

Cette dette qui monte

Contre l'inflation, contre les prix de l'énergie, financer le "quoi qu'il en coûte", soutenir la transition verte... Paris dépense à tout va. Et aimerait lever les freins européens en la matière, s'inquiète ce journal allemand.



—Frankfurter Allgemeine Zeitung (extraits) Francfort

Pour près de 6 millions de Français, la distribution de cadeaux a commencé bien avant Noël. Comme le gouvernement l'a promis à l'automne, il leur a versé un "chèque énergie" de 100 euros, pour compenser la hausse des prix de l'énergie. Les bénéficiaires sont les foyers à revenus modestes. À cela s'ajoute une "prime inflation" de 100 euros. Celle-ci doit également atténuer les effets de l'augmentation des prix et ira pour sa part renflouer les comptes de 38 millions de Français. Soit tous ceux qui gagnent moins de 2 000 euros net par mois.

On ne peut guère en vouloir au président Emmanuel Macron. L'inflation est une plaie pour les citoyens, ils ont rendez-vous aux urnes en avril et, d'après les derniers sondages, la perte de pouvoir d'achat constitue la première préoccupation des Français – avant la sécurité, l'immigration et même le chômage. N'importe quel chef d'État leur aurait donné un coup de pouce, surtout après le mouvement des "gilets jaunes".

Sauf que ces deux aides représentent des dépenses supplémentaires de plusieurs milliards d'euros. La France a un peu trop tendance à desserrer les cordons de la bourse. Voilà des mois que Paris donne l'impression que l'argent coule à flots. Or l'économie est de nouveau florissante et, depuis cet été, elle a retrouvé ses niveaux pré-Covid. L'heure n'est donc plus à la gestion de crise et à une politique fiscale expansionniste.

Le gouvernement allègue que cette situation tendue, entre le Covid-19 et l'inflation, justifie des dépenses extraordinaires. C'est pour cette raison qu'il a gelé les prix du gaz et de l'électricité. Ces prochains mois, ceux-ci ne devraient quasiment voire pas du tout augmenter. Mais cette mesure aussi a un coût. Car il faut maintenant dédommager les fournisseurs d'énergie qui vendent leur gaz et leur électricité à perte. La flambée des marchés énergétiques se poursuivant, les spécialistes estiment le coût de cette politique à 12 milliards d'euros.

Les entreprises françaises ont elles aussi droit à toute l'attention du gouvernement. Le plan d'investissement "France 2030" prévoit de nouvelles aides, notamment un "fonds de soutien" de 300 millions d'euros destinés aux sous-traitants de la filière automobile. Quant aux entreprises touchées par des problèmes de chaîne d'approvisionnement, elles bénéficient depuis peu de crédits financés par un fonds de 700 millions d'euros. Sans oublier les juteuses subventions octroyées aux sociétés qui embauchent des apprentis. Et l'aide allant jusqu'à 500 euros que reçoivent désormais les jeunes adultes à la recherche d'un emploi. Côté fiscal, le gouvernement se montre tout aussi prodigue : il poursuit la baisse progressive de l'impôt sur les sociétés, lequel ne se montera plus qu'à 25 % au 1^{er} janvier 2022. Rapportée à l'ensemble du quinquennat de Macron, cette baisse représente un manque à gagner de plus de 10 milliards d'euros.

Certaines de ces dépenses sont justifiées mais la France vit plus que jamais au-dessus de ses moyens. Sa montagne de dettes n'en finit pas de s'accroître alors que Paris, comme Berlin, estime indispensable d'injecter des milliards d'aides publiques pour mener sa transition vers une

LA DETTE PUBLIQUE FRANÇAISE A AUGMENTÉ DE 20 % DEPUIS LA PANDÉMIE DE COVID-19. ET DOUBLÉ EN VINGT ANS.

économie verte – au lieu de se concentrer sur une politique de tarification du carbone solide et de miser sur la mobilisation de capitaux privés.

Avant le Covid-19, la France enregistrait déjà un déficit primaire ; elle devait s'endetter pour rembourser ses dettes. Cette année, son déficit budgétaire s'élèvera à 8 %, 5 points de plus que ce que permet le pacte de stabilité, mis de côté. L'an prochain, Paris compte encore s'endetter, à hauteur de 155 milliards d'euros, et présenter un déficit de 5 %, quelle que soit la conjoncture.

↑ Dessin de Constantin, Roumanie.

PARDON MY FRENCH

La France s'attaque à l'"eurish", annonce la *Süddeutsche Zeitung*. Ce jargon anglophone bruxellois "ferait le désespoir de n'importe quel prof", mais il est de plus en plus utilisé par les fonctionnaires européens – au grand désarroi de la France. Ainsi, 85 % des rapports de la Commission sont écrits dans cet anglais approximatif, contre 4 % en français. Pour Paris, "cela doit cesser". "[La France, pendant sa présidence.] ne répondra aux demandes de la Commission que si elles sont formulées en français, selon le titre allemand. Elle pourrait aussi lancer des réformes, afin que l'initiative ne se limite pas à un feu de paille."



Vu de Suède

Un inquiétant protectionnisme

● Très tournées vers l'exportation, les entreprises suédoises dépendent de la libre concurrence. Le quotidien économique *Dagens Industri* regarde, inquiet, le "virage protectionniste" pris par l'Union européenne (UE). Et cible notamment le programme européen que le président français "tente d'utiliser dans sa campagne électorale". "Macron souhaite une plus grande intervention de l'État dans l'économie européenne, davantage d'exemptions aux règles de la concurrence, et des aides publiques pour stimuler la croissance et réduire le chômage dans le sillage de la pandémie, ainsi qu'une moindre dépendance à l'égard du monde extérieur", alerte le journal. "Ni Bruxelles ni Berlin ne semblent considérer la formule française comme problématique", selon lui. Cette évolution, note *Dagens Industri*, est "préoccupante pour la Suède" et ses entreprises, qui "risquent de perdre des parts de marché" tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. Un discours en phase avec une position que Stockholm a plus de mal à faire entendre au sein de l'Union depuis le départ de son allié britannique.

Pas surprenant que l'Institut national de la statistique (Insee) annonce un endettement record. Avec plus de 2 800 milliards d'euros de dette publique, l'État français est diablement dans le rouge. Cela représente 116 % de son PIB. Un taux qui a augmenté de tout juste un cinquième par rapport à son niveau pré-Covid et qui a doublé en vingt ans.

Pas surprenant aussi que Macron réclame une réforme des règles d'endettement. Il n'est pas certain qu'il rende ainsi service à la France. Le pacte de stabilité freine un peu la prodigalité du personnel politique ; sa disparition nuirait à la discipline budgétaire. Oui, comme l'Allemagne, la France peut momentanément s'endetter en profitant des conditions favorables du marché ; la politique monétaire expansionniste de la Banque centrale européenne y contribue. Mais nul ne sait combien de temps les taux d'intérêts resteront si bas. S'ils venaient à monter subitement, la France ne serait pas le seul pays à avoir du souci à se faire.

—Niklas Záboji

Publié le 23 décembre 2021

géographique des cas. Une autre question médicale et sanitaire pointe : la disponibilité de masques FFP2, dont de nombreux experts réclament le port généralisé.

Le deuxième sujet problématique est celui de la transformation du pass sanitaire en pass vaccinal, ce qui conduirait à interdire l'accès à tous les lieux publics qui l'exigent (cafés, restaurants, administrations, foires, transports publics interrégionaux, de nombreux magasins...) aux non-vaccinés puisque l'alternative du test PCR ne fonctionnera plus (seuls seront acceptés un schéma vaccinal ou une attestation de guérison complets). Sitôt annoncée, l'intention gouvernementale s'est attiré les foudres de plusieurs candidats à la présidentielle comme Marine Le Pen (pour laquelle l'obligation vac-

la nécessité ou non d'une telle mesure, dans une France où 52 millions des Français éligibles sont vaccinés, dont 21 millions avec une dose de rappel, la question se pose en effet de la prochaine campagne électorale, et du maintien ou non des meetings prévus à cet effet.

Colère. Dernier sujet douloureux pour le gouvernement : le coût économique et social des mesures déjà annoncées comme le recours obligatoire à trois jours de télétravail pour les entreprises qui le peuvent. Le ministre des Finances, Bruno Le Maire, attaqué pour le grave dérapage des finances publiques françaises durant la pandémie (116 % du PIB à la fin de 2021), a promis depuis plusieurs semaines la fin du "quoi qu'il en coûte", à savoir la distribution massive d'aides publiques aux entreprises. Mais avec l'impact de la période d'isolement en cas de contamination et le risque de paralysie de plusieurs secteurs, les conditions-cadres d'une fermeture progressive du robinet des aides risquent de ne plus être tenables pour un chef de l'État en campagne, qui pourrait se déclarer candidat entre la mi-janvier et la mi-février.

Dans un pays où le niveau de colère reste élevé, un chiffre toutefois peut redonner confiance à Emmanuel Macron et à son équipe. Selon un sondage diffusé par la chaîne LCI le 27 décembre, la cote de popularité du président est remontée ces dernières semaines pour atteindre 51 %. Ce chiffre de l'institut Harris Interactive est le plus haut depuis un an, alors que le pays traverse, comme ses voisins européens, une crise sans précédent.

—Richard Werly

Publié le 29 décembre 2021

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE RISQUE D'ÊTRE AFFECTÉE : LES MEETINGS POLITIQUES SERONT-ILS MAINTENUS ?

cinale "va dans le sens d'un plus grand enfermement des Français, d'une perte de plus en plus lourde de nos libertés individuelles", Nicolas Dupont-Aignan (qui dénonce une "privation des libertés fondamentales"), Eric Zemmour (pour lequel le pass vaccinal a "un objectif : instaurer une lutte des classes vaccinale, afin d'empêcher les Français de s'intéresser aux sujets sur lesquels Emmanuel Macron est en difficulté") ou Jean-Luc Mélenchon (qui pourfend "l'extension des pleins pouvoirs de l'état d'urgence sanitaire"). Au-delà du débat sur

↓ Dessin de Horsch paru dans Handelsblatt, Düsseldorf.



Trois questions à...

ANA NAVARRO PEDRO, correspondante à Paris de l'hebdomadaire portugais *Visão*

“Beaucoup n’ont plus confiance dans la politique vaccinale”

1. Le gouvernement a opté pour une stratégie du tout-vaccinal alors que le variant Omicron est devenu majoritaire en France. Qu’en pensez-vous ?

Dans des pays où Omicron est déjà majoritaire, on a observé que le vaccin n'est pas un rempart efficace contre la contamination. En Espagne, la troisième dose n'est pas obligatoire. Israël a suspendu la quatrième. La France, elle, semble déterminée à avancer, notamment avec le pass vaccinal. Quand la Tunisie l'a rendu obligatoire, Amnesty International a interpellé le gouvernement pour atteinte à la liberté de travailler et de se déplacer. C'est un curieux deux poids, deux mesures. En Occident, les décisions prises sont considérées comme acceptables par les pouvoirs publics et une grande partie des médias. Mais la question qui s'impose est de savoir quel type de société nous voulons. Acceptons-nous que le statut vaccinal puisse définir qui est un citoyen acceptable ? Doit-il être le sésame pour accéder à ce que la société a à offrir ? Au nom du combat contre le virus, devons-nous accepter de telles restrictions de libertés ? Ou pouvons-nous refuser cette stratégie unique pour l'élargir par d'autres pistes ?

2. La société française a-t-elle changé depuis la pandémie ?

Plus qu'ailleurs, on assiste ici presque à une généralisation de la méfiance envers les pouvoirs publics. Plus qu'ailleurs, ils se sont contredits dans leurs déclarations sur le virus. Pour inciter les gens à se faire vacciner, le Premier ministre et des médecins qui conseillent le gouvernement ont fait passer ce message : "Si vous vous faites vacciner, vous n'aurez pas le virus et vous n'allez plus contaminer les autres." Résultat : je rencontre de nombreuses personnes – triplement vaccinées, que ce soit par conviction ou pour des raisons bureaucratiques – qui ne veulent plus d'autres doses. Ils n'ont plus confiance. La tolérance a baissé.

3. Vos mots traduisent une forte préoccupation pour notre société.

Il ne faut pas faire taire des voix dans le débat autour du virus au nom du combat contre celui-ci. Au nom de cette bataille, nous ne pensons plus à notre société et à l'impact que peuvent avoir les mesures sur celle-ci.

—Propos recueillis par *Courrier international*



James-Webb, une machine à remonter le temps

Astronomie. C'est le plus grand télescope jamais lancé dans l'espace. En traquant les toutes premières étoiles et les traces de vie extraterrestre, il va bouleverser notre vision de l'Univers.



— **New Scientist** (extraits) Londres

Nous sommes au début du mois d'octobre 2021. Un cargo quitte l'Atlantique au large de la côte Est de l'Amérique du Sud pour pénétrer dans les eaux boueuses de l'embouchure du Kourou. C'est la dernière étape de son voyage, et tout a été entrepris pour protéger la précieuse cargaison qu'il transporte. Cette cargaison exceptionnelle n'est autre que le télescope spatial James-Webb (JWST). Et jamais un équipement scientifique n'a été attendu avec autant d'impatience. Sa mise au point aura pris plus de vingt-cinq ans, son lancement a été reporté à maintes reprises. Mais il a enfin achevé son périple jusqu'au pas de tir, en Guyane française [d'où il a décollé avec succès le 25 décembre]. "Je n'arrive toujours pas à y croire, reconnaît Torsten Böker, directeur adjoint du projet JWST à l'Agence spatiale européenne (ESA). *Tout ça a quelque chose d'un peu fantastique.*"

Et pour cause : le dispositif est conçu pour nous servir de machine à remonter le temps, jusqu'à l'époque mystérieuse des premières étoiles de l'Univers, dont nous ne savons presque rien. Fantastique aussi parce qu'il devrait dévoiler avec une précision inégalée les atmosphères de planètes potentiellement habitables en orbite autour d'autres étoiles. Il n'est pas exagéré d'affirmer que ce télescope, avec son gigantesque miroir revêtu d'or, va bouleverser la vision que nous avons de l'Univers et de la place que nous y occupons.

C'est vers la Noël 1995 qu'a commencé l'histoire du JWST. Pendant dix jours de ce mois de décembre, le télescope spatial Hubble était resté braqué sur une zone du

ciel que rien ne distinguait et qui aurait pu être couverte par une tête d'épingle tenue à bout de bras. Vue à l'aide de télescopes terrestres, cette région du ciel était vide. Mais a émergé alors l'image de ce qu'on nomme depuis le Champ profond d'Hubble [région située dans la constellation de la Grande Ourse], révélant que ce coin de firmament est rempli de 3 000 galaxies, dont la luminosité est quatre milliards de fois plus faible que ce que peut percevoir l'œil humain. Parmi elles se trouvaient les plus vieilles galaxies jamais observées.

Cosmos encore jeune. Les astronomes ne s'étaient pas attendus à ce que des galaxies aussi anciennes soient détectables, surtout en si grand nombre. Mis en appétit, ils ont conçu un plan afin de pouvoir mieux contempler l'Univers dans sa prime jeunesse. Au début de 1996, plusieurs d'entre eux se sont réunis pour lancer les travaux d'un télescope spatial de nouvelle génération, appelé plus tard le JWST, un projet qui associe la Nasa, l'ESA et l'Agence spatiale canadienne. Bien des scientifiques désormais grisonnants et ridés ont consacré l'essentiel de leur carrière à cet outil. Et pendant ce temps, le désir de voir les premières étoiles de l'Univers n'a fait que croître.

En se consumant, une étoile produit des éléments chimiques qu'elle recrache dans l'espace à sa mort, le plus souvent en explosant en une supernova. Une partie de ces débris se transforment en une nouvelle génération d'étoiles, et le cycle se répète. Au tout début, suppose-t-on, les étoiles devaient être constituées d'éléments simples. Les premières se seraient formées à partir de nuages d'hydrogène

et d'hélium [les atomes les plus légers qui soient], à un moment que l'on a baptisé l'"aube cosmique". Puis, lentement, leur composition aurait évolué pour intégrer des éléments chimiques plus lourds. L'ennui est que les calculs [des scientifiques] sur l'origine des éléments lourds de l'Univers ne collent pas. Une hypothèse veut que les mystérieuses premières étoiles aient joué un rôle plus important dans leur création qu'on ne le pensait.

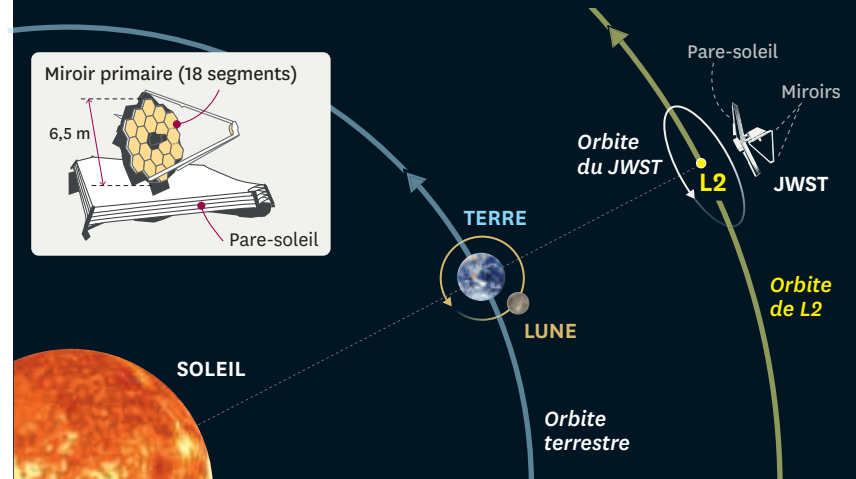
Jusqu'à présent, nous ne sommes pas parvenus à voir avec précision les étoiles qui ont existé durant les cent premiers millions d'années après le big bang, nous n'en avons eu que des aperçus indirects. La lumière des premières étoiles aurait interagi avec les résidus d'hydrogène de

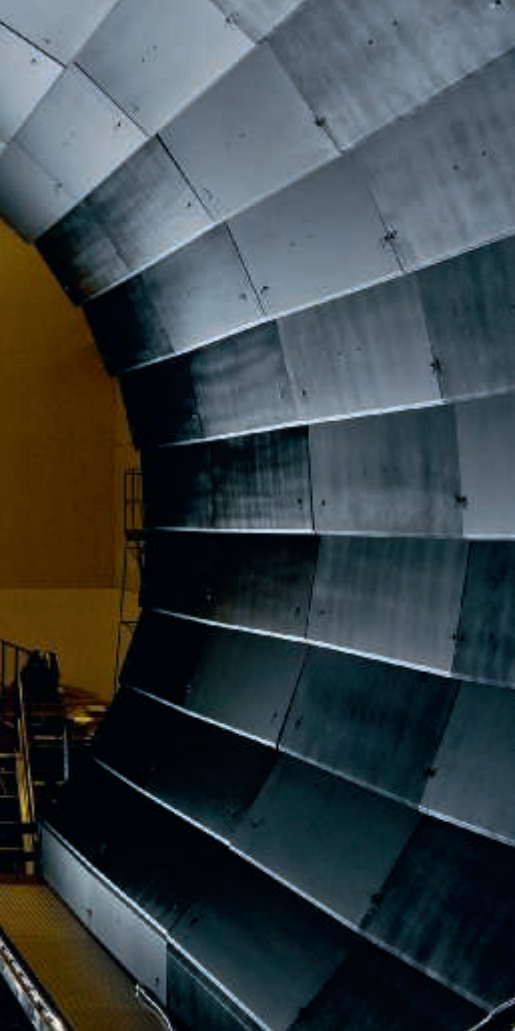
l'Univers primitif, modifiant la façon qu'a le gaz d'absorber le fond diffus cosmologique [rayonnement électromagnétique très homogène], lequel est un vestige des radiations du big bang que l'on peut encore détecter. En 2018, les chercheurs travaillant sur l'expérience de radioastronomie Edges ont annoncé qu'ils avaient réussi à détecter ce changement dans le fond diffus cosmologique, soit un signal indirect des premières étoiles. Une découverte jugée cependant ambiguë par d'autres scientifiques, car le signal ne ressemblait pas exactement à ce qui avait été prédit.

Quoi qu'il en soit, la lumière de quelques-unes des premières étoiles emprunte pour nous parvenir une trajectoire qui la rapproche d'un amas de galaxies. La gravité

Un lieu idéal pour observer l'espace lointain

Un mois après son lancement, le télescope James-Webb (JWST) arrivera à destination, en orbite autour du point de Lagrange L2, situé à 1,5 million de kilomètres de la Terre.





← Les six premiers segments du miroir géant du télescope au Marshall Space Flight Center de la Nasa, en 2011. Photo NASA/MSFC/David Higginbotham

terrestre classique. La chaleur de la Terre l'empêcherait de capter la timide lueur de très vieilles étoiles. C'est pourquoi le JWST est équipé d'un immense bouclier thermique, et pourquoi il sera positionné à un point particulier de l'espace [le point de Lagrange L2], situé à une distance équivalant à près de quatre fois celle qui sépare la Terre de la Lune. Si le voyage du télescope [sur notre planète] a été intense, son odyssée de 1,5 million de kilomètres dans l'espace sera vraiment épique.

Transformer géant. Ce nouvel œil dans le ciel est en outre le plus grand télescope spatial de l'histoire. Il était impossible de faire entrer dans une fusée son miroir de 6,5 mètres. Il se compose donc de 18 segments hexagonaux repliés pour le lancement et qui se déploieront quand le télescope sera dans l'espace. "C'est comme un Transformer [robot du film Transformers] géant qui s'élance dans l'espace", décrit Knicole Colón, directrice adjointe du projet à la Nasa. Chaque segment du miroir est recouvert d'une couche d'or d'une incroyable finesse, qui accroît la capacité du dispositif à réfléchir et à concentrer la lumière infrarouge.

Très controversé, le télescope a connu bien des ennuis. Selon les premières estimations, il devait coûter 500 millions de dollars [440 millions d'euros]. Ce chiffre a enflé pour atteindre 9,7 milliards de dollars [8,6 milliards d'euros]. Ensuite, son lancement, prévu en 2018, a été reporté, à cause de problèmes techniques liés au bouclier thermique et aux propulseurs. La pandémie de Covid-19 a entraîné de nouveaux retards. Et, en novembre, la Nasa a annoncé que "le relâchement inattendu d'un collier de serrage" avait provoqué des vibrations dans le télescope et qu'il fallait vérifier s'il n'avait subi aucun dégât.

Même son nom a posé problème. James Webb était l'administrateur de la Nasa aux temps héroïques des premiers vols habités. C'était un homme politique, non scientifique. Pire encore, certains l'accusent d'avoir été impliqué dans ce que l'on a appelé la "peur lavande" du milieu du xx^e siècle, chasse aux sorcières qui visait à exclure les membres de la communauté gay de tout rôle dans le gouvernement. La Nasa dit avoir procédé à une enquête et n'avoir trouvé "aucune preuve de ce stade" d'un lien direct entre James Webb et cette chasse aux sorcières homophobe.

Cette succession de retards aura au moins eu un avantage : nous allons pouvoir utiliser le télescope d'une façon encore plus passionnante. En 1995, nous n'avions connaissance d'aucune planète ou presque hors du Système solaire. La première exoplanète en orbite autour d'une étoile comparable au Soleil a été découverte deux mois à peine avant la transmission de l'image du Champ profond de

Hubble. Or, durant le quart de siècle qui s'est écoulé depuis, nous avons identifié plus de 4 000 de ces mondes étrangers, et nous avons commencé à les étudier.

Les exoplanètes ne sont pas assez brillantes et sont trop éloignées pour être observées à l'aide des télescopes existants. Nous les repérons généralement en contemplant des étoiles lointaines et en observant la faible atténuation de leur lueur au moment où une planète passe devant elles. Une partie de la lumière de l'étoile est filtrée par l'atmosphère de la planète, où certaines fréquences sont absorbées par les éléments chimiques qui s'y trouvent. Quand on analyse cette lumière, on peut se faire une idée de l'aspect des exoplanètes, de la composition de leur atmosphère et du temps qu'il y fait. Cela nous permet d'envisager que d'autres planètes rassemblent peut-être des conditions propices à la vie, ce qui est fascinant.

Jusqu'à présent, nos observations des exoplanètes ont eu recours à la lumière visible. Mais la composition chimique de leur atmosphère sera nettement plus visible dans le spectre infrarouge, que le JWST est conçu pour détecter. Or les retards de lancement ont permis de modifier sa

conception afin d'observer plus efficacement ces mondes inaccessibles. "On n'a encore presque jamais étudié des exoplanètes à ces longueurs d'onde", assure Knicole Colón. Perspective particulièrement alléchante, les liaisons entre les atomes de carbone (signe révélateur de la chimie organique qui sert d'échafaudage à la vie sur Terre) seront clairement perceptibles dans le spectre infrarouge.

De nombreux télescopes aujourd'hui en développement viendront épauler le JWST. Malgré tout, des voix s'élèvent pour dénoncer le fait que ce projet revient à mettre un peu trop d'œufs dans le même panier, au détriment d'autres projets. Mais cela ne suffit pas à doucher l'enthousiasme de la plupart des astronomes. Le télescope devrait être opérationnel à partir du milieu de 2022, il commencera alors à remonter le temps pour scruter les existences énigmatiques des toutes premières étoiles, mais aussi à traquer les planètes de type "Terre" autour d'autres étoiles. "Il faut s'attendre à être surpris", conclut Torsten Böker. "Nous allons voir des choses dont nous n'avions même pas rêvé, ça n'a pas de prix."

— Colin Stuart

Publié le 8 décembre 2021

de ces galaxies agit comme une loupe qui nous permet de voir la lumière stellaire. Mais cela ne se produit que dans des cas très rares. Avec le JWST, nous devrions bénéficier d'une meilleure vue. "La sensibilité du JWST est de 100 à 1 000 fois supérieure à celle des télescopes à infrarouge passés ou actuels", s'enthousiasme Roberto Maiolino, de l'université de Cambridge (Royaume-Uni). Il compare cette différence avec celle qui sépare la lunette de Galilée des observatoires modernes en altitude. "En dix ans, nous allons réaliser l'équivalent de quatre siècles de découvertes", déclare-t-il.

Roberto Maiolino travaille avec le spectrographe du JWST, qui fonctionne dans l'infrarouge moyen [la couleur des astres du début de l'Univers] et est l'une des pièces maîtresses qui devraient contribuer à ces découvertes. L'instrument décompose les fréquences qui constituent la lumière stellaire, et permet ainsi de mesurer l'intensité de la lumière à chaque fréquence. Certains éléments chimiques absorbent la lumière à des fréquences caractéristiques, donc les fragments de lumière manquants indiquent quels éléments sont présents dans les étoiles et les galaxies les plus anciennes. "Nous allons passer beaucoup de temps à analyser en profondeur le spectre des premières galaxies", explique Maiolino. "Nous voulons savoir comment les premiers éléments clés se sont formés dans l'Univers."

On se heurte cependant à un obstacle majeur quand on veut observer la lumière infrarouge. Elle n'est pas seulement émise par d'antiques étoiles et galaxies, mais aussi par la chaleur d'objets de toutes sortes, dont notre Soleil et notre planète. Cela signifie qu'on ne peut pas se contenter de placer un télescope spatial sur une orbite

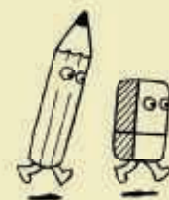


CRUCIVERBISTES, À VOS CRAYONS !

Le Monde a sélectionné pour vous 100 grilles de Philippe Dupuis. Vous vous amuserez de ses définitions astucieuses et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux — 6,90 € - 120 pages

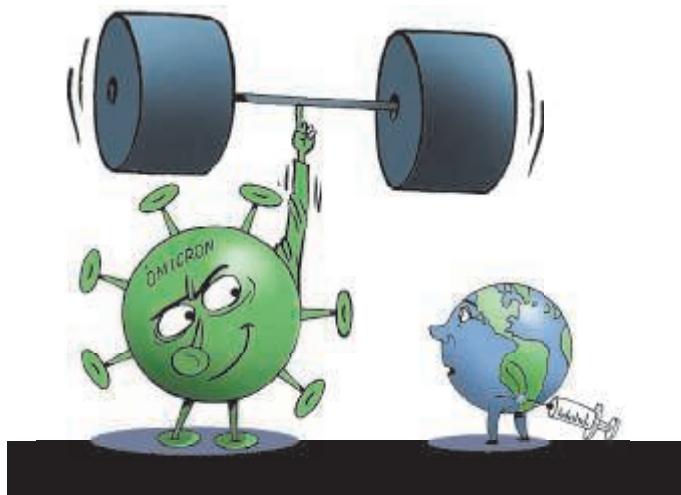
Le Monde



✓ Dessin d'Arcadio paru dans *La Prensa Libre*, San José (Costa Rica).

Omicron sera-t-il le dernier variant inquiétant ?

Pandémie. Ce ne sera pas l'ultime variant du Sars-CoV-2, mais il pourrait être le dernier à nous faire peur. Car il a augmenté sa capacité à se répliquer sans accroître sa dangerosité, explique cet immunologue britannique.



—The Conversation
Londres

Même si le caractère d'être vivant des virus reste controversé, une chose est sûre : ils évoluent, à l'instar de tous les êtres vivants. C'est devenu on ne peut plus clair au cours de la pandémie, avec l'apparition de nouveaux types inquiétants de variant, à quelques mois d'intervalle.

Certains de ces variants se sont montrés plus doués que d'autres pour se propager d'un individu à un autre. Ils ont fini par devenir dominants en supplantant des variants moins rapides du Sars-CoV-2, le virus responsable du Covid-19. Cette meilleure capacité de propagation serait liée à des mutations de la protéine Spike – celle qui forme ces

protubérances en forme de champignon à la surface du virus – qui lui permettent de se lier plus fortement aux récepteurs ACE2. Ces derniers sont situés à la surface de nos cellules, en particulier de celles qui tapissent nos voies respiratoires. Et le virus se fixe à ces récepteurs pour pénétrer dans les cellules et s'y répliquer.

Ce genre de mutation a permis au variant Alpha, puis au variant Delta, de devenir dominant au niveau mondial, et les scientifiques s'attendent au même type de phénomène avec le variant Omicron. Cependant, le virus ne peut pas s'améliorer indéfiniment. D'après les lois de la biochimie, il devrait finir par développer une protéine Spike capable de se lier le plus fortement possible aux récepteurs ACE2. À ce moment-là, la capacité du Sars-CoV-2 à se

propager entre humains ne dépendra plus de la manière dont il se fixe aux récepteurs des cellules. D'autres facteurs influenceront sur sa propagation, comme la vitesse de réplication du génome, la vitesse de pénétration du virus dans la cellule via la protéine TMPRSS2 et la quantité de virus qu'un être humain contaminé peut répandre. En principe, tous ces facteurs devraient finir par évoluer pour atteindre un pic en termes de performances.

Le variant Omicron a-t-il atteint ce pic ? Rien ne laisse vraiment penser que ce soit le cas. Les études dites de "gain de fonction", qui cherchent les mutations dont le Sars-CoV-2 a besoin pour mieux se propager, ont permis d'identifier de nombreuses mutations qui améliorent la capacité de la protéine Spike à se lier aux cellules humaines, et qu'Omicron ne possède pas. En outre, comme mentionné plus haut, d'autres aspects du cycle de vie du virus, comme la réplication de son génome, pourraient connaître des améliorations.

Supposons cependant un instant qu'Omicron soit le variant avec la meilleure capacité de propagation qui soit. Il risque néanmoins de ne pas s'améliorer parce qu'il est limité par la "probabilité génétique". En effet, de même que les zèbres ne se sont pas dotés d'yeux à l'arrière de la tête pour se prémunir des prédateurs, il y a fort à parier que les mutations que subira le Sars-CoV-2 ne lui permettront pas d'atteindre le maximum de ses capacités théoriques : il faudrait pour cela que ces mutations se produisent toutes en même temps, ce qui est hautement improbable. Même dans un scénario où Omicron serait le meilleur variant qui soit pour se propager entre les individus, de nouveaux variants verraient le jour pour contourner le système immunitaire humain.

Après avoir été infecté par un virus, le système immunitaire s'adapte en produisant des anticorps qui se fixent sur le virus

pour le neutraliser [et l'empêcher d'entrer dans les cellules] ainsi que des lymphocytes T, dites "cellules tueuses", qui détruisent les cellules contaminées. Les anticorps sont des protéines qui adhèrent à une structure moléculaire spécifique du virus, et les cellules T tueuses reconnaissent les cellules infectées également grâce à cette structure moléculaire. Pour échapper au système immunitaire, il suffit donc que le Sars-CoV-2 mute suffisamment pour que sa structure moléculaire ne soit plus reconnue par ledit système.

Virus saisonnier. C'est pourquoi Omicron réussit apparemment si bien à contaminer des personnes préalablement immunisées, par des vaccins ou par des infections par d'autres variants : les mutations d'Omicron qui permettent à la protéine Spike de se lier plus fortement aux récepteurs ACE2 réduisent également la capacité des anticorps à se lier au virus et à le neutraliser. Mais les données de Pfizer suggèrent que les cellules T réagissent de la même manière au variant Omicron qu'à ses prédécesseurs. Ce qui concorde avec l'observation qu'il entraîne un taux de mortalité plus faible en Afrique du Sud, où la plupart des gens ont déjà acquis une immunité.

Bonne nouvelle pour l'humanité, donc : une première exposition au virus protège apparemment encore contre les complications et la mort, ce qui nous laisse avec un "compromis" où le virus se réplique et nous contamine de nouveau, mais sans que nous soyons aussi gravement malades que la première fois.

C'est l'avenir le plus probable pour ce virus. Même s'il se comporte comme un joueur professionnel qui exploite toutes ses capacités, il n'y a aucune raison de penser que le système immunitaire ne pourra pas le contrôler et l'éliminer. Les mutations qui maximisent sa capacité de propagation n'augmentent pas

beaucoup sa capacité létale. Ce virus au maximum de ses capacités pourrait alors simplement muter de manière aléatoire, et changer suffisamment au fil du temps pour ne pas être reconnu par notre système immunitaire, ce qui entraînerait des vagues de réinfection.

Nous pourrions donc avoir une saison du Covid chaque hiver, comme nous avons une saison de la grippe. Les virus grippaux présentent un schéma de mutation similaire au cours du temps, phénomène connu sous le nom de "glissement antigénique", qui entraîne des réinfections. Les nouveaux virus de la grippe saisonnière ne sont pas forcément plus graves que ceux de l'année précédente, mais ils sont suffisamment différents [pour ne pas être reconnus par notre système immunitaire]. La meilleure preuve de cette éventualité ? Cela se produit déjà avec le 229E, un coronavirus qui provoque un rhume bénin.

Omicron ne sera donc pas le dernier variant du Sars-CoV-2, mais il pourrait être le dernier à nous faire peur. Si nous avons de la chance – et l'évolution de cette pandémie reste difficile à prévoir –, le Sars-CoV-2 pourrait probablement devenir un virus endémique qui mutera lentement au fil du temps.

La maladie serait alors sans grand doute bénigne, car y avoir déjà été exposé aura créé une immunité qui réduit la probabilité d'hospitalisation et de décès. La plupart des gens seront contaminés pour la première fois dans leur enfance, avant ou après une vaccination, et les contaminations ultérieures passeront presque inaperçues. Seul un petit groupe de scientifiques traquera les modifications génétiques du Sars-CoV-2 au cours du temps. Et les variants préoccupants appartiendront au passé – du moins jusqu'à ce que le prochain virus franchisse la barrière des espèces.

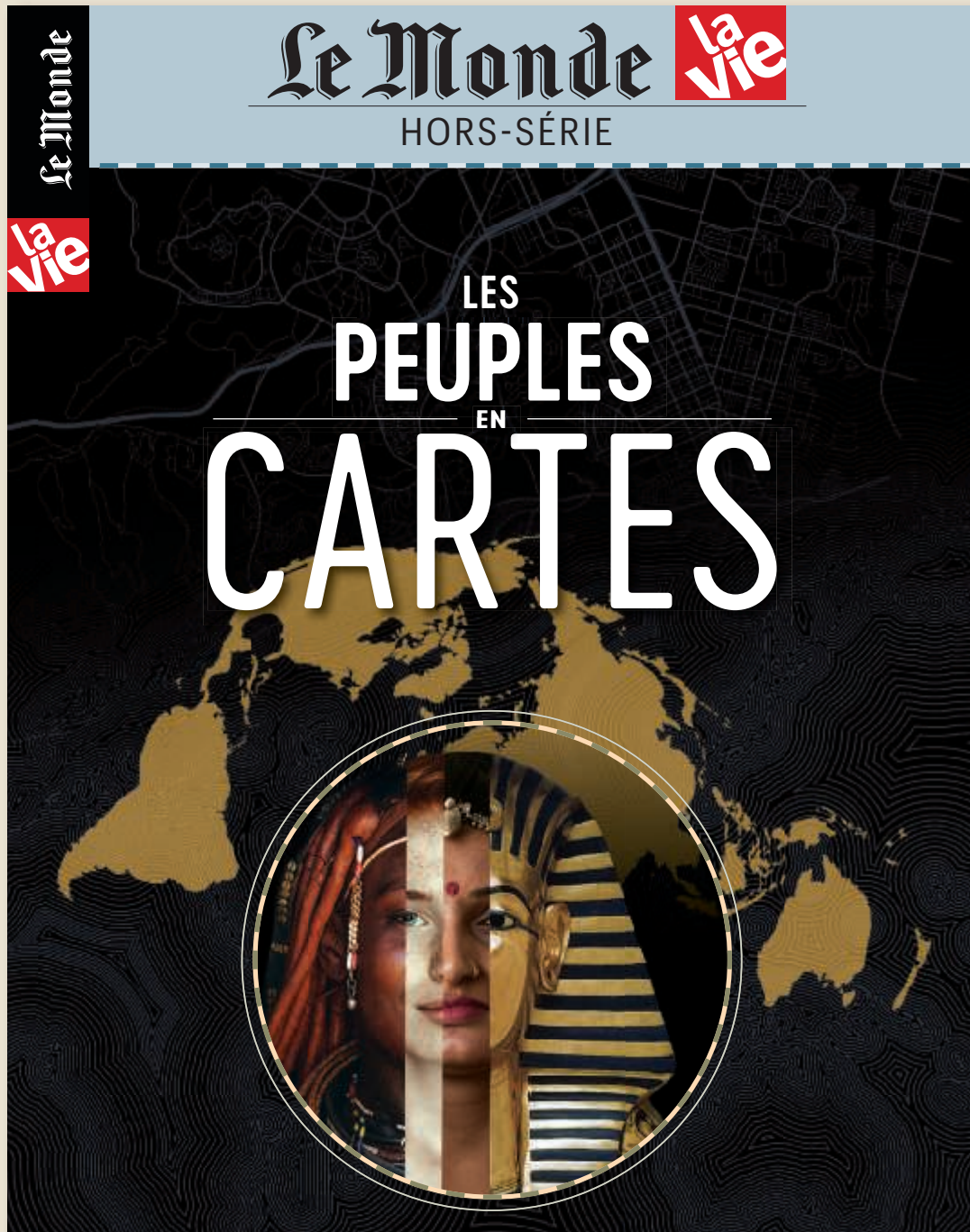
—Ben Krishna

Publié le 22 décembre 2021

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



La notion de peuple ne cesse d'être convoquée par l'actualité. Les peuples autochtones défendent leurs droits, le populisme progresse dans une Europe qui se barricade face aux migrations, les tensions « ethniques » perdurent dans de nombreux pays du monde...

À l'heure des revendications identitaires, ce hors-série revient sur la façon dont se sont construits les peuples et les États-nations au fil du temps, et sur ce qui les définit : une langue, un territoire, une culture, un récit fondateur...

Pas aussi simple qu'il n'y paraît.

LES PEUPLES EN CARTES

Un hors-série **Le Monde** 

124 pages - 14 €

Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

ÉCONOMIE


 ✎ Dessin de Falco,
Cuba.

Ode au géant du ciel

Aviation. L'ultime exemplaire de l'A380, le plus gros-porteur au monde, a quitté sans panache Hambourg. L'avion mythique d'Airbus méritait mieux.



—Die Welt (extraits) Berlin

C'était un jour plutôt gris de novembre 2005. Le coauteur de ces lignes était fièrement campé sur le Brooksbrücke, le pont qui mène à Speicherstadt [le plus vaste complexe d'entrepôts au monde], à Hambourg. Son regard tourné vers le ciel, plein d'admiration. Celui d'un gamin de 8 ans – alors qu'il en avait déjà 28 à l'époque –, attendant avec fébrilité un coup de tonnerre.

Mais ce fut plutôt un énorme bruissement. Quelque chose d'incroyablement grand planait presque silencieusement au-dessus de la tête des badauds. Il était enfin là, le géant que tout le monde attendait depuis si longtemps. L'Airbus A380. Le plus gros avion de ligne au monde amorçait la phase d'atterrissage sur l'aéroport de Finkenwerder, où il allait être équipé des 500 sièges destinés à accueillir ses futurs passagers.

Il avait ensuite fallu attendre encore près de deux ans avant que le premier appareil ne soit livré à Singapore Airlines. Depuis, le colosse a pris son envol et conquis tous ceux qui ont voyagé à son

bord. Et parce qu'ils sont émerveillés, d'autres veulent absolument s'envoler à leur tour dans ce vaisseau spatial tant qu'il en est encore temps. Car l'ère de l'A380 touche déjà à sa fin. Malgré l'engouement que lui portent les voyageurs, le géant des airs est tombé en disgrâce auprès des compagnies aériennes. Le mastodonte d'Airbus ne répond plus aux besoins de son temps : durabilité et performance écologique. Il va continuer à voler quelques années encore, mais le dernier acte a déjà commencé.

Sans cérémonie. C'est une fin de règne glaciale, sans tambour ni trompette. Indigne de cet avion chargé de tant d'émotions. Sans invités d'honneur ni pontes du conseil d'administration, sans directeurs de compagnie aérienne ni même de cérémonie d'adieu pour le personnel. Ce jeudi [16 décembre], l'ultime exemplaire de l'A380 a décollé [des ateliers] d'Airbus, à Hambourg. Sa livraison à la compagnie aérienne Emirates marque l'arrêt de la production du plus gros avion de ligne au monde, quatorze ans seulement après sa mise en service. "La pandémie de

Covid-19 a mis un coup d'arrêt aux festivités prévues", explique un porte-parole d'Airbus.

Le dernier A380 s'est donc envolé pour le siège d'Emirates, à Dubaï, comme s'il ne s'agissait

Le mastodonte ne répond pas aux besoins actuels de performance écologique.

pas d'un événement spécial. C'est pourtant tout le contraire. Cette livraison marque un tournant dans l'histoire de l'aviation. L'ère des superjumbos quadriréacteurs touche à sa fin. Airbus ouvre la marche, et Boeing suivra bientôt. Entretemps, les gros-porteurs biréacteurs sont devenus presque aussi puissants, et plus rentables.

Le dernier Boeing 747, le Jumbo-Jet, devrait quitter les hangars d'ici un an, après plus de cinquante ans de circulation et plus de 1 500 exemplaires produits. Pour les Américains, c'est une victoire sur les Européens. Airbus s'était engagé à mettre rapidement un terme au règne du Jumbo-Jet et voulait vendre

des centaines d'A380. Une erreur de jugement, d'autant plus que les Américains disposaient déjà, à l'époque, avec le biréacteur 777, d'une alternative au 747.

Les raisons de la fin prématurée de l'A380 sont multiples. Elles combinent une rentabilité en berne, de mauvaises décisions et quelques déceptions. L'arrêt de la production a été annoncé au printemps 2019, avant le Covid-19. Ce n'est donc pas la pandémie et l'effondrement simultané du nombre de passagers qui sont en cause.

Ventes limitées. Ce sont les commandes qui ont fait défaut à Airbus pour son très gros-porteur. Ce projet colossal a entraîné d'énormes pertes, estimées à plus de 20 milliards d'euros au total, parce que le constructeur européen a essuyé de gros problèmes de production au départ et qu'il n'a jamais réussi à vendre le nombre d'appareils escompté. Depuis le lancement du programme, seuls 251 appareils ont été livrés, à 14 clients différents. Pour certaines compagnies aériennes, l'A380 était trop gros, et donc pas assez rentable.

Airbus a conçu ce modèle pour l'adapter ultérieurement et faire une version XXL pouvant accueillir de 900 à 1 000 passagers. Mais faute de commandes, les fabricants comme Rolls-Royce n'ont pas pu se résoudre à concevoir des réacteurs rentables. Un cercle vicieux. De plus, le constructeur européen avait misé pour l'A380 sur le concept d'un vol de desserte entre les grands aéroports de transit ("hub à hub"). Mais le pari était risqué, les vols directs étant aujourd'hui plus appréciés.

Pourtant, l'A380 est très prisé par les passagers, comme le confirment les sondages. La publicité du constructeur avait d'ailleurs pour slogan "Love at first flight", soit "L'amour au premier vol". [Début décembre], lors de l'ultime vol d'essai du dernier A380, les pilotes ont adapté leur trajectoire pour tracer un cœur virtuel au-dessus des nuages, témoignage de l'attachement que suscite cet avion de légende.

L'arrêt de la production ne signifie pas pour autant la mort de l'A380, soulignent les dirigeants d'Airbus. Le modèle continuera de bénéficier d'un soutien intact pendant plusieurs décennies. Tim Clark, le président d'Emirates,

confirme sobrement : "Au cours des vingt prochaines années, notre compagnie restera le premier exploitant de cet appareil spacieux et moderne. Nous veillerons à ce que les A380 d'Emirates demeurent les chouchous de nos clients." La compagnie émiratie a été la première à commander un A380, en 2000, puis à le réceptionner huit ans plus tard. Sa flotte réunit désormais 118 exemplaires, en comptant le modèle qui vient de lui être livré, et la compagnie arabe continue à investir dans l'équipement de ses appareils. Rien qu'en Allemagne, huit d'entre eux décollent chaque jour en direction de Dubaï.

En réalité, le modèle connaît actuellement une petite renaissance. En 2020, presque tous les A380 du monde entier sont restés cloués au sol à cause de la pandémie. La [compagnie aérienne allemande] Lufthansa a elle aussi placé ses quatorze A380 dans des hangars de stockage longue durée. Les spécialistes du démantèlement d'avions s'attendaient à être submergés de travail. Or le nombre d'A380 ayant repris du service dépasse les prévisions.

Tous les spécialistes du secteur estiment que le nombre de passagers va continuer à augmenter sur la durée, entraînant une forte demande pour les gros-porteurs. Airbus pourra alors compter sur sa famille d'A350 et Boeing sur son nouveau 777X à ailes repliables, dont la mise en service a été reportée à 2023. Il n'est cependant pas question qu'Airbus ou Boeing développent de nouveaux modèles à double pont destinés à prendre la relève de l'A380 et du 747. Les constructeurs ont d'autres priorités, comme le projet d'avion à hydrogène chez Airbus.

L'avionneur européen aura de toute façon bien besoin des surfaces et des hangars libérés par l'arrêt de la production de l'A380, à Hambourg et à Toulouse, pour fabriquer les nouvelles versions de sa famille A320, très demandées. Au lieu d'une poignée de mastodontes comme l'A380, Airbus mise désormais sur la production de nombreux modèles d'A320, plus modernes et dotés d'une seule allée centrale.

Cette stratégie n'a toutefois pas de quoi faire rêver les petits et les grands enfants de 8 ans...

—Gerhard Hegmann
et Nando Sommerfeldt
Publié le 16 décembre 2021



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

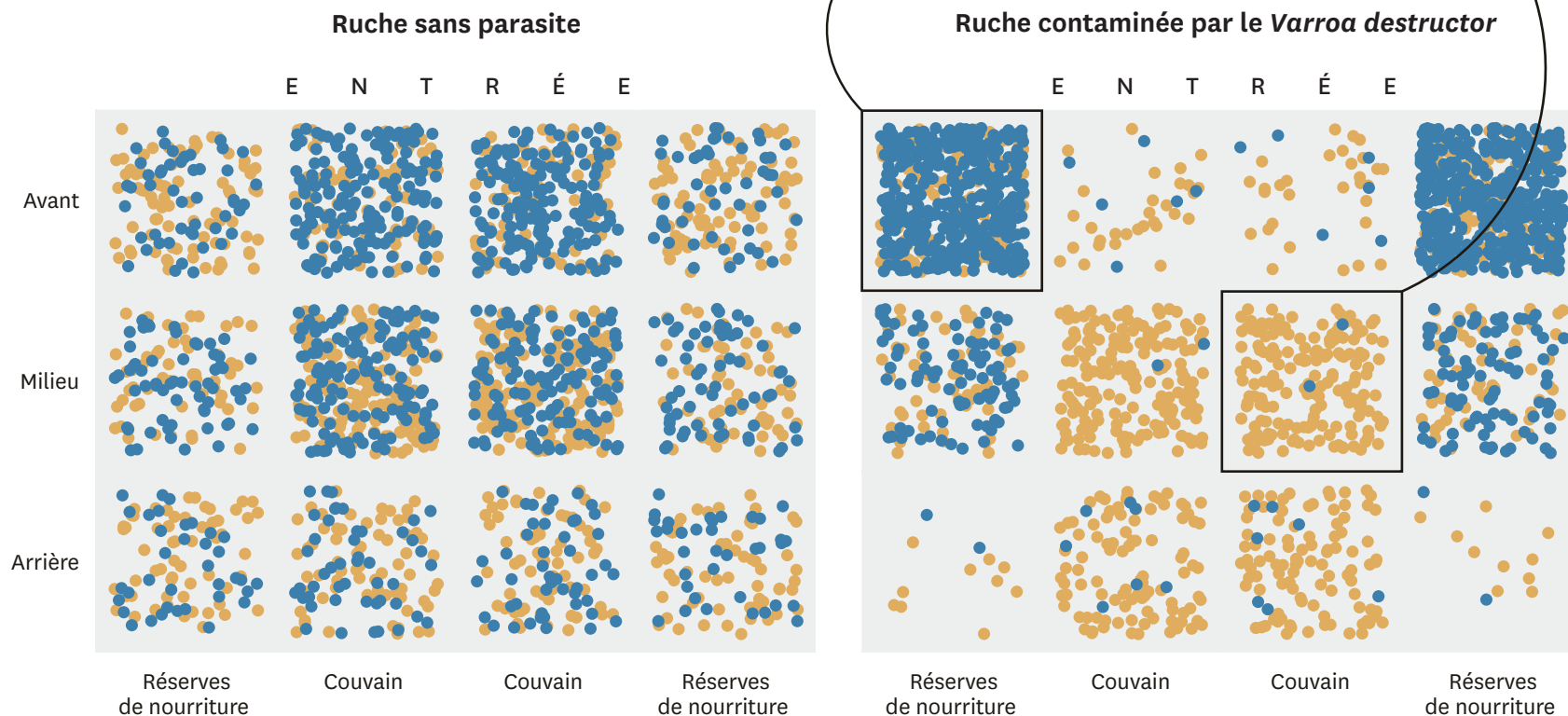
Dans la ruche aussi on garde ses distances

Pour enrayer la propagation du varroa, un parasite, les abeilles concentrent certaines tâches dans un coin de la ruche.

- Les butineuses dansent pour indiquer aux autres où se trouve la nourriture.
- Les abeilles se nettoient mutuellement afin de se défaire des résidus et parasites.
- Un point représente un millième de la population de la ruche.

Les abeilles butineuses, susceptibles de rapporter le varroa, dansent loin du couvain, le cœur vulnérable de la ruche.

Les abeilles ont concentré leur toilette au centre, près du couvain, d'où peuvent émerger des individus infectés.



Cycle de vie d'un acarien *Varroa destructor*

- 1 | Un parasite s'infiltré dans la ruche en s'attachant à une abeille.
- 2 | L'abeille transporte l'acarien jusqu'à une alvéole du couvain contenant une larve d'abeille, près du cœur de la ruche.
- 3 | Quand l'alvéole est scellée, la femelle varroa pond : le premier œuf est mâle, les autres sont femelles.
- 4 | Les jeunes varroas se nourrissent de la larve d'abeille en développement. Quand ils atteignent la maturité, ils se reproduisent.
- 5 | Les varroas femelles adultes quittent l'alvéole avec l'abeille adulte ; les varroas mâles meurent.



La source



THE ECONOMIST. L'hebdomadaire britannique a publié cette infographie le 27 novembre. Elle reprend les données d'une étude parue en octobre 2021 dans *Science Advances*. Celle-ci compare les comportements des abeilles dans des ruches

saines et dans d'autres où sévit le varroa. Dans les ruches infestées, les abeilles mellifères mettent en œuvre des stratégies défensives : elles éloignent les butineuses potentiellement porteuses de parasites des cellules du couvain.

360



MAGAZINE

Michel Houellebecq prophète en son pays • Culture ... 42
L'histoire oubliée des Juifs de Turquie • Plein écran ... 44
Quand Néfertiti surgit du sable • Histoire 46



Le photographe

↓ En avril 2013, près de Nebaj, au Guatemala, Feliciano Bernal cherche d'éventuels restes de son fils tué durant la guerre civile sur ce site fouillé par des archéologues légistes.

Photos Daniele Volpe

Daniele Volpe est né en Italie en 1981. Installé au Guatemala, il réalise des reportages dans toute l'Amérique centrale, notamment pour *The New York Times*, dont il est un contributeur

régulier. Son travail photographique sur la mémoire des Ixils a reçu en 2020 le troisième prix du World Press Photo dans la catégorie Projet au long cours.



PHOTO DANIELE VOLPE

Au Guatemala, le deuil sans fin des Ixils

Victimes des pires horreurs durant la guerre civile qui s'est achevée en 1996, les Indiens Mayas du nord du pays continuent de compter leurs morts. Le photographe italien Daniele Volpe les accompagne au bord de l'abîme.

Trente-six années de conflit, 200 000 morts, des actes de violence abjects et un État accusé de génocide contre plusieurs communautés indiennes : entre 1960 et 1996 s'est déroulée au Guatemala la guerre civile la plus longue et la plus meurtrière d'Amérique centrale. Une tragédie qu'ignorait Daniele Volpe en arrivant pour la première fois dans le pays, en 2006. À l'époque, il n'était ni photographe ni journaliste. Juste un jeune touriste italien aspirant à quelque chose de nouveau. *"J'ai commencé à apprendre cette histoire à travers les mots de ceux qui l'ont vécue"*, explique-t-il depuis le Guatemala.

Après son voyage initial, Daniele Volpe revient travailler comme volontaire dans une ONG locale. Il commence à se rendre dans le département du Quiché, dans le nord du Guatemala, et y prend des photos, avec l'espoir de pouvoir capter la mémoire à vif des Mayas Ixils. *"Au départ, je me suis intéressé à cette région pour les mêmes raisons que les juristes : parce que c'est l'un des lieux où la répression a été la plus brutale durant la guerre civile. Les traces de massacres y sont nombreuses et constituent le meilleur espoir de parvenir à des condamnations."*

Les Ixils font partie des communautés indiennes qui ont été décimées par la stratégie de la terre brûlée décrétée au début des années 1980 par le régime du dictateur Efraín Ríos Montt. Une politique de déplacement et d'assassinat destinée à lutter contre la guérilla d'extrême gauche, dont on estime qu'elle a entraîné la mort d'environ 7 000 Ixils. Ríos Montt a été condamné en 2013 à quatre-vingts ans de prison pour génocide et crime contre l'humanité, avant que la sanction ne soit annulée pour vice de forme. Il est mort en 2018 sans avoir été rejugé.

Mais les enquêtes et le travail de mémoire se poursuivent au Guatemala. Et une partie de l'œuvre photographique de Daniele Volpe consiste à littéralement accompagner les morts. *"Je suis plusieurs fois venu photographier des exhumations de charniers. Je me rends dans un village et je suis le travail*



des experts médico-légaux, ainsi que les familles venues entourer la dépouille mortelle de leurs chers disparus."

S'intéresser aux morts pour consoler les vivants : les images de Daniele Volpe connectent le spectateur à une histoire ignorée et à ses dépositaires. Elles constituent aussi un point de départ pour d'autres récits. *"Ce que vous voyez dans ces photographies, explique-t-il, est relié en profondeur à des sujets tels que le narcotrafic, les migrants, ou encore le travail forcé. Au Guatemala, les gens ont, par exemple, commencé à fuir vers les États-Unis, en tant que réfugiés, dans les années 1980. Or une partie des migrations actuelles se poursuit sur la base des liens qui se sont développés à l'étranger à cette époque."*

— **Courrier international**





← Elena Ramírez lors de l'enterrement de deux de ses filles, assassinées par l'armée guatémaltèque en 1986.

↓ Des femmes font la cuisine en préparation d'une veillée à la mémoire des victimes de la guerre civile à Ixtupil. Les restes de 47 personnes mortes ont été mis au jour dans ce village en 2013.



↓ Lors d'une procession vers le cimetière de Finca Estrella Polar, dans le département du Quiché, pour l'enterrement de 77 victimes d'un massacre en 1982.





↑ Les tombes de trois victimes ixils de la guerre civile à Xecol, près de la ville de Chajul.

← Sur la base militaire de Xolosinay. Des proches se recueillent autour des sacs contenant les restes de victimes des massacres durant la guerre civile.



↑ Des femmes ixils suivent les débats lors du procès du dictateur Efraín Ríos Montt, en 2013.

← Sur le site d'une exhumation à Xe'Xuxcap, près du site archéologique de Nebaj. Trente corps ont été retrouvés dans ce lieu qui a servi de charnier au début des années 1980.

culture. 

Michel Houellebecq prophète en son pays

Anéantir, le nouveau roman de l'écrivain, paraît le 7 janvier en France. L'Espagnol Marc Bassets, comme nombre de correspondants de la presse étrangère, l'a lu. Il analyse le nouveau tableau de la société française que livre le romancier, l'un des plus lus de son époque.

—El País Madrid

Le nouveau roman de Michel Houellebecq dérouté. Il déjoue les apparences. Tantôt c'est un thriller géopolitique, entre attentats, espions et arrière-plan ésotérique. Tantôt c'est un mélodrame familial, autour d'un patriarche installé dans un Ehpad au cœur de la campagne française. Mais c'est aussi, parallèlement, le récit d'une campagne présidentielle en France, vue de l'intérieur de la machine du pouvoir.

Et pourtant *Anéantir*, qui paraît le 7 janvier chez Flammarion en français et devrait sortir en août aux éditions Anagrama pour les traductions espagnole et catalane, n'est au fond rien de tout ça. Ou alors il est bien plus. C'est un roman sur la fragilité de l'existence et la solitude de l'homme contemporain dans un monde sans dieu. Un roman qui parle d'amour et de dévouement dans le couple. Michel Houellebecq, né à La Réunion il y a soixante-cinq ans, livre une ballade désespérée sur la vie et les raisons de vivre ou d'y renoncer, un récit sur la maladie, l'entropie et la destruction, qui subitement envoie valser le tout, avant un point d'orgue bouleversant qui enfonce le clou.

“Certains lundis de la toute fin novembre, ou du début décembre, surtout lorsqu'on est célibataire, on a la sensation d'être dans le couloir de la mort.” Ainsi s'ouvre *Anéantir*, qui attrape son lecteur avec une première phrase qui sonne comme une parodie de style et des thèmes chers à Houellebecq.

Et il se termine par un chapitre de remerciements dans lequel l'auteur, après avoir dit tout ce qu'il devait à ses échanges avec des médecins, s'amuse de sa réputation d'indécrottable pessimiste et conclut : *“Je viens par chance d'aboutir à une conclusion positive ; il est temps que je m'arrête.”*

Entre les deux, il y a les 734 pages les plus attendues de cette rentrée littéraire : le huitième roman, trois ans après *Sérotonine*, d'un écrivain érigé au rang d'icône pop (il a même son alter ego dans le dernier *Astérix*), salué comme un maître de la dissection des angoisses inavouées de notre civilisation, et un oracle de son agonie.

On retrouve dans *Anéantir* tout ce qui caractérise l'auteur des *Particules élémentaires*. Le style rapide et efficace, parfois inégal, par moments insipide. Les propos dignes de brèves de comptoir qui alternent avec les sentences d'une douloureuse lucidité. Ce regard sociologique sur le monde d'aujourd'hui, qui est ce que le XXI^e siècle

a produit de plus proche du roman naturaliste du XIX^e. Le sexe. La satire acide de la gauche et de ses hypocrisies. Et aussi, à travers les opinions de certains personnages sur les musulmans ou sur les femmes, une version littéraire de ce qu'est à la politique Éric Zemmour, le candidat d'extrême droite à la présidentielle 2022. *“Il y avait des Arabes, beaucoup d'Arabes dans les rues, lit-on, et cela c'était certainement une innovation par rapport à l'ambiance générale du Beaujolais, et de la France tout entière.”*

Ni contestations, ni grèves. *Anéantir* entrelace trois histoires sur une durée totale de près d'un an. La première est celle de Bruno Juge, le ministre de l'Économie et des Finances, qui se présente à la présidentielle 2027 aux côtés de Benjamin Sarfati, animateur vedette d'un talk-show. Le tandem a été désigné par le président sortant, qui termine un second mandat – et qui, s'il n'est pas nommé, n'est autre qu'Emmanuel Macron. Sarfati pourrait être un double du présentateur Cyril Hanouna, tandis que Bruno Juge est inspiré du vrai ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Première surprise : la France que laisse Macron en 2027 est devenue, contrairement à ce qu'annoncent *“les prophètes de malheur”* (parmi lesquels se compte Houellebecq), une grande puissance de l'industrie et de l'innovation. *“Tout cela sans contestations, sans grèves, dans un climat d'acquiescement étonnant.”*

Le protagoniste d'*Anéantir* s'appelle Paul Raison. À près de 50 ans, cet homme de confiance du ministre Juge est un personnage houellebecquien, cynique et solitaire. Authentique *Homo macronensis*, issu comme Macron de l'ENA, vivier de la classe dirigeante française, il est plongé dans la bulle de la haute administration. Paul ne croit en rien et tout l'indiffère. Comme son nom l'indique, il se fie à la raison.

“Était-il responsable de ce monde ?” s'interroge le narrateur, qui adopte le point de vue de Paul. *Dans une certaine mesure oui, il appartenait à l'appareil d'État, pourtant il n'aimait pas ce monde.”*

Une autre intrigue parallèle commence par l'AVC qui plonge dans le coma le père de Paul, espion à la retraite, et le laissera plus tard dans un état d'immobilité et de dépendance totale, dans un village du Beaujolais. La maladie permet aux enfants de se retrouver : la sœur catholique et sympathisante de Marine Le Pen, une belle-sœur qui est une journaliste sans scrupule, la deuxième femme du malade, attachée à le soigner... Houellebecq, qui est contre l'euthanasie, fait dire à l'un de ses personnages : *“La vraie raison de l'euthanasie, en réalité, c'est que nous ne supportons plus les vieux, nous ne voulons même pas savoir qu'ils existent, c'est pour ça que nous les parquons dans des endroits spécialisés, hors de la vue des autres humains.”*

Repères

Une sortie très médiatique

En France, la sortie d'*Anéantir* est l'événement de la rentrée. Les éditions Flammarion ont publié le roman de Michel Houellebecq à 300 000 exemplaires, un *“tirage initial inouï”*, selon **La Libre Belgique**. L'annonce que des copies pirates circulaient sur Internet avant Noël, alors que l'éditeur avait exigé de la presse qu'elle ne dévoile rien de l'intrigue avant le 30 décembre, a renforcé l'effet d'attente. Mais en envoyant des exemplaires à 600 journalistes et personnalités, Flammarion *“a contribué aux fuites”*, juge **Der Standard**. Conséquence : sur les réseaux sociaux, *“le petit jeu des vacances, à Paris”*, consistait à se revendiquer en possession du roman et *“à faire dérailler la campagne de promotion prévue, pour ne pas dire l'anéantir”*, note le quotidien autrichien. Pas sûr que ce bouche-à-oreille desserve les ventes.

Un événement international

La parution d'*Anéantir* fait aussi couler beaucoup d'encre à l'étranger. C'est qu'à 65 ans Houellebecq est *“l'un des écrivains français les plus célèbres du monde”* et que ses romans, désormais au nombre de huit, n'ont *“jamais laissé indifférent”*, souligne le quotidien italien **La Repubblica**. Très lu, commenté et étudié à l'étranger, l'écrivain est aussi l'auteur français le plus traduit (*“en 42 langues”*, fait savoir le quotidien belge **Le Soir**). Et *Anéantir* ne déroge pas à la règle : l'ouvrage sort ce 7 janvier en Italie, le même jour qu'en France. Le 11 janvier, il paraîtra également en Allemagne et en Grèce. Des traductions sont annoncées, entre autres, pour août en Espagne et pour l'automne aux États-Unis.

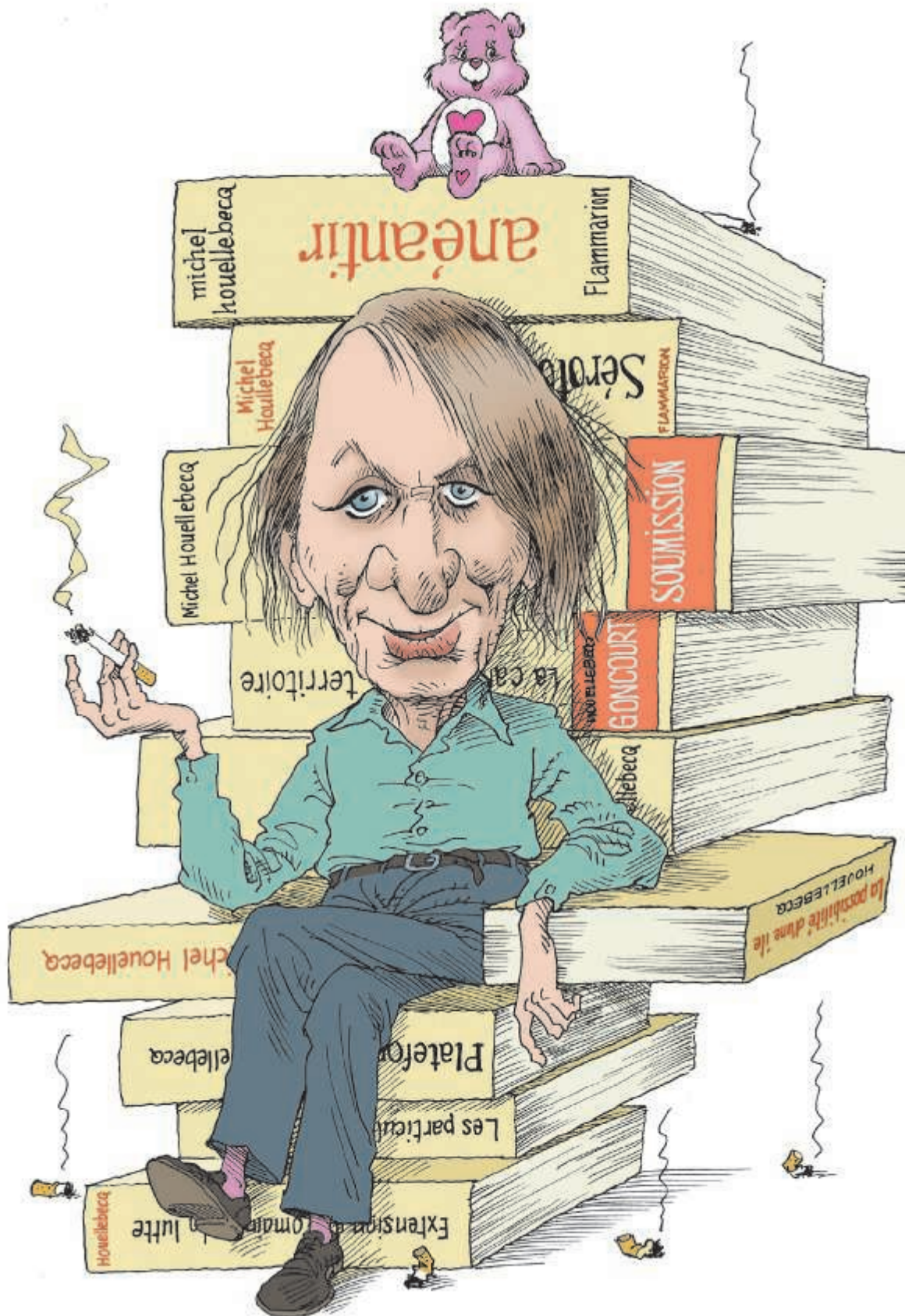
← Dessin de Kichka, Israël,
pour *Courrier international*, Paris.



Vu
d'Italie

“Un vrai premier roman”

● Tous ne l'ont pas adoré, mais la plupart se sont rués sur les épreuves : à l'image de leurs confrères français, les critiques italiens ont dégainé leurs recensions du “nouveau Houellebecq” dès le jeudi 30 janvier. Dans la péninsule, le roman paraît le même jour (7 janvier) que l'édition française et, comme en France, les journalistes avaient interdiction de publier des comptes rendus d'*Anéantir* (*Anniutare* pour la version italienne) avant cette date. Si beaucoup, notamment le *Corriere della Sera*, sont impressionnés par ce nouvel opus, “rempli de passages mémorables sur la comédie humaine contemporaine”, d'autres, moins nombreux, restent sur leur faim. À l'image de la philosophe et écrivaine Michela Marzano, évoquant dans les pages de *La Stampa* un roman qui “peine à décoller”. Dans une analyse très érudite publiée sur le site du quotidien *Domani*, un autre philosophe, Raffaele Alberto Ventura, estime pour sa part qu’“à 65 ans Michel Houellebecq a écrit son premier vrai roman”. À savoir, un livre dont la puissante vision du monde s'efface pour la première fois devant “la trame et les personnages”.



La troisième intrigue raconte les attentats contre un porte-conteneurs au large de La Corogne, une banque du sperme au Danemark et un bateau de migrants sur les côtes d'Ibiza et de Formentera. Paul découvre chez son père de mystérieux documents qui auraient pour auteurs des “anarcho-primitivistes”, dont le projet “était de ramener l'humanité au niveau du paléolithique moyen”, ou bien des groupes d’“écologico-fascistes” aux influences sataniques. Le pire étant, pense Paul, “que si l'objectif des terroristes était d'anéantir le monde tel qu'il le connaissait, d'anéantir le monde moderne, il ne pouvait pas leur donner tout à fait tort”.

Ces histoires confluent vers Paul avant de s'interrompre, à environ 130 pages de la fin. À partir de ce moment-là, le personnage – avec Prudence, son épouse, avec laquelle il renoue après des années à avoir fait chambre à part – occupe tout l'espace. Nous ne révélerons pas ce qui se passe ensuite. Nous dirons seulement que le romancier cite *Le Lambeau*, récit du journaliste Philippe Lançon, défigurés par les

Les propos dignes de brèves de comptoir alternent avec les sentences d'une douloureuse lucidité.

tirs des islamistes dans l'attentat contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* en 2015. Il y a aussi des références au penseur réactionnaire Joseph de Maistre et au poète romantique Alfred de Musset, qui écrit : “Je suis venu trop tard dans un monde trop vieux.” Et au philosophe Pascal : “Le dernier acte est sanglant, quelque belle que soit la comédie en tout le reste : on jette enfin de la terre sur la tête, et en voilà pour jamais.”

Houellebecq, qui passe souvent pour un nihiliste, a quelque chose d'un écrivain chrétien. Ce roman et quelques-uns des précédents trahissent une nostalgie de Dieu et de la religion, et aussi une croyance en l'amour comme rédemption.

L'auteur s'y fait moraliste : il est un observateur tantôt arbitraire et superficiel, tantôt lucide, de ce monde et de ses gens, de nos mœurs. Bruno Le Maire, le modèle de Bruno Juge, déclarait à l'auteur de ces lignes, il y a quelques semaines : “Je considère que Michel Houellebecq, qui est un ami et un écrivain pour lequel j'ai une admiration profonde, est l'un des meilleurs miroirs, non pas de la société française, mais des angoisses, des inquiétudes de la société française.” Il aurait pu ajouter : de la société occidentale. *Anéantir*, une fois de plus, en apporte la preuve.

— Marc Bassetts

Publié le 30 décembre 2021

plein écran.



“The Club” ou l’histoire oubliée des Juifs de Turquie

La série turque de Netflix se déroule dans l’Istanbul des années 1950, et met en scène des personnages de confession juive. Une première dans ce pays musulman, qu’applaudit cet hebdomadaire de la communauté juive locale.

—Salom Istanbul

La série *The Club*, produite par Netflix*, s’ouvre sur un toit d’Istanbul par le meurtre par balle d’un homme par une jeune femme, Matilda Aseo. Après dix-sept ans de prison, elle finit par être libérée, à la faveur d’une amnistie, et se lance alors [en 1955] à la recherche de sa fille Rachel, qu’elle a dû abandonner à la naissance. Élevée dans un orphelinat de la communauté juive, celle-ci rejette l’amour platonique de son ami Mordo, pour lui préférer les beaux yeux d’un chauffeur de taxi coureur de jupons, Fistik Ismet [un musulman].

Embauchée comme femme de ménage dans un prestigieux music-hall du quartier de Beyoglu, Matilda va tenter de créer des liens avec sa fille et de rattraper le temps perdu. Dans ce club, qui embauche en majorité des *roum* [Grecs orthodoxes] et des Arméniens, elle se retrouvera aux prises

avec les ego tourmentés et les conflits entre Sélim, le chanteur vedette, Orhan, le patron qui tente de dissimuler son identité confessionnelle, et Celebi, le gérant perfide.

L’arrière-plan historique de la série trouve chez moi un certain écho [*lire ci-contre*]. Mon père ayant perdu son propre père, jamais revenu de la guerre des Balkans [1912-1913], il a grandi orphelin avec ses quatre frères.

En 1943, un an après ma naissance, mon père, qui n’avait pas les moyens de régler l’impôt sur la fortune [un impôt discriminatoire créé en 1942 qui vise les non-musulmans], a été envoyé dans un camp de travail de la région d’Erzurum (nord-est). Jamais durant le reste de sa vie il n’a parlé de cet événement qui a pourtant bouleversé son existence. Ma grand-mère, elle aussi, est restée muette à ce sujet. Ce n’est qu’après la mort de mon père que j’ai appris ce passage de sa vie, par mon frère aîné.

En revanche, je me souviens des horreurs des 6 et 7 septembre 1955 [une vague d’émeutes, de meurtres, de viols et de pillages visant en particulier la communauté grecque d’Istanbul, mais dont d’autres minorités ont aussi été victimes], que mentionne la série *The Club*, puisque j’avais 13 ans à l’époque et habitais sur l’île de Büyükkada [une des îles des Princes, archipel au large d’Istanbul où vivent de nombreux membres de la communauté juive de la ville]. Parmi les très rares œuvres cinématographiques produites sur les non-musulmans de Turquie, *The Club* est pour moi la plus réaliste, précise et mature.

Les six scénaristes qui ont travaillé à cette série sont parvenus à combler un vide. Ils ont d’ailleurs pu bénéficier des conseils de Mois Gabay, un des contributeurs phares du journal, et l’attention qu’ils ont portée aux détails a permis de produire une série qui respire l’authenticité.

Les costumes comme les lieux reconstitués reflètent très bien l’atmosphère de l’époque. En tant qu’amateur de cinéma attentif à ce genre de choses, j’ai été impressionné par l’authenticité de l’accent des acteurs, qui ont visiblement beaucoup profité des conseils qui leur ont été prodigués par les membres de la communauté juive. Les dialogues en ladino [le judéo-espagnol, une langue parlée en Turquie par les Juifs qui s’installèrent dans l’Empire ottoman après leur expulsion en 1492 de la péninsule Ibérique] sont, eux aussi, impeccables.

—Viktor Apalaci

Publié le 10 novembre 2021

* Sur les 12 épisodes que compte la première saison, six ont été mis en ligne par la plateforme de streaming en novembre dernier. Les six derniers étaient annoncés pour le 6 janvier.

← L’acteur Salih Bademci joue le rôle de Selim Songür.
Photo Mehmet Ali Gök, Netflix.

Repères

UNE COMMUNAUTÉ DÉPEUPLÉE

Encore au nombre de 80 000 dans les années 1940-1950, les Juifs de Turquie sont désormais autour de 14 000, en majorité installés à Istanbul et Izmir. Les persécutions à leur encontre et la précarité économique d’une grande partie d’entre eux ont engendré des vagues d’émigration vers Israël dès la fin des années 1940. L’hémorragie démographique se poursuit aujourd’hui et concerne aussi l’Europe, depuis qu’en 2013 le Portugal, puis l’Espagne, en 2014, ont annoncé accorder la nationalité aux descendants des Juifs chassés par l’Inquisition au xv^e siècle. Istanbul compte 20 synagogues, dont la plus vieille date du xv^e siècle.

SOURCE



SALOM

Istanbul, Turquie
Hebdomadaire
salom.com.tr

Cet hebdomadaire de la communauté juive de Turquie, dont le titre vient de l’hébreu *shalom* (qui signifie à la fois “bonjour” et “paix”) est publié en turc avec une page en judéo-espagnol (parfois aussi appelé ladino) depuis le 29 octobre 1947. Son fondateur était le journaliste Avram Leyon (1912-1985), qui avait travaillé au quotidien *Cumhuriyet*.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

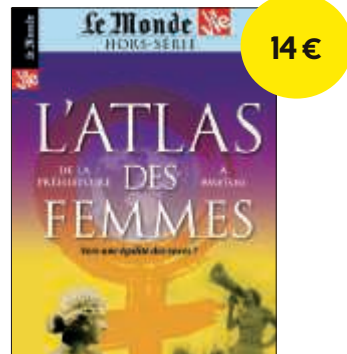
“**Juifs d’Orient**”, une série en huit épisodes sur l’histoire mouvementée des communautés juives du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord. Le destin des Juifs dans cette partie du monde, berceau historique du judaïsme, a évolué au gré de l’évolution des relations entre leurs pays et l’État hébreu, des flux migratoires, ou encore des conflits internes et des accords de paix.

NOTRE SÉLECTION DE HORS-SÉRIES DU GROUPE LE MONDE



1 - La seconde guerre mondiale à travers les cartes

Histoire & civilisations met en valeur la cartographie militaire organisée par grandes thématiques. Le plus : une iconographie exceptionnelle composée de plus de 80 cartes d'époque provenant des collections de la British Library de Londres.



2 - L'Atlas des femmes

Cet atlas dresse un tableau de la condition féminine à travers les âges et les continents. Un portrait multiple et original, où sont déconstruits les stéréotypes, relatés les luttes et les résistances contre les discriminations, jusqu'à l'émancipation.



3 - L'Atlas de la terre

Cet atlas déroule la passionnante histoire du progrès et de ses méfaits à l'origine de la prise de conscience écologique et de la crise climatique actuelle. Une approche originale, en cartes et infographies.



4 - Les révolutions du travail

Avec l'amplification du télétravail et la mise en cause des statuts et des protections, un vent mauvais souffle sur la tête des salariés et provoque un phénomène qui ressemble à l'écoanxiété.



5 - 40 cartes pour comprendre la Chine

A travers quarante cartes, ce hors-série offre une vision géopolitique de la Chine, dont l'expansionnisme commercial et diplomatique se développe implacablement.



6 - L'esclavage

"Esclavage, une histoire française" Pour ce hors-série, "l'Obs" a donné la parole aux historiens, qui nous décrivent la machinerie négrière ; aux descendants, qui doivent vivre avec ce passé ; et aux esclaves eux-mêmes, dont la voix a été si longtemps enfouie.



7 - Comprendre les grands philosophes

Ce hors-série reprend des textes de Platon à Leibniz, d'Avicenne à Nietzsche, de Descartes à Arendt, ce sont vingt-cinq philosophes qui sont ainsi décryptés avec originalité.



8 - Plus verte la ville

Sur la question brûlante de la nature en ville, nous avons réuni des philosophes et des architectes qui, il y a vingt ans, inventait la recette de la "façade végétale". Plus verte, la ville, on peut le faire, en respectant le sol et l'eau, et aussi le silence et la nuit.

BON DE COMMANDE

À retourner accompagné de votre règlement à : *Courrier international* - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

ARTICLES	PRIX UNITAIRE	QUANTITÉ	TOTAL
1 - La seconde guerre mondiale à travers les cartes	14,50 €		
2 - L'Atlas des femmes	14 €		
3 - L'Atlas de la terre	14 €		
4 - Les révolutions du travail	8,90 €		
5 - 40 cartes pour comprendre la Chine	9,90 €		
6 - L'esclavage	7,90 €		
7 - Comprendre les grands philosophes	6,90 €		
8 - Plus verte la ville	8,50 €		
Participation aux frais de port			3 €
Total :			

Mes coordonnées :

RCO22BAG1627

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

CP | | | | VILLE



Pour commander, scannez le QR code

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2022 *Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.



Quand Néfertiti surgit du sable

6 décembre 1912 — Égypte

Découvert dans les ruines d'une ville oubliée, le célèbre buste de la pharaonne va susciter toutes les convoitises.

— Die Welt Berlin

↑ Présentation du buste de Néfertiti, à Amarna, en Égypte, sur le lieu de sa découverte.

Photo Staatliche Museen zu Berlin.

Nous avions entre les mains l'œuvre d'art égyptienne la plus pleine de vie. Elle était presque entière : seules les oreilles étaient écornées et l'œil gauche n'avait pas d'iris", note l'archéologue Ludwig Borchardt (1863-1938) dans son journal de fouilles, le 6 décembre 1912. Il résume son enthousiasme en quelques mots : "Inutile de la décrire, il faut la voir." C'était le buste de la reine Néfertiti, la découverte archéologique du siècle.

Borchardt a davantage été organisateur qu'inventeur dans cette affaire. Fils d'une famille de commerçants juifs berlinois, il a fait des études d'architecture et est arrivé en Égypte en 1885, à l'âge de 22 ans. Il a fait partie de l'équipe chargée

de protéger l'île sanctuaire de Philae des dommages provoqués par la construction d'un barrage [en amont de la ville d'Assouan, en 1902]. Il a ensuite travaillé au Musée égyptien et au consulat général d'Allemagne au Caire. En 1907, il est nommé directeur de l'Institut impérial allemand des antiquités égyptiennes.

Il a compris très tôt qu'on pourrait trouver des choses intéressantes dans les ruines d'Amarna, à 300 kilomètres au sud du Caire. C'est là que le célèbre "pharaon hérétique" Aménophis IV, plus connu sous le nom d'Akhenaton, et sa femme Néfertiti, qui s'étaient efforcés de remplacer le vaste panthéon égyptien par le culte du soleil, avaient fondé leur nouvelle capitale vers 1350 av. J.-C. Cette expérience monothéiste avait échoué et la ville avait été abandonnée.

Borchardt parvient à obtenir le soutien financier de la Société allemande d'Orient (DOG), dont le membre le plus influent est le négociant en textiles et millionnaire berlinois James Simon. Celui-ci obtient personnellement une autorisation de fouilles et prend en charge les frais. Borchardt fait construire une maison de fouilles à Amarna dès 1908 mais la DOG hésite – probablement parce que certains collègues étrangers le soupçonnent ouvertement d'espionner leurs travaux.

Instrument de propagande. Les fouilles ne commencent qu'en 1911. Les deux premières campagnes apportent certes des résultats intéressants, mais pas de grand bouleversement. En novembre 1912 en revanche, Borchardt séjourne à nouveau au Caire quand l'équipe du chantier tombe sur un complexe de trois bâtiments, dont l'un appartient à un certain Thoutmosis, "chef des sculpteurs". Celui-ci habitait dans le somptueux bâtiment principal, les autres étant réservés à ses employés, jusqu'à 50 personnes, et aux ateliers. Le buste de la reine est découvert le 5 décembre dans une salle à côté du hall du bâtiment principal. Les travaux de récupération commencent quelques jours plus tard, en présence de Borchardt, qui est arrivé en hâte.

L'objet qui est exhumé est un instrument de propagande. Akhenaton et Néfertiti ont rompu avec le style traditionnel du portrait en se faisant représenter, leur famille et eux, de façon relativement réaliste. Si le pharaon ne dissimule pas ses défauts physiques, sa femme fait honneur à son nom : Néfertiti signifie "la belle est venue", ce que le sculpteur Thoutmosis a reçu pour mission de traduire dans un ensemble de sculptures propres à séduire le public.

Borchardt comprend immédiatement que cette découverte est sensationnelle et suppose qu'il va devoir renoncer à la répartition des objets régée par l'accord conclu entre l'administration des antiquités égyptiennes et la DOG. Ce n'est pas le cas. Cet état de fait provoque un conflit, que le débat actuel sur la restitution des œuvres d'art volées par les puissances étrangères a fait repartir de plus belle.

Fondé en 1858, le Service des antiquités d'Égypte est traditionnellement dirigé par un Français. À l'époque de la découverte de Néfertiti, c'est Gaston Maspero, expert de renommée internationale, qui se trouve à sa tête. Il charge

l'inspecteur Gustave Lefebvre des formalités. Celui-ci manifeste davantage d'intérêt pour un autel pliant coloré bien conservé que pour le buste de la reine. Le buste est attribué à James Simon, qui le transmet aux musées berlinois [en 1913].

Partage des objets. Certains accusent Borchardt de l'avoir dissimulé ou de l'avoir écarté du champ de vision de Lefebvre. Borchardt aurait ainsi délibérément violé une nouvelle réglementation qui permettait à la Grande-Bretagne de conserver les découvertes importantes faites en Égypte [le pays était sous l'influence croissante du Royaume-Uni depuis 1874 et s'est retrouvé sous protectorat britannique de 1914 à 1922]. Sauf que ce texte n'était pas encore entré en vigueur au moment du partage des objets.

Bénédicte Savoy, une historienne de l'art française qui s'est spécialisée dans la restitution des œuvres d'art, a décrypté le contexte de la répartition des objets archéologiques dans une étude lucide publiée en 2011 [*Nofretete. Eine deutsch-französische Affäre, 1912-1931*, Cologne, 2011, "Néfertiti. Une affaire franco-allemande", non traduit en français]. Selon elle, Maspero, le chef de Lefebvre, n'était pas du tout ravi de cette nouvelle réglementation qui lui imposait des contraintes considérables dans le partage des objets et aurait voulu afficher une dernière fois son indépendance en se mettant d'accord avec Borchardt.

Quand Pierre Lacau lui succède, c'en est fini de l'indépendance. Maspero le décrit comme un homme qui, "à quelque 36 ans, a évolué vers l'égoïsme et se querelle avec le monde entier et lui-même". Les "Boches", contre qui il s'est battu dans les tranchées en 1914, sont ses grands ennemis. Il finit par les chasser des ruines d'Égypte, en faisant raser la "maison [d'hôtes] allemande" de Thèbes [en 1915]. Les Allemands doivent selon lui "être exclus des futures autorisations [de fouilles] pour des raisons morales".

Cette argumentation morale ne correspond pas aux arguments juridiques, que Lacau doit exposer en grinçant des dents aux membres du Comité d'archéologie du Caire en 1925 après "vérification de tous les éléments" : "Nous reconnaissons que tout [dans la répartition] s'est déroulé conformément à la réglementation. S'il y a eu une erreur, elle est de notre fait."

— Berthold Seewald

Publié le 6 décembre 2021

SOURCE



DIE WELT

Berlin, Allemagne

Quotidien

welt.de

"Le Monde" est une sorte de *Figaro* à l'allemande. Très complet dans le domaine économique, il est aussi lu pour ses pages concernant le tourisme et l'immobilier. Le journal se revendique conservateur.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Science, société, géopolitique... Les articles les plus marquants de l'année parus dans la presse étrangère.



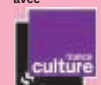
**Courrier
international**
Hors-série Décembre 2021-janvier 2022
8,50 €



Les articles
de la presse
étrangère
qui ont marqué
l'année.

BEST OF 2021

En partenariat
avec

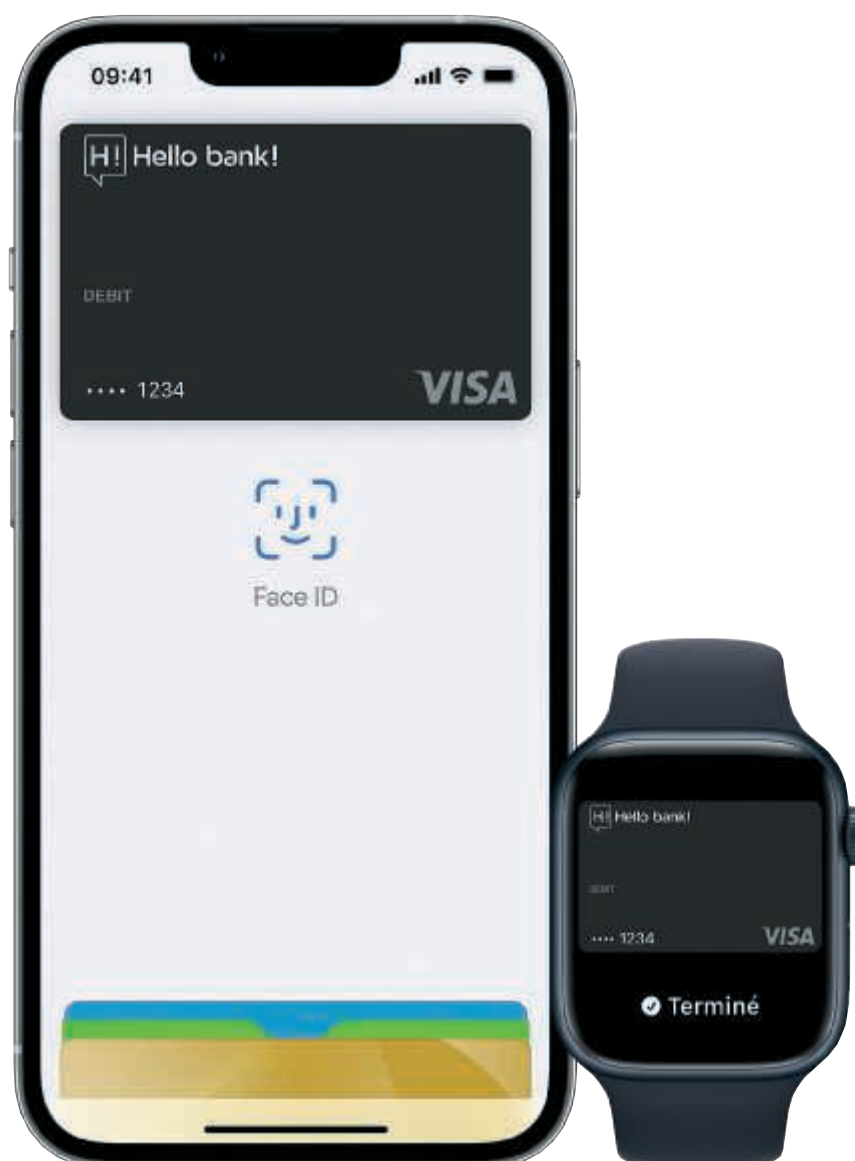


Avec 11 pages de jeux conçues par le magazine **l'éléphant**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

Sortir faire du shopping, sans sortir sa carte !



Chez Hello bank! on fait tout
pour simplifier vos paiements avec Apple Pay.*



*Sous réserve de conditions d'éligibilité au service Apple Pay.
Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays.